

This PDF was generated on 28/01/2022 from online resources of  
the **Qatar Digital Library**

The online record can be viewed at:

[http://www.qdl.qa/en/archive/81055/vdc\\_100000001524.0x0003a0](http://www.qdl.qa/en/archive/81055/vdc_100000001524.0x0003a0)

It contains extra information, high resolution zoomable views and transcriptions.

## 'Russia in Asia - Growing influence of Europe on Asia'

<b>Holding Institution</b>	British Library: India Office Records and Private Papers
<b>Reference</b>	Mss Eur F126/21
<b>Date(s)</b>	1858-1866 (CE, Gregorian)
<b>Written in</b>	English and French in Latin
<b>Extent and Format</b>	1 file, 10 items (67 folios)
<b>Copyright for document</b>	<a href="#">Open Government Licence</a>



### About this record

The file contains journal articles, correspondence, papers and memorandum relating to russian involvement in Asia 1850s-1860s and Pelly's mission to Herat and Afghanistan in 1760.

The material relating to Russian involvement and influences in Asia primarily consists of journal articles, in french, from the journal *Revue des deux mondes* looking at Russian expansion into both the Caucasus and the Far East, along with a newspaper article and handwritten observations made by Lewis Pelly. There is also an article in french from the same journal regarding French interests in Asia.

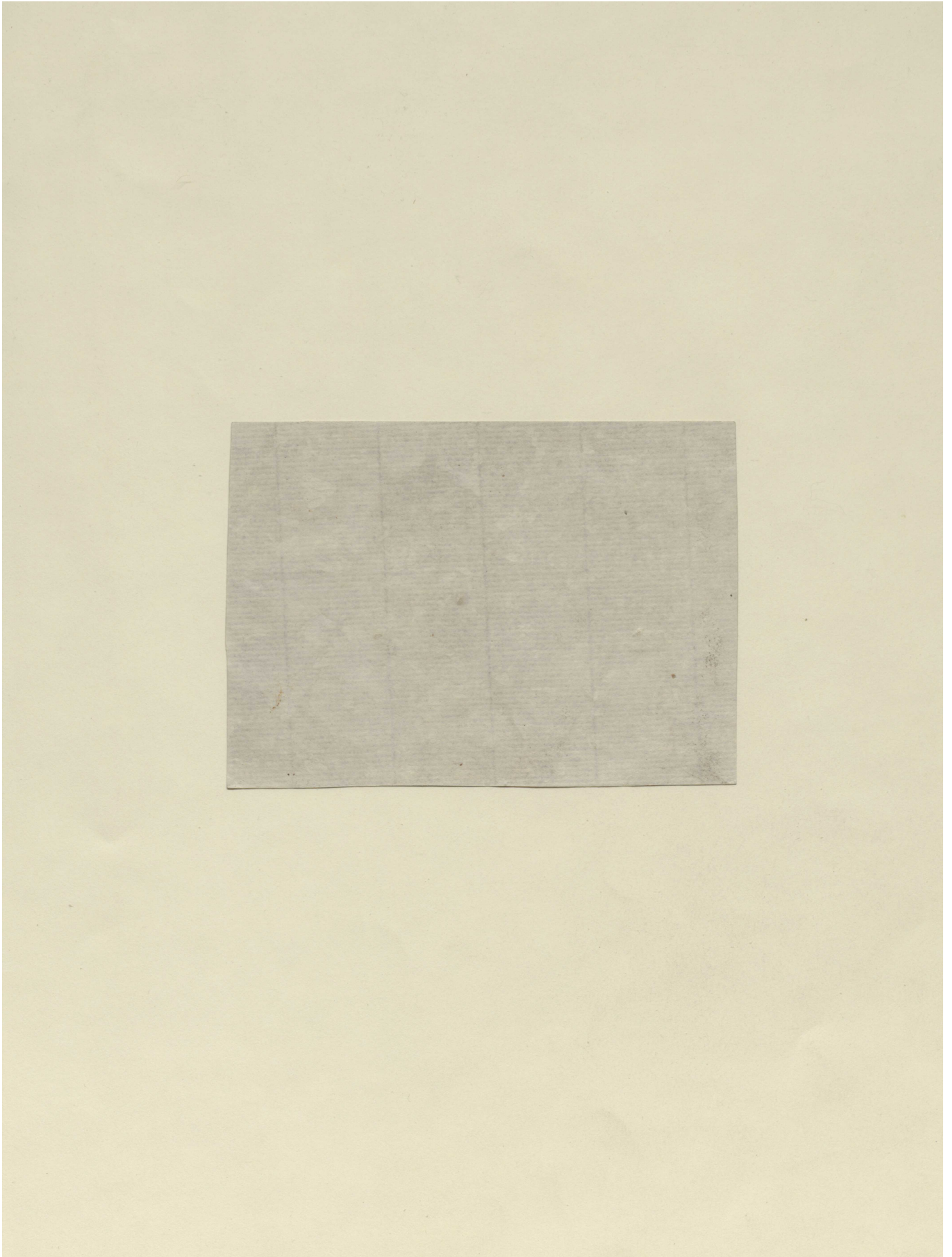
The material in the file relating to Lewis Pelly's mission to Herat and Afghanistan in 1860 includes correspondence with Sultan Ahmed Khan, Governor of Herat; and correspondence and records of conversations with Earl Canning, Viceroy and Governor General of India regarding his mission; matters relating to pay and reimbursement of expenses and observations on matters in Herat, the recent Persian War, and possible threats to India's north-western frontier.

Also included in the file is a record of a conversation with Earl Canning regarding Pelly's career and the offer of the position of acting consul at Zanzibar, May 1861.

File contains a title card, in Lewis Pelly's handwriting.

MSS Eur F126/21 ①  
Russia in Asia  
Growing influence of Europe  
on  
Asia

'Russia in Asia - Growing influence of Europe on Asia' [1v] (2/134)



(1858)<sup>2</sup>

HERMANN.

493

Du fiel de ma tristesse il ne reste plus rien  
Dans mon sang réparé par ces divins fluides;  
Mon cœur s'est enrichi de ces cœurs intrépides,  
Leur battement sublime est devenu le mien.

Le laboureur d'en haut fit en moi ses semailles;  
Le sol renouvelé cache une ample moisson;  
Le maître, en extirpant la pierre et le buisson,  
Pour me fertiliser déchira mes entrailles.

En vain sur mes sillons par tous les vents battus  
L'hiver déchainera son lugubre cortège,  
Et les froides vapeurs, et le doute, et la neige...  
Les épis jailliront et les fortes vertus.

Venez donc m'assaillir avec toutes vos armes,  
Après ambitions, plaisirs, lâches frayeurs!  
De toute servitude éternels pourvoyeurs,  
Usez, pour ma défaite, usez de tous vos charmes.

J'attends et je suis fort; moi, si débile hier,  
Je suis prêt à vous vaincre en un combat suprême.  
A briser votre joug, à rester pur et fier...  
De plus vaillans que moi combattront en moi-même.

Par ses grands souvenirs mon cœur est défendu;  
Mon cœur est habité comme une citadelle.  
Les héros que j'implore en mon culte assidu  
Sauront garder leur temple et leur humble chapelle.

A défaut de ces dieux lointains et triomphans,  
Toi l'ange maternel, toi, simple et forte femme,  
Qui veilles, de là-haut, l'aïeul et les enfans,  
Tu peux m'aider à vaincre, à toi seule, ô grande âme!

Non, tu n'interdis pas ces sommets à ton fils;  
Aux maîtres les plus fiers devant moi tu t'y mêles,  
Et ta voix me commande, au pied du crucifix,  
D'aller chercher partout des armes et des ailes!

Les hauts lieux m'ont ouvert leur magique arsenal,  
Je m'y suis revêtu de granit et de chêne;  
Leur souffle en moi s'agite, et leur feu s'y déchaîne,  
Et mon cœur débordant n'attend plus qu'un signal.

VICTOR DE LAPRADE.

---

POLITIQUE  
DE LA FRANCE EN ASIE

---

Il fut un temps où la France était puissante en Asie; son drapeau, glorieusement tenu par de vaillans officiers de fortune, était respecté et invoqué par les populations de l'Indostan; ses navires de guerre, répandus sur les mers orientales, convoiaient les riches escadres de la compagnie des Indes; son prestige était si grand que, du fond de l'Asie, les souverains envoyaient des ambassades à la cour de Versailles, étonnée de recevoir ces lointains hommages; ses missionnaires étaient partout, dans l'Inde, à Siam, en Cochinchine, à Pékin, même au Japon, et partout, en propageant par d'héroïques travaux les lumières de la civilisation et de la foi chrétienne, ils propageaient le nom et l'influence de leur patrie. On a vu des capitaines français à la tête d'armées indiennes, des mandarins français en Cochinchine, et cette pléiade ou plutôt cette dynastie de pères jésuites qui, sortis de nos séminaires, allaient occuper à Pékin, dans l'orgueilleux palais des empereurs de Chine, les plus hauts emplois. Que reste-t-il de toute cette puissance? Quelques coins de terre sur lesquels plonge le canon anglais; les noms de quelques héros, Dupleix, Bussy, Suffren; les pieux souvenirs que réveille l'histoire des missions catholiques; des traditions, glorieuses sans doute, mais déjà bien vieilles et trop longtemps demeurées stériles. Pouvons-nous aujourd'hui, avec cette poussière du passé, reconstruire l'édifice de notre ancienne grandeur en Asie? Napoléon y avait songé: c'était un des projets, un des rêves de sa jeunesse. Lorsqu'il posa le pied sur le sol de l'Égypte, ses regards, franchissant les espaces, étaient fixés sur l'Inde. L'Orient l'avait séduit. L'Égypte n'était point seulement à ses yeux une future colonie destinée à ouvrir au commerce français les marchés de l'Asie, c'était aussi, comme il le déclare dans ses *Mémoires*, une place d'armes d'où la France pouvait

un jour porter une armée de soixante mille hommes sur l'Indus, soulever les Mahrattes et ruiner la puissance de l'Angleterre. A ces vues politiques se joignait sans aucun doute ce vague instinct du merveilleux et des choses grandes qui se retrouve toujours dans les vastes préoccupations du premier consul et de l'empereur. Les événements européens ne laissèrent point à Napoléon le loisir d'exécuter ce qu'il avait conçu; mais de nombreux documens attestent que, même au milieu des champs de bataille et dans les capitales conquises, l'Orient, qu'il avait entrevu dans sa jeunesse et à l'aube de sa puissance, était demeuré présent à son imagination. Sa politique à Constantinople et la mission qu'il envoya à la cour de Perse en font foi. L'empereur pressentait que l'activité du génie européen devait prochainement se porter vers l'Asie, que les colonies orientales allaient devenir un élément considérable de l'équilibre européen, et que la France regretterait vivement un jour la perte de ses territoires et de son influence dans l'Inde. C'était une pensée juste, et il n'est pas sans intérêt d'examiner si cette pensée peut être utilement reprise au temps où nous sommes, en présence des concurrents qui nous ont devancés ou supplantés dans les régions asiatiques.

L'Angleterre tient en Asie le premier rang. Par Aden, elle garde l'entrée de la Mer-Rouge; par Hong-kong, elle est au seuil de la Chine. Entre ces deux points s'étendent les vastes domaines de l'Inde, sans cesse accrus depuis le commencement de ce siècle par une série non interrompue d'annexions et de conquêtes, et défendus à leurs extrémités par des établissemens militaires qui forment de l'ouest à l'est de l'Asie une ceinture de redoutables forteresses. Vainement a-t-on prétendu que cette puissance colossale repose sur des fondemens d'argile. Une partie de l'Inde est, il est vrai, en pleine insurrection; l'armée du Bengale, après avoir massacré ses officiers, s'est tournée contre la domination anglaise, et elle a pu, durant quelques mois, arborer à Delhi le drapeau du Grand-Mogol; le royaume d'Oude, récemment annexé aux territoires de la compagnie sous l'administration de lord Dalhousie, est à reconquérir presque en entier. C'est la plus violente crise que la Grande-Bretagne ait eue à traverser depuis le jour où elle s'est établie sur le sol de l'Inde; mais, dès le début, elle a tenu tête à l'orage: une poignée d'Européens, sous la conduite de chefs héroïques, a résisté glorieusement aux attaques des rebelles, et l'arrivée des premiers renforts a permis à l'Angleterre de relever le prestige de ses armes. L'issue de la lutte ne paraît point douteuse, et, quels que puissent être les incidens d'une crise passagère, l'Angleterre, demeurée maîtresse de la péninsule indienne, maîtresse d'Aden, de Ceylan, des ports birmanes, du détroit de Malacca, de Labuan, de Hong-kong, ne saurait redouter dans les mers de l'Inde aucune compétition européenne.

Après la Grande-Bretagne, c'est la Hollande qui occupe dans l'Inde les plus vastes territoires. Sumatra, Bornéo, Java et le long cordon des îles de la Sonde, les Moluques, fournissent à son génie colonisateur un champ fécond habilement exploité. N'oublions pas dans cette énumération rapide le petit établissement de Decima, sur le sol du Japon. C'est en Asie que réside la véritable puissance de la Hollande; c'est de là que ce pays tire sa richesse, sa grandeur maritime et commerciale. Avant 1824, la Hollande possédait

quelques factoreries dans l'Indostan et sur la presqu'île de Malacca, tandis que l'Angleterre occupait plusieurs points de Sumatra et diverses îles situées au sud de Singapore. Les deux nations se trouvaient ainsi en contact, et il était aisé de prévoir un prochain conflit qui eût mis en péril les colonies néerlandaises et ouvert à l'ambition de la Grande-Bretagne les archipels de la Malaisie. Le traité du 17 mars 1824 a réglé cette difficulté en stipulant des échanges de territoires et en délimitant les points en-deçà desquels chacun des deux pays devait poursuivre l'œuvre de la colonisation. Peut-être la prise de possession de Labuan et le protectorat établi sur une partie de la côte de Bornéo devraient-ils être considérés comme une violation des engagements signés par l'Angleterre en 1824; ces tentatives d'agrandissement vers le sud ont provoqué les plaintes du cabinet de La Haye; mais en définitive les colonies asiatiques de la Hollande forment un empire compacte, fertile, habité par une nombreuse population et destiné à un brillant avenir.

À l'est des possessions néerlandaises s'étendent les colonies espagnoles. L'archipel des Philippines couvre un espace de trois cents lieues du nord au sud et de cent quatre-vingts lieues de l'est à l'ouest. Il comprend de nombreuses îles, dont la plus grande, Luçon, est entièrement soumise. Mindanao, Mindoro, Cebu, etc., ne sont encore occupées que sur quelques points de la côte. De ses domaines coloniaux, autrefois si vastes dans l'Inde, l'Espagne n'a conservé que les Mariannes et les Philippines, dont elle doit la découverte au génie de Magellan (1521). Il y a plus de trois siècles qu'elle s'est établie à Luçon et que Manille, capitale de l'archipel, a été fondée. La colonie a eu ses jours de grandeur et de prospérité presque inouïes. Pendant que le catholicisme, introduit par des bataillons de moines, se propageait rapidement dans l'île et soumettait à l'autorité temporelle toute la population indigène, le commerce et la marine exploitaient avec succès l'admirable situation du port de Manille, devenu l'entrepôt des marchandises de l'Inde et de la Chine échangées contre les piastres qu'apportaient de la Nouvelle-Espagne les fameux galions d'Acapulco. Ce fut seulement vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'Espagne songea à tirer parti des richesses naturelles du sol de Luçon; mais l'insurrection des colonies d'Amérique, ainsi que les guerres et les révolutions qui désolèrent la métropole, arrêtèrent longtemps tout progrès. Tandis que l'Angleterre et la Hollande agrandissaient chaque année le champ de leur activité sur les territoires de l'Inde, la colonisation espagnole demeurait stationnaire. Aujourd'hui encore sa marche est bien lente. Quoi qu'il en soit, la nation qui possède les Philippines est appelée à jouer un rôle important dans l'histoire politique et commerciale de l'extrême Asie.

Le Portugal, tout déchu qu'il est de son ancienne splendeur coloniale, conserve Goa dans l'Inde, Macao en Chine, l'île de Timor dans la Malaisie. Quand on se reporte aux temps d'Almeida et d'Albuquerque, aux expéditions glorieuses du pavillon portugais dans les divers parages de la mer des Indes et jusque dans les eaux du Japon, on ne peut se défendre d'un certain intérêt en voyant les débris d'une si grande fortune. Enclavé dans les possessions anglaises, Goa est aujourd'hui un anachronisme; c'est un monument du passé, une église en ruines. Macao, situé sur la côte de Chine, peut reprendre quelque importance à la faveur des événements qui s'accomplissent

4

et se préparent dans le Céleste-Empire. Il en est de même de Timor, qui occupe une position avantageuse dans la Malaisie.

Voilà donc quatre puissances européennes qui, à des degrés différens et bien inégaux, sont établis dans l'extrême Orient : l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et le Portugal. Les États-Unis ne sont fixés nulle part, mais leur pavillon flotte partout. Les citoyens américains ouvrent des comptoirs dans tous les ports, leurs navires sillonnent toutes les mers; leur génie commercial n'a pas besoin de colonies coûteuses et souvent embarrassantes pour la politique des métropoles; il sait exploiter avec profit les colonies que d'autres ont créées et se faire partout une large place. Les États-Unis dédaignent le sol, mais la mer est à eux. Quant à la Russie, ce n'est point sans raison que les cabinets européens se préoccupent si vivement, depuis quelques années, du développement que prennent ses établissemens militaires sur la côte de la Sibérie, de ses entreprises sur les rives du fleuve Amour, des croisières qu'elle entretient dans le nord de l'Océan-Pacifique, des démarches qu'elle renouvelle, sans se lasser, pour obtenir accès au Japon. Pendant les derniers siècles, la Russie ne se trouvait en relations avec l'extrême Orient que par la frontière de Sibérie, sur le marché de Kiakhta, et elle se contentait d'une sorte de collège installé à Pékin en vertu d'anciens traités et de vieilles habitudes acceptées par le gouvernement chinois. Aujourd'hui son ambition prétend à un rôle plus étendu et plus actif; elle a franchi d'un bond les déserts de la Sibérie et s'est placée en observation sur la côte orientale. Il ne faut point s'en étonner; cette ambition est très légitime, elle est nationale, elle est inspirée par les traditions de la politique moscovite. Rien de plus naturel que de voir le cabinet de Pétersbourg tourner son attention vers les points où se portent les autres nations européennes, alors surtout que ces points sont voisins de ses rivages, et que sa situation géographique l'intéresse naturellement aux destinées du Céleste-Empire et du Japon; mais il est juste aussi que les autres puissances prennent garde à cette intervention d'abord latente, désormais déclarée, de la Russie dans les affaires asiatiques, et qu'elles tiennent compte de la concurrence nouvelle qui se produit. Pour l'Angleterre, c'est l'annonce d'une sérieuse compétition politique sur un terrain où la prépondérance britannique était depuis longtemps habituée à ne point rencontrer d'obstacles; c'est un grave sujet de préoccupations, sinon d'inquiétude. Pour la France, c'est un enseignement qu'il ne faudrait point dédaigner. Si le gouvernement russe estime que l'heure est venue d'étendre son action vers l'extrême Orient, et que cette région de l'Asie est en quelque sorte mûre pour l'Europe, on peut se fier à la finesse de son instinct: il y a là quelque chose à faire, et la France ne saurait se résigner à un rôle purement passif, sous peine de voir se déranger à son préjudice les élémens de l'équilibre européen; car plus nous allons, plus les intérêts des diverses parties du monde se rapprochent et se confondent. De même que la conquête de l'Amérique a assuré au xvi<sup>e</sup> siècle la grandeur politique et la prospérité matérielle des nations qui les premières ont couru cette lointaine aventure, de même aujourd'hui les idées et les convoitises de l'Europe sont entraînées vers l'extrême Orient, et l'influence est promise aux peuples assez habiles pour s'y ménager une place. On ne sera désormais

puissant en Europe qu'à la condition d'être au moins présent sur tous les points du globe où les drapeaux de la civilisation se déploient, dans toutes les mers où la vapeur transporte les marchandises et les colons. C'est à ses colonies que la Hollande doit le rang qu'elle occupe en Europe. On pourrait presque en dire autant de l'Espagne. Combien serait amoindrie l'Angleterre elle-même, si la couronne des trois-royaumes cessait de compter parmi ses fleurons l'Inde, l'Australie, la Guyane, la Jamaïque, le Cap, et ces mille possessions éparses sous les différentes latitudes, comme autant de perles recueillies dans tous les océans!

Examinons maintenant les possessions que les traités de 1814 et de 1815 ont laissées à la France dans les mers de l'Inde. L'énumération sera courte : l'île de la Réunion, Mayotte, Nossi-Bé, Sainte-Marie de Madagascar; Pondichéry et Karikal, sur la côte de Coromandel; Yanaon, sur la côte d'Orisa; Mahé, sur la côte de Malabar; Chandernagor, sur le Gange. De ces divers établissements le plus important, quant à l'étendue, au chiffre de la population et au mouvement commercial, est la Réunion; cependant cette île ne compte que 25 myriamètres de circonférence, et sa population dépasse à peine cent mille âmes; ses côtes ne possèdent aucun port où les navires puissent s'abriter sûrement; la valeur des échanges n'atteint pas 50 millions de francs par année. Mayotte, Sainte-Marie et Nossi-Bé sont des points presque insignifiants; l'ensemble de leur commerce ne s'élève guère à plus d'un million. Si la France songeait de nouveau à fonder un établissement colonial à Madagascar, les possessions que nous venons de citer pourraient présenter quelque intérêt, elles faciliteraient la conquête de la grande île; mais il ne semble pas que l'on pense sérieusement à entreprendre une telle expédition, qui coûterait beaucoup d'argent et beaucoup d'hommes, et dont le succès serait au moins très douteux. La Réunion et les points que nous occupons dans le sud de la mer des Indes sont donc à peu près sans valeur pour la métropole, soit au point de vue de l'influence politique, soit sous le rapport militaire, alors surtout que l'Angleterre est maîtresse du cap de Bonne-Espérance et de Maurice. Que dire de nos établissements sur le sol de la péninsule indienne? Ils représentent une superficie de 50 milliers d'hectares; leur population n'atteint pas deux cent mille âmes; leur revenu est presque nul, et comme ils se trouvent enclavés dans les possessions anglaises, comme ils ne peuvent, aux termes des traités de 1815, être fortifiés, ils retomberaient infailliblement, en cas de guerre, aux mains de la Grande-Bretagne. Il n'y a dans cette situation ni sécurité ni dignité. Plusieurs fois déjà il a été question de céder à l'Angleterre Karikal, Yanaon, Mahé et Chandernagor, et d'accepter en échange un accroissement de territoire autour de Pondichéry. Cette combinaison serait assurément préférable à l'état de choses actuel. Nos possessions dans l'Inde, disséminées aujourd'hui sur plusieurs points éloignés les uns des autres, se trouveraient utilement réunies en un seul point de la côte de Coromandel, pourraient acquérir une certaine importance commerciale et industrielle, et seraient en mesure de fournir à nos colonies à sucre, notamment à la Réunion, un plus grand nombre de *coolies* ou travailleurs indiens. Resterait cependant le péril que nous avons signalé plus haut : même agrandi, même fortifié, l'établissement de Pondi-

5

POLITIQUE DE LA FRANCE EN ASIE.

199

chéry demeurerait à la merci de l'Angleterre; ce ne serait qu'une possession précaire, dépendante, sans profit pour notre influence, sans honneur pour notre drapeau. Mieux vaudrait encore accepter définitivement la destinée qui nous a été faite dans cette région de l'Inde, où nous ne saurions plus prétendre à contre-balancer la puissance anglaise, et proposer l'échange de nos cinq petits établissements contre divers comptoirs que l'Angleterre ne ferait peut-être pas difficulté de nous abandonner sur la côte occidentale d'Afrique. L'Angleterre saisirait avec empressement l'occasion de se délivrer, dans l'Inde, d'un voisinage qui, sans lui être périlleux, dérange l'harmonie et l'unité de sa domination. Quant à la France, les comptoirs qu'elle obtiendrait sur la côte d'Afrique seraient placés sous la protection du Sénégal; ils complèteraient cette belle colonie dont on commence à apprécier les avantages, et que le gouvernement, par d'intelligents sacrifices, semble vouloir tirer d'un trop long oubli. Quoi qu'il en soit, la seule proposition que nous cherchions à établir est celle-ci : alors même que l'on pousserait le culte des souvenirs historiques au point de conserver les chétives possessions qui ont survécu à notre ancien empire dans l'Inde, l'influence française dans cette partie de l'Asie est et demeure annulée, et ce n'est point là que nous devons espérer de la voir renaître. Si nous voulons fermement la relever, c'est ailleurs, c'est plus à l'est, vers les régions qui sont encore ouvertes à toutes les ambitions, et où nous voyons se diriger si activement, depuis peu d'années, les efforts de l'Angleterre, de la Russie, des États-Unis, c'est vers l'extrême Orient qu'il faut porter nos regards.

Les gouvernements qui se sont succédé en France depuis la révolution n'ont point méconnu la nécessité de reprendre dans les contrées de l'Orient les traditions de l'ancienne monarchie. Nous avons montré Napoléon rêvant l'empire des Indes. Après lui, la restauration, désireuse de développer la marine et le commerce extérieur, expédia plusieurs frégates qui devaient promener dans les mers d'Asie le drapeau sous lequel avaient combattu La Bourdonnaye et Duplex, qui avait flotté en Cochinchine et à Siam, et dont les missions catholiques avaient été habituées à invoquer le glorieux appui. Une seconde révolution vint interrompre cette tentative. Aux prises avec des difficultés européennes et menacé à l'intérieur, le gouvernement de 1830 dut négliger, pendant quelques années, les affaires de l'Inde. Sa marine était d'ailleurs honorablement employée sur d'autres points : dans l'Escout, dans le Tage, dans le golfe du Mexique, dans la Méditerranée, dans la Plata. Nul intérêt immédiat ou pressant ne l'appelaient en Asie, et il se serait bien gardé de se lancer dans des aventures lointaines qui eussent détourné une partie de ses forces, multiplié peut-être les embarras de sa politique étrangère et imposé de lourdes charges au budget. Le commerce de la France dans l'extrême Orient étant demeuré à peu près nul, la station navale des mers de l'Inde et de la Chine fut, de 1830 à 1840, réduite à l'effectif le plus minime. La guerre qui éclata entre l'Angleterre et le Céleste-Empire attira de ce côté l'attention du gouvernement et du public. Dès ce moment, la France voulut bien s'occuper de la Chine, de la Cochinchine, même du Japon, et étudier de plus près la révolution qui commençait à s'accomplir dans les rapports de l'Orient avec l'Europe.

Tant que dura la guerre anglo-chinoise, le gouvernement français, qui n'avait point à intervenir d'une façon directe dans la querelle, se borna à observer les événements. Allié de l'Angleterre, il ne pouvait songer à contrarier les desseins de cette puissance, et il n'avait en réalité aucun intérêt à prendre parti contre elle. D'un autre côté, il ne pouvait invoquer de prétexte sérieux pour se tourner contre les Chinois. La neutralité lui était donc commandée par les circonstances, et il trouva, pour pratiquer honorablement cette politique de neutralité, la plus difficile souvent et la plus délicate de toutes les politiques, un officier d'un rare mérite, le capitaine de vaisseau Cécille, commandant la frégate *l'Érigone*. Par son attitude loyale et discrète, M. Cécille sut se concilier le respect des Anglais et la confiance des mandarins, en même temps que par de fréquens rapports il transmettait à son gouvernement des informations précises sur les divers incidens de la lutte et de sages conseils sur la conduite qu'il convenait à la France de tenir en présence des graves événements dont la Chine était le théâtre. Ce fut sans nul doute la correspondance de l'amiral Cécille qui inspira au gouvernement français des vues saines et justes à l'égard de l'extrême Orient, et qui le détermina à jouer désormais un rôle plus actif dans ces régions lointaines. Aussi, dès que le traité de Nankin (1842), consacrant la victoire de l'Angleterre, eut ouvert au commerce européen en Chine de plus larges voies, le ministère jugea qu'il importait à la France d'obtenir directement et par des procédés amiables les facilités que la Grande-Bretagne venait d'arracher par les armes au Céleste-Empire. Il résolut d'envoyer à Canton une ambassade extraordinaire qui devait se rencontrer avec une mission que le gouvernement des États-Unis se préparait, de son côté, à expédier de Washington, et il comprit qu'il était nécessaire d'entourer cette ambassade d'un certain éclat et d'un appareil de force qui fût de nature à relever aux yeux des peuples de l'extrême Orient le prestige de notre pavillon. L'ambassadeur, M. de Lagrené, partit de Brest vers la fin de 1843; il arriva à Macao dans le courant de 1844, et la division navale des mers de Chine, placée sous le commandement de l'amiral Cécille, se trouva composée de cinq navires de guerre. La France était donc, au point de vue diplomatique comme au point de vue militaire, dignement représentée.

La mission française fut très cordialement accueillie, au moins en apparence, par les mandarins. Le vice-roi de Canton, Ky-ing, qui, après avoir signé la paix sous les murs de Nankin, fut chargé de négocier les traités successivement conclus avec les autres puissances européennes, se montra fort empressé à exprimer son bon vouloir pour ses nouveaux alliés, et sincèrement disposé à pratiquer envers les étrangers une politique plus libérale. La discussion du traité d'amitié et de commerce ne présenta aucune difficulté; mais ce qui honora surtout la mission de M. Lagrené, ce fut la négociation hardiment engagée par l'ambassadeur français en faveur du christianisme. Après avoir opposé la plus vive résistance, employé même les plus touchantes supplications pour couper court à des demandes dont l'objet était si contraire aux idées de son gouvernement, Ky-ing se vit amené à prendre des engagements formels qui, pour n'être point consignés dans le traité de Whampoa, n'en demeurent pas moins, sous la forme d'édits rédi-

6

POLITIQUE DE LA FRANCE EN ASIE. 201

gés de concert et acceptés de part et d'autre, un acte officiel et authentique, imposant à la Chine des obligations sérieuses et conférant à la France des droits incontestables. Il fut stipulé que désormais les Chinois chrétiens pourraient se livrer aux pratiques de leur culte, et que les missionnaires étrangers qui seraient arrêtés dans les régions de l'empire dont l'accès est interdit aux Européens seraient purement et simplement reconduits dans l'un des ports, devant leur consul, et non plus, comme par le passé, traînés devant les tribunaux indigènes, pour y subir de cruelles persécutions. Tels sont, en résumé, les engagements pris par Ky-ing, et pour peu que l'on tienne compte des préjugés du gouvernement de Pékin, des errements de sa vieille politique, des craintes que devaient jusqu'à un certain point lui inspirer les promenades obstinées et mystérieuses des missionnaires catholiques à travers toutes les provinces, on ne saurait méconnaître l'importance de la concession si péniblement arrachée par le plénipotentiaire français aux longues hésitations du diplomate chinois. Je n'ignore pas que l'on a cherché à diminuer singulièrement le mérite de cette négociation, qui, selon certaines critiques, n'aurait point eu de résultat favorable pour le catholicisme, les mandarins s'étant abstenus de publier et par conséquent d'exécuter l'édit rendu sur la proposition de Ky-ing, et de nombreux faits de persécution s'étant produits à l'intérieur de la Chine, malgré les protestations des chrétiens. A ces argumens, qui ont été présentés dès l'origine pour démontrer la prétendue inefficacité des négociations de 1845, on pourrait malheureusement ajouter aujourd'hui la mort de deux missionnaires catholiques, récemment condamnés par les tribunaux chinois; mais il serait peu équitable d'apprécier d'après ces faits seulement les efforts de l'ambassade française et les résultats qu'elle a obtenus.

En premier lieu, il n'est point exact que l'édit de 1845 soit complètement demeuré sans exécution. Pendant quelques années au moins, on n'a plus entendu parler de persécutions sérieuses; les Européens qui ont visité la Chine ont pu voir des communautés chrétiennes respectées et florissantes dans les districts voisins des ports, et la croix s'élevait en liberté sur des églises catholiques. Si, dans les provinces de l'intérieur, loin des regards et de la protection des consuls, quelques actes de persécution ont été commis par des mandarins fanatiques ou plutôt (car le fanatisme religieux n'existe guère en Chine) par des subalternes ignorant les lois récentes, ces actes regrettables ont été rares, purement locaux; les représentations adressées alors au vice-roi de Canton par le ministre de France ont rencontré un accueil convenable, et provoqué pour ainsi dire une consécration nouvelle du droit que l'édit de 1845 avait accordé aux chrétiens. Les missionnaires eux-mêmes, qui, en dépit des lois, ont persisté noblement dans leur œuvre de propagande à l'intérieur de l'empire, ont ressenti, dans les premiers temps, les effets des promesses faites à M. de Lagrené. En 1846, MM. Huc et Gabet, missionnaires lazaristes, furent arrêtés dans la capitale du Thibet. Si l'on s'en était tenu aux anciens usages, ils eussent été jugés, condamnés et peut-être martyrisés sur place. Le dénouement fut tout autre. M. Huc a pris soin de raconter comment du fond du Thibet il fut, ainsi que M. Gabet, ramené à Canton et remis entre les mains d'un consul. D'après son récit, plein d'intérêt et de

joyeuse humeur, on peut juger si les mandarins chargés de faire escorter les prisonniers étaient animés de sentimens cruels ou hostiles. De la première à la dernière étape, le voyage des missionnaires fut une marche presque triomphale, au point de ressembler parfois à une bouffonnerie. M. Huc menait littéralement son escorte; il régenta les mandarins, discutait librement avec les lettrés, prêchait en plein air, chassait les juges de leur tribunal et s'installait sans façon sur leur siège; partout en un mot où il passait, il faisait, s'il faut l'en croire, la pluie et le beau temps. Se figure-t-on que, si le traité de 1844 et l'édit de Ky-ing n'avaient pas été connus des mandarins de Lhasa, du Sse-tchuen et des autres provinces traversées par les missionnaires, les autorités chinoises se seraient donné la peine de reconduire MM. Huc et Gabet jusqu'à Canton, et qu'elles eussent un seul instant toléré les excentricités de tenue et de langage qui nous ont été si plaisamment racontées? Non, assurément; c'est aux actes négociés par l'ambassadeur français, et arrachés par tant d'efforts, que M. Huc doit d'avoir échappé à la justice chinoise et d'être revenu parmi nous.

Quant aux martyres récents, qui ont de nouveau soulevé contre l'intolérance chinoise l'indignation de la chrétienté, il est probable que, dans les circonstances où ils se sont produits, les traités les plus formels, les plus solennels, n'auraient pu les empêcher. Depuis plusieurs années, le Céleste-Empire est en proie à la guerre civile; la dynastie tartare se sent très sérieusement menacée, et nous avons vu, par les correspondances de Canton, que le gouvernement impérial a déployé contre les rebelles et contre les suspects la plus impitoyable cruauté. Les mandarins n'ignorent pas que l'insurrection compte parmi ses chefs d'anciens élèves des missionnaires protestans; ils ont appris sans doute que, dès l'origine du mouvement, ces missionnaires se réjouissaient ouvertement du prochain triomphe de la révolution, et annonçaient que les étendards victorieux du prétendant Taeping allaient répandre dans toute la Chine la semence féconde du christianisme. Comment dès lors s'étonner que la défiance des mandarins contre les prêtres européens cachés dans l'empire se soit réveillée plus forte que jamais, et que les missionnaires aient été considérés et traités comme complices de la rébellion? Erreur fatale que je ne songe pas un seul instant à excuser; mais encore, pour apprécier les actes du gouvernement chinois, faut-il se placer à son point de vue, se rendre compte de sa situation désespérée, des craintes, mal fondées il est vrai, et cependant assez plausibles, que lui a toujours inspirées la sourde propagande exercée secrètement au milieu de sa population par les apôtres de la foi chrétienne. Les Chinois, en matière de religion, ne comprennent guère les idées de renoncement et de sacrifice qui sont le fondement et l'honneur du catholicisme. Cet Européen qui vient parmi eux, sans intérêt apparent, sans salaire, leur prêcher une religion nouvelle, et qui, pour le salut de quelques âmes, a traversé les mers, dit adieu au foyer de la famille et aux tombes des aïeux, ce voyageur infatigable est à leurs yeux un être tout à fait étrange: les plus indulgens le regardent comme un insensé; aux époques de trouble, il peut très aisément, dans l'opinion des mandarins, responsables de la paix publique, passer pour un conspirateur. Déplorons donc que tant de sang précieux ait été

7

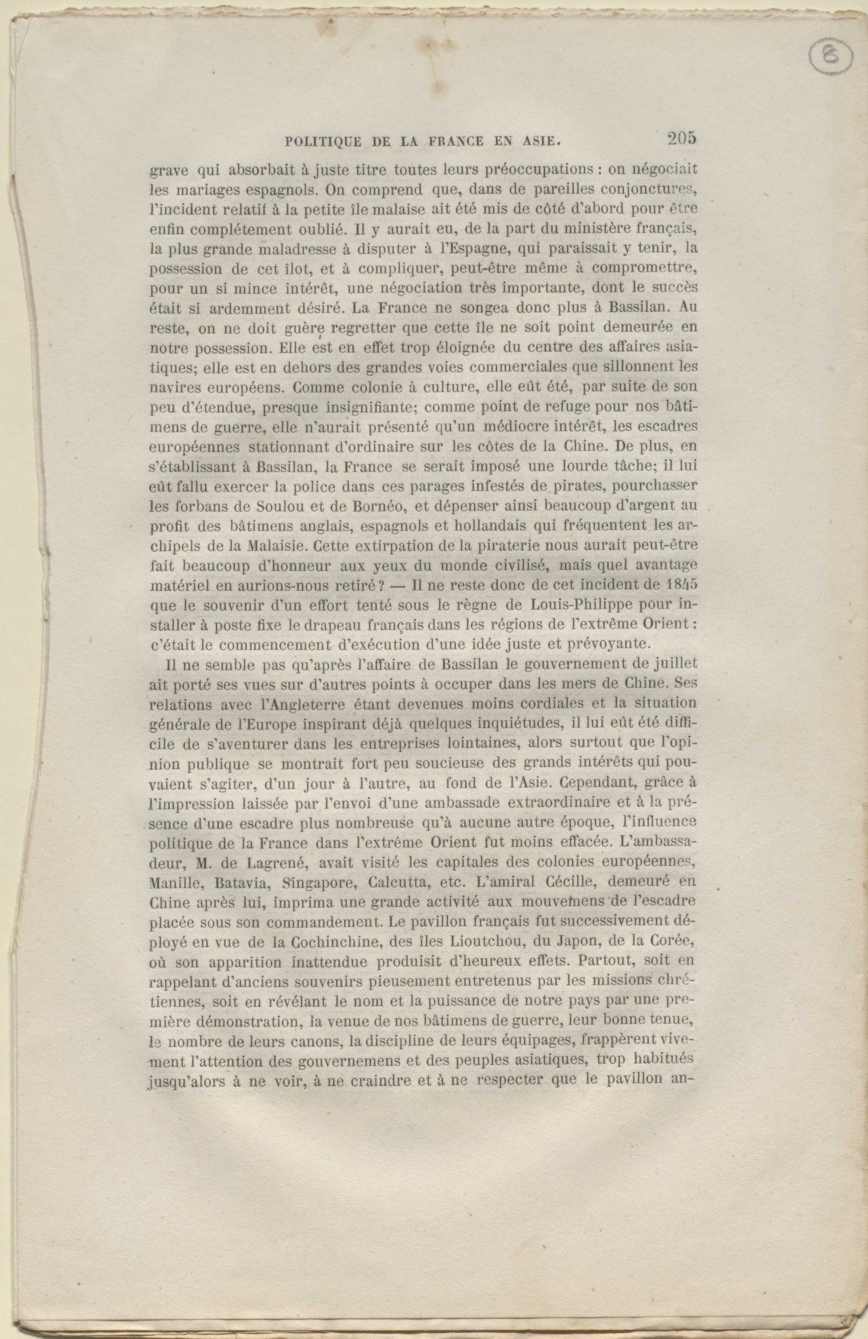
versé; pleurons ces héroïques victimes comme elles veulent être pleurées, c'est-à-dire non point pour elles, qui ont gagné par le martyre l'immortelle gloire, mais pour la cause de l'humanité et du christianisme. En même temps ne soyons plus surpris que la persécution, ignorante et acharnée, redouble de rigueur, et demeurons bien convaincus qu'aucun traité conclu par Ky-ing, au nom de l'empereur Tao-kwang, n'aurait protégé la vie des missionnaires dans les conditions présentes, sous le gouvernement d'un nouvel empereur aux prises avec une révolution formidable, et sous l'administration des successeurs de Ky-ing, désavoué aujourd'hui et disgracié. Enfin, pour en revenir à l'édit de 1845, cette pièce diplomatique, dont on affecte de faire si peu de cas, est entre les mains de la France une arme puissante, à l'aide de laquelle nous pouvons régulièrement intervenir dans les affaires intérieures du Céleste-Empire, exiger satisfaction pour le meurtre de nos missionnaires, venger les insultes infligées à notre foi : c'est un point très essentiel, et l'édit, n'eût-il que ce mérite et cette conséquence, devrait être considéré non-seulement comme un acte honorable de protection religieuse, mais encore et surtout comme un grand acte politique. A quel titre, selon le droit des gens, serions-nous fondés à engager, comme nous venons de le faire, les hostilités contre la Chine? Sous quel prétexte notre escadre, de concert avec l'escadre anglaise, aurait-elle attaqué Canton? La querelle soulevée à l'occasion de l'*Arrow*, cette fameuse lorcha, n'est point la nôtre : notre commerce n'a éprouvé aucune entrave; nous n'avons à nous plaindre d'aucune violation du traité de Whampoa; nos consuls n'ont pas cessé d'être respectés, et le petit nombre de nos nationaux qui résident dans les ports légalement ouverts à l'étranger n'a subi aucune avanie. Pourquoi donc avons-nous déclaré la guerre? Avant l'édit, la persécution contre les chrétiens, si elle eût été exercée en vertu de jugemens rendus d'après les lois du pays, n'aurait point justifié notre prise d'armes, car le gouvernement chinois peut régler comme il l'entend sa police intérieure, et il lui était loisible de punir des peines les plus rigoureuses tous individus, nationaux ou étrangers, qui persistaient à prêcher ou à professer sur son territoire une religion proscrire. Mais, depuis l'édit, la situation est différente : la pratique du culte catholique n'étant plus réputée crime d'après la loi chinoise, tout acte de persécution constitue une violation des traités, et il est de notre droit d'en demander compte. Voilà pourquoi notre escadre a paru sous les murs de Canton.

J'ai longuement, trop longuement peut-être, insisté sur cette négociation religieuse de 1845. Je m'en excuse en songeant qu'elle est assez peu connue, et qu'elle a malheureusement besoin d'être défendue contre ceux-là mêmes qu'elle a voulu protéger, et qui lui devront d'être vengés un jour, ou plutôt (car on leur ferait injure en leur attribuant un désir de vengeance) qui lui doivent dès à présent de voir le bras puissant de la France armé pour leur cause. Si l'honneur de la France est engagé à demander raison du sang catholique qui a été versé, c'est l'édit de 1845 qui lui a imposé ce devoir. Grave imprudence! pouvait-on dire en d'autres temps à l'habile diplomate qui ne craignait pas de charger son pays d'une responsabilité si lourde. Ce sont des embarras que vous nous créez pour l'avenir; nous voici condamnés à déclarer tôt ou tard la guerre à un vaste empire situé à l'autre extrémité

du monde! Il ne nous suffira plus d'admirer l'héroïsme des martyrs; la France est désormais la protectrice officielle du catholicisme en Chine, la patronne avouée des chrétiens répandus sur toute la surface du Céleste-Empire: elle contracte une solennelle obligation. Il faudra qu'elle se tienne prête à faire respecter, même par les armes, les engagements qu'elle a provoqués! — Heureuse inspiration, devons-nous dire aujourd'hui en présence des événements qui s'accomplissent, puisqu'elle a préparé pour la France un rôle honorable à jouer dans les affaires de l'Asie, et nous permet en ce moment de ne plus laisser à l'Angleterre seule le soin de régler les relations politiques de l'Europe avec la Chine.

En même temps qu'il songeait à relever l'influence française dans les parages de l'extrême Orient, le gouvernement prévoyait l'utilité que pourrait offrir un jour la possession d'une colonie qui servirait à la fois d'entrepôt pour notre commerce et de point de relâche ou de refuge pour nos bâtiments de guerre. Le choix de cette colonie était fort difficile, car, en dehors des états encore indépendans, tels que le royaume de Siam, l'empire des Birmans, la Cochinchine, pays vastes, dont la conquête eût entraîné un grand déploiement de forces et des dépenses considérables, et contre lesquels d'ailleurs nous n'avions à faire valoir alors aucun grief justifiant une prise de possession, les archipels si nombreux de la Malaisie étaient déjà tous occupés ou revendiqués par d'autres nations européennes, de telle sorte que la France, arrivant la dernière, ne trouvait plus un coin de terre où elle pût planter son drapeau. On crut cependant avoir découvert dans la Malaisie, entre les colonies hollandaises et les colonies espagnoles, une petite île dont l'occupation n'exciterait aucune susceptibilité légitime; il s'agissait de Bassilan, dépendance de l'archipel Soulou. On y avait reconnu un excellent port, ce qui était le point essentiel pour l'objet que l'on avait en vue, et les apparences d'un climat salubre. Un triste incident vint d'ailleurs fournir un motif plus que suffisant aux plans de conquête que le gouvernement avait formés. Un officier et plusieurs matelots de la corvette *la Sabine* avaient été massacrés par les indigènes, et ce lâche guet-apens appelait notre vengeance. L'escadre, sous les ordres de l'amiral Cécille, se transporta sans retard sur la côte de Bassilan; on fit une descente dans l'île; le principal village fut incendié, et rien ne paraissait s'opposer à notre établissement définitif sur une terre où le sang français avait coulé. Cependant les autorités des Philippines prirent ombrage; elles protestèrent contre les projets de l'ambassadeur et de l'amiral, et prétendirent que l'archipel Soulou, et en particulier l'île de Bassilan, séparée de Mindanao par un détroit très resserré, devaient être considérés comme possessions espagnoles. En présence de ces objections qui n'avaient pas été prévues et à défaut d'instructions précises, M. de Lagrené et l'amiral Cécille crurent devoir ajourner l'exécution de leur projet, et il fut convenu qu'on en référerait en Europe aux deux gouvernemens intéressés (1). Lorsque les cabinets de Paris et de Madrid eurent à examiner cette affaire, ils étaient saisis d'une question bien autrement

(1) Dans un article qu'a publié la *Revue des Deux Mondes* sous ce titre: *les Pirates malais* (livraison du 1<sup>er</sup> août 1853), j'ai raconté les divers incidens qui se rattachent à l'expédition française contre Bassilan.



grave qui absorbait à juste titre toutes leurs préoccupations : on négociait les mariages espagnols. On comprend que, dans de pareilles conjonctures, l'incident relatif à la petite île malaise ait été mis de côté d'abord pour être enfin complètement oublié. Il y aurait eu, de la part du ministère français, la plus grande maladresse à disputer à l'Espagne, qui paraissait y tenir, la possession de cet îlot, et à compliquer, peut-être même à compromettre, pour un si mince intérêt, une négociation très importante, dont le succès était si ardemment désiré. La France ne songea donc plus à Bassilan. Au reste, on ne doit guère regretter que cette île ne soit point demeurée en notre possession. Elle est en effet trop éloignée du centre des affaires asiatiques; elle est en dehors des grandes voies commerciales que sillonnent les navires européens. Comme colonie à culture, elle eût été, par suite de son peu d'étendue, presque insignifiante; comme point de refuge pour nos bâtimens de guerre, elle n'aurait présenté qu'un médiocre intérêt, les escadres européennes stationnant d'ordinaire sur les côtes de la Chine. De plus, en s'établissant à Bassilan, la France se serait imposé une lourde tâche; il lui eût fallu exercer la police dans ces parages infestés de pirates, pourchasser les forbans de Soulou et de Bornéo, et dépenser ainsi beaucoup d'argent au profit des bâtimens anglais, espagnols et hollandais qui fréquentent les archipels de la Malaisie. Cette extirpation de la piraterie nous aurait peut-être fait beaucoup d'honneur aux yeux du monde civilisé, mais quel avantage matériel en aurions-nous retiré? — Il ne reste donc de cet incident de 1845 que le souvenir d'un effort tenté sous le règne de Louis-Philippe pour installer à poste fixe le drapeau français dans les régions de l'extrême Orient : c'était le commencement d'exécution d'une idée juste et prévoyante.

Il ne semble pas qu'après l'affaire de Bassilan le gouvernement de juillet ait porté ses vues sur d'autres points à occuper dans les mers de Chine. Ses relations avec l'Angleterre étant devenues moins cordiales et la situation générale de l'Europe inspirant déjà quelques inquiétudes, il lui eût été difficile de s'aventurer dans les entreprises lointaines, alors surtout que l'opinion publique se montrait fort peu soucieuse des grands intérêts qui pouvaient s'agiter, d'un jour à l'autre, au fond de l'Asie. Cependant, grâce à l'impression laissée par l'envoi d'une ambassade extraordinaire et à la présence d'une escadre plus nombreuse qu'à aucune autre époque, l'influence politique de la France dans l'extrême Orient fut moins effacée. L'ambassadeur, M. de Lagrené, avait visité les capitales des colonies européennes, Manille, Batavia, Singapore, Calcutta, etc. L'amiral Gécille, demeuré en Chine après lui, imprima une grande activité aux mouvemens de l'escadre placée sous son commandement. Le pavillon français fut successivement déployé en vue de la Cochinchine, des îles Lioutchou, du Japon, de la Corée, où son apparition inattendue produisit d'heureux effets. Partout, soit en rappelant d'anciens souvenirs pieusement entretenus par les missions chrétiennes, soit en révélant le nom et la puissance de notre pays par une première démonstration, la venue de nos bâtimens de guerre, leur bonne tenue, le nombre de leurs canons, la discipline de leurs équipages, frappèrent vivement l'attention des gouvernemens et des peuples asiatiques, trop habitués jusqu'alors à ne voir, à ne craindre et à ne respecter que le pavillon an-

glais. En un mot, si nous n'étions encore fixés nulle part, on nous avait vus partout, et soit qu'elle excitât quelques espérances, soit même qu'elle éveillât de secrètes jalousies, la présence de notre escadre attesta que la France était résolue à prendre désormais une part plus active aux affaires de l'extrême Orient. En quittant le commandement de la station des mers de Chine, qu'il avait exercé pendant près de cinq années, l'amiral Cécille pouvait s'attribuer le mérite d'avoir contribué largement, de concert avec M. de Lagrené et après le départ de l'ambassadeur, à rétablir dans ces régions l'influence française.

Sans méconnaître les services rendus par les officiers qui ont commandé la station, ni par les ministres qui ont représenté la France en Chine depuis 1847, j'ai hâte d'arriver à l'époque actuelle. Nous avons en ce moment une forte escadre dans les eaux du Céleste-Empire. Nous venons de déclarer la guerre au vice-roi de Canton, et déjà notre pavillon flotte, à côté du drapeau anglais, sur les murs de cette ville. Il paraît en outre que le gouvernement se propose d'envoyer à l'amiral Bigault de Genouilly, qui commande l'escadre, des renforts considérables qui comprendront des troupes d'infanterie et un détachement du génie : d'où l'on est amené à penser qu'il compte fonder sur quelque point de l'Asie un établissement colonial et accomplir ce que les gouvernements antérieurs ont vainement tenté. On a même indiqué la Cochinchine, ou tout au moins le port de Tourane, comme devant être le siège de la nouvelle colonie française. Il y a là deux questions distinctes à examiner : en premier lieu, notre politique particulière à l'égard de la Chine, et les résultats de notre alliance avec l'Angleterre dans les opérations engagées contre Canton; en second lieu, le choix de la colonie à fonder et les proportions qu'il conviendrait de donner à cet établissement.

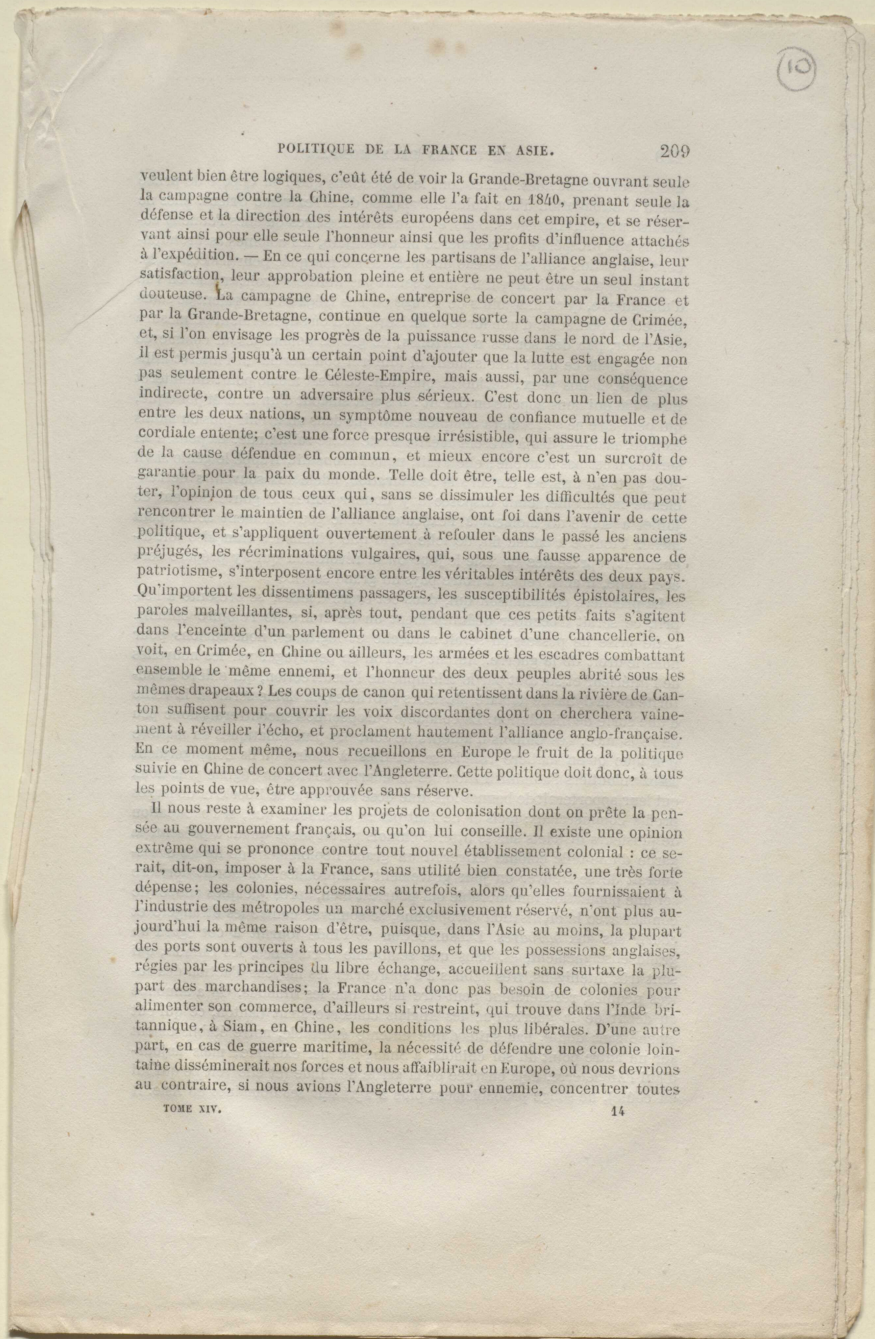
Le meurtre d'un missionnaire français, M. Chappedelaine, condamné par les autorités chinoises, contrairement aux termes de l'édit négocié en 1845, justifie pleinement notre déclaration de guerre : il s'agit de venger un compatriote et de défendre la foi chrétienne. A peu près vers le même temps (1856) s'est produit à Canton l'incident de l'*Arrow*, qui a fait éclater entre le vice-roi et le gouverneur de Hong-kong une mésintelligence dont les symptômes couvaient depuis plusieurs années. Le vice-roi s'étant refusé à donner les satisfactions que l'on exigeait de lui pour la saisie de l'*Arrow*, à recevoir dans l'intérieur de la ville de Canton les fonctionnaires anglais, le gouverneur de Hong-kong, sir John Bowring, et l'amiral Seymour, commandant l'escadre britannique, crurent devoir recourir à la force et commencer les hostilités sans attendre les instructions de leur gouvernement. Le cabinet de Londres, approuvant ces premiers actes, pensa que le moment était venu d'en finir avec cette éternelle question chinoise, de demander la révision du traité de 1842, et d'obliger le Céleste-Empire à adopter, dans ses rapports avec l'étranger, les lois et les usages consacrés par le droit des gens. Il expédia donc de puissans renforts à l'amiral Seymour, et il envoya en qualité de commissaire extraordinaire lord Elgin, qui fut chargé, avec les attributions les plus étendues, de diriger la politique anglaise en Chine, de traiter non-seulement les questions de détail qui se rattachaient à la misérable affaire de l'*Arrow*, mais encore l'ensemble des questions qui inté-

ressent, dans le présent et pour l'avenir, les relations de la Grande-Bretagne avec le Céleste-Empire. Afin de donner plus de poids à sa démarche, le gouvernement anglais invita les cabinets de Paris et de Washington à se joindre à lui dans cette nouvelle croisade entreprise au nom du commerce et de la civilisation, et ses ouvertures, assez froidement reçues par le gouvernement américain, qui se borna à envoyer en Chine un commissaire pour observer les événements et protéger au besoin les intérêts de ses nationaux, furent accueillies avec empressement par le gouvernement français, qui avait lui-même des griefs particuliers à faire valoir contre le gouvernement chinois. De là l'envoi de M. le baron Gros, investi de pouvoirs analogues à ceux qui ont été conférés à lord Elgin; de là le concert entier et absolu établi, dès leur première rencontre, entre les deux plénipotentiaires; de là le bombardement et la prise de Canton par les deux escadres; de là enfin ce concours mutuel, cette action simultanée des deux plus grandes nations de l'Occident, unissant leurs drapeaux et leurs forces contre le plus vaste empire de l'Asie.

Quelle sera la suite de cette lutte? S'en tiendra-t-on à la prise et à l'occupation de Canton? Portera-t-on la guerre vers le nord, dans la direction de la capitale? Les escadres alliées, reprenant le sillage tracé en 1842 par l'escadre anglaise, remonteront-elles le fleuve Yang-tse-Kiang, pour appuyer ou pour chasser les rebelles qui occupent Nankin? Le gouvernement chinois, après la perte de la ville de Canton et même de toute la province, cédera-t-il aux sommations qui lui seront adressées, ou bien, se retranchant dans son impassibilité traditionnelle, laissera-t-il les alliés se promener impunément sur une partie de son territoire et prendre des gages dont la conservation serait, il faut le dire, assez embarrassante, très coûteuse, et peut-être, sous un tel climat, très meurtrière? Quelle sera, en présence de cette guerre extérieure, l'attitude de l'insurrection chinoise? Le champ des hypothèses est bien vaste, et quand il s'agit d'un pays dont la situation intérieure est encore aussi peu connue, il est très difficile de s'y orienter sûrement. Laissons donc aux événements le soin de se dérouler et de s'expliquer eux-mêmes, et, sans avoir la vaine prétention de rien prédire, attendons simplement les récits officiels. Qu'il nous suffise de penser qu'une entreprise dans laquelle la France et l'Angleterre sont désormais engagées ne saurait aboutir à un échec, et tenons pour assuré que la guerre actuelle aura pour résultat une réforme considérable, sinon une révolution complète, dans la nature et l'étendue des rapports de l'Europe avec la Chine.

Mais, on peut le dire dès à présent, quelle que soit l'issue de la lutte, le gouvernement français a été sagement inspiré, lorsqu'il s'est décidé à prendre sa part de la nouvelle guerre de Chine. Nous entendons bien certaines personnes prétendre encore que nous n'avons que faire à ce bout du monde; que si nos missionnaires veulent convertir les Chinois, ce doit être à leurs risques et périls; que le temps des croisades et des guerres de religion est fort heureusement loin de nous, etc. Selon d'autres, nous nous laisserions béatement entraîner à la remorque des Anglais; séduits par des rêves chevaleresques et attirés par l'odeur de la poudre, nous irions enrôler nos bataillons à l'appui et presque au service d'un allié qui recueillera seul les

fruits de la victoire; en un mot, la France serait une fois de plus la dupe de la perfide Albion : objections vulgaires qui tombent devant un examen attentif de la situation et des faits! Étrange aveuglement, de ne voir dans notre intervention en Chine qu'une querelle de missionnaires! Sans doute, la cause du christianisme sera favorisée par notre triomphe, il est même permis aux âmes pieuses de se préoccuper particulièrement du triomphe de cette cause pour laquelle tant de soldats ont déjà succombé sur les champs de bataille du martyr; mais ce n'est là, aux yeux des politiques qui ont le droit de tenir compte d'intérêts sinon supérieurs à l'intérêt chrétien, du moins plus immédiats et plus pratiques, ce n'est là qu'un aspect de la question, ou plutôt une conséquence du grand acte que l'on se propose d'accomplir. L'Angleterre et la France, représentant la civilisation européenne, veulent ouvrir à l'activité exubérante de l'ancien monde un marché de 300 millions d'hommes, conquérir en quelque sorte au droit des gens un immense territoire, et déchirer, au profit du monde entier, le voile épais qui dérobe encore aux rapports internationaux, nécessaires à la vie et à la prospérité des sociétés modernes, l'une des plus riches contrées du globe. Enfin, si l'on tient à ramener la question à des termes plus simples, elles ont l'une et l'autre des injures à venger. Quoi de plus naturel que l'alliance qui les unit contre un ennemi commun? Il se peut que l'Angleterre soit, au point de vue commercial, beaucoup plus intéressée que nous ne le sommes à l'ouverture de la Chine, et que dès lors les avantages de la victoire doivent pour elle être plus grands; mais compte-t-on pour rien les considérations d'influence et d'équilibre qui nous commandent, en Asie comme en Europe, de ne point demeurer spectateurs immobiles des progrès accomplis autour de nous ou des accroissements obtenus par l'énergie et l'intelligence des peuples avec lesquels nous aspirons à marcher de pair, si même nous n'avons pas une ambition plus haute? Libre à ceux qui n'entrevoient point les destinées prochaines du monde asiatique, et qui, dans ce siècle de transports et de communications rapides, d'échanges infinis, d'émigrations incessantes, s'obstinent à parquer leur politique dans les étroites limites du vieux monde, libre à eux de ne pas comprendre l'impérieuse nécessité qui a assigné à notre drapeau un poste dans l'attaque de Canton; quant aux esprits qui depuis quelques années se sont donné la peine d'observer ce qui se passe au-delà de l'isthme de Suez, notamment dans les régions extrêmes de l'Orient, ils doivent applaudir vivement à la résolution qui a été prise. Jamais occasion plus favorable ne pouvait se présenter pour introduire en Asie l'action de la France. Notre coopération avec l'Angleterre ne saurait être considérée autrement que comme une bonne fortune : elle doit satisfaire, parmi nous, les adversaires et les partisans de l'alliance anglaise. Les premiers, qui de tout temps se sont montrés jaloux des envahissements successifs de la Grande-Bretagne sur les différents points du globe, et qui chercheraient volontiers dans d'autres alliances le moyen de tenir en échec l'ambition de nos voisins, obtiennent par cette coopération la certitude que cette fois du moins l'Angleterre ne fera point de nouvelles conquêtes sans que la France soit fondée à en réclamer sa part, et que, si l'Angleterre maintient son prestige dans cette lutte lointaine, la France relève en même temps le sien. Ce qu'ils eussent déploré, non sans raison, s'ils

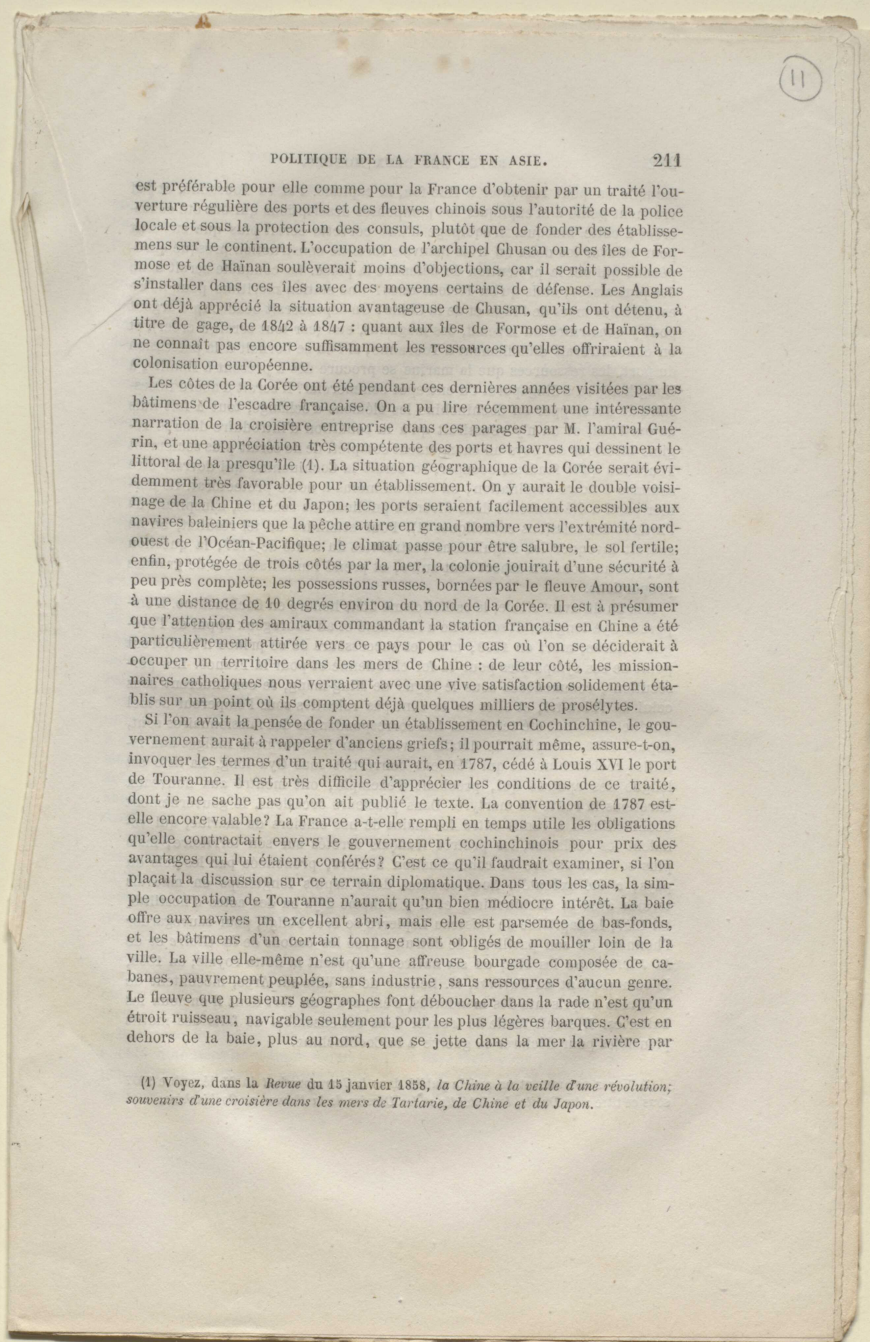


veulent bien être logiques, c'eût été de voir la Grande-Bretagne ouvrant seule la campagne contre la Chine, comme elle l'a fait en 1840, prenant seule la défense et la direction des intérêts européens dans cet empire, et se réservant ainsi pour elle seule l'honneur ainsi que les profits d'influence attachés à l'expédition. — En ce qui concerne les partisans de l'alliance anglaise, leur satisfaction, leur approbation pleine et entière ne peut être un seul instant douteuse. La campagne de Chine, entreprise de concert par la France et par la Grande-Bretagne, continue en quelque sorte la campagne de Crimée, et, si l'on envisage les progrès de la puissance russe dans le nord de l'Asie, il est permis jusqu'à un certain point d'ajouter que la lutte est engagée non pas seulement contre le Céleste-Empire, mais aussi, par une conséquence indirecte, contre un adversaire plus sérieux. C'est donc un lien de plus entre les deux nations, un symptôme nouveau de confiance mutuelle et de cordiale entente; c'est une force presque irrésistible, qui assure le triomphe de la cause défendue en commun, et mieux encore c'est un surcroît de garantie pour la paix du monde. Telle doit être, telle est, à n'en pas douter, l'opinion de tous ceux qui, sans se dissimuler les difficultés que peut rencontrer le maintien de l'alliance anglaise, ont foi dans l'avenir de cette politique, et s'appliquent ouvertement à refouler dans le passé les anciens préjugés, les récriminations vulgaires, qui, sous une fausse apparence de patriotisme, s'interposent encore entre les véritables intérêts des deux pays. Qu'importent les dissentimens passagers, les susceptibilités épistolaires, les paroles malveillantes, si, après tout, pendant que ces petits faits s'agitent dans l'enceinte d'un parlement ou dans le cabinet d'une chancellerie, on voit, en Crimée, en Chine ou ailleurs, les armées et les escadres combattant ensemble le même ennemi, et l'honneur des deux peuples abrité sous les mêmes drapeaux? Les coups de canon qui retentissent dans la rivière de Canton suffisent pour couvrir les voix discordantes dont on cherchera vainement à réveiller l'écho, et proclament hautement l'alliance anglo-française. En ce moment même, nous recueillons en Europe le fruit de la politique suivie en Chine de concert avec l'Angleterre. Cette politique doit donc, à tous les points de vue, être approuvée sans réserve.

Il nous reste à examiner les projets de colonisation dont on prête la pensée au gouvernement français, ou qu'on lui conseille. Il existe une opinion extrême qui se prononce contre tout nouvel établissement colonial : ce serait, dit-on, imposer à la France, sans utilité bien constatée, une très forte dépense; les colonies, nécessaires autrefois, alors qu'elles fournissaient à l'industrie des métropoles un marché exclusivement réservé, n'ont plus aujourd'hui la même raison d'être, puisque, dans l'Asie au moins, la plupart des ports sont ouverts à tous les pavillons, et que les possessions anglaises, régies par les principes du libre échange, accueillent sans surtaxe la plupart des marchandises; la France n'a donc pas besoin de colonies pour alimenter son commerce, d'ailleurs si restreint, qui trouve dans l'Inde britannique, à Siam, en Chine, les conditions les plus libérales. D'une autre part, en cas de guerre maritime, la nécessité de défendre une colonie lointaine disséminerait nos forces et nous affaiblirait en Europe, où nous devrions au contraire, si nous avions l'Angleterre pour ennemie, concentrer toutes

nos ressources navales. Telles sont les objections que l'on oppose de prime abord à la fondation d'une colonie française dans l'extrême Orient. Elles ne paraissent point décisives. Sans être aussi nécessaires qu'elles l'étaient autrefois à la prospérité du commerce métropolitain, les colonies assurent encore à la nation qui les possède une préférence marquée pour les échanges. Sous le rapport militaire, il ne nous serait pas inutile d'avoir, même en vue d'une guerre, quelques points de refuge où nos frégates pourraient se soustraire à la poursuite d'une force supérieure, et d'où elles seraient en mesure de causer, par des sorties opportunes, de graves dommages au commerce ennemi; mais ce n'est précisément ni l'intérêt commercial ni l'intérêt militaire qui, à nos yeux, décide la question, ce n'est même point un intérêt immédiat qui nous appelle en Orient : il s'agit surtout d'un intérêt politique, qui peut-être ne se révélera complètement que dans un avenir plus ou moins éloigné, mais qui dès à présent mérite toute notre sollicitude. La pensée au surplus n'est pas nouvelle; elle avait, nous l'avons dit, frappé le génie si vif et si juste du premier consul; la restauration, fidèle aux souvenirs de l'ancienne monarchie, était disposée à y donner suite; le gouvernement de juillet a songé un moment à l'exécuter : si le gouvernement actuel peut mener l'œuvre à bonne fin, de telle sorte que l'influence française soit dignement représentée en Asie le jour où la révolution qui s'y prépare sera accomplie, il aura rendu à notre pays un grand service.

La première combinaison qui, dans cet ordre d'idées, se présente à l'esprit, ce serait d'occuper définitivement un territoire de l'empire chinois. Cette prise de possession serait naturelle et légitime : nous aurions pour nous le droit de la guerre. Autant que l'on en peut juger par les nouvelles de l'intérieur et surtout par le triomphe de l'insurrection, qui enlève à l'autorité de la dynastie tartare plusieurs provinces, la Chine serait à la veille d'une sorte de dissolution. La conquête européenne rencontrerait donc peu de résistance. Les Chinois d'ailleurs ne sont pas plus fanatiques en matière politique qu'en matière religieuse, et il est à croire qu'ils échangeraient assez volontiers l'administration des mandarins contre un régime plus doux qui leur apporterait de bonnes lois, une dose suffisante de liberté et de larges profits commerciaux; mais il ne faut pas se dissimuler que, si l'occupation de plusieurs districts sur le littoral chinois paraît aisée quant à présent, la garde d'une telle colonie exigerait un grand déploiement de forces et risquerait de se trouver un jour gravement compromise. On aurait derrière soi une population innombrable qui pourrait bien, après quelques années de contact avec la civilisation européenne, se soulever contre les étrangers et courir sus aux *barbares*. L'insurrection de l'Inde fournit à cet égard un grand enseignement, et, dans une semblable occurrence, les Chinois, qui sont très intelligents, très habiles à s'approprier les moyens d'action des autres peuples, résisteraient peut-être mieux que les Hindous. On a annoncé au début de la guerre que les Anglais conserveraient Canton, ce qui eût amené sans doute, par suite d'une entente équitable, notre établissement sur un autre point du sol chinois, à Shang-hai par exemple; mais aujourd'hui l'Angleterre, déjà chargée de la garde de l'Inde (et elle voit ce qui lui en coûte), ne songe probablement plus à agrandir ses domaines en Asie. Il



est préférable pour elle comme pour la France d'obtenir par un traité l'ouverture régulière des ports et des fleuves chinois sous l'autorité de la police locale et sous la protection des consuls, plutôt que de fonder des établissements sur le continent. L'occupation de l'archipel Chusan ou des îles de Formose et de Hainan soulèverait moins d'objections, car il serait possible de s'installer dans ces îles avec des moyens certains de défense. Les Anglais ont déjà apprécié la situation avantageuse de Chusan, qu'ils ont détenu, à titre de gage, de 1842 à 1847 : quant aux îles de Formose et de Hainan, on ne connaît pas encore suffisamment les ressources qu'elles offriraient à la colonisation européenne.

Les côtes de la Corée ont été pendant ces dernières années visitées par les bâtiments de l'escadre française. On a pu lire récemment une intéressante narration de la croisière entreprise dans ces parages par M. l'amiral Guérin, et une appréciation très compétente des ports et havres qui dessinent le littoral de la presqu'île (1). La situation géographique de la Corée serait évidemment très favorable pour un établissement. On y aurait le double voisinage de la Chine et du Japon; les ports seraient facilement accessibles aux navires baleiniers que la pêche attire en grand nombre vers l'extrémité nord-ouest de l'Océan-Pacifique; le climat passe pour être salubre, le sol fertile; enfin, protégée de trois côtés par la mer, la colonie jouirait d'une sécurité à peu près complète; les possessions russes, bornées par le fleuve Amour, sont à une distance de 40 degrés environ du nord de la Corée. Il est à présumer que l'attention des amiraux commandant la station française en Chine a été particulièrement attirée vers ce pays pour le cas où l'on se déciderait à occuper un territoire dans les mers de Chine : de leur côté, les missionnaires catholiques nous verraient avec une vive satisfaction solidement établis sur un point où ils comptent déjà quelques milliers de prosélytes.

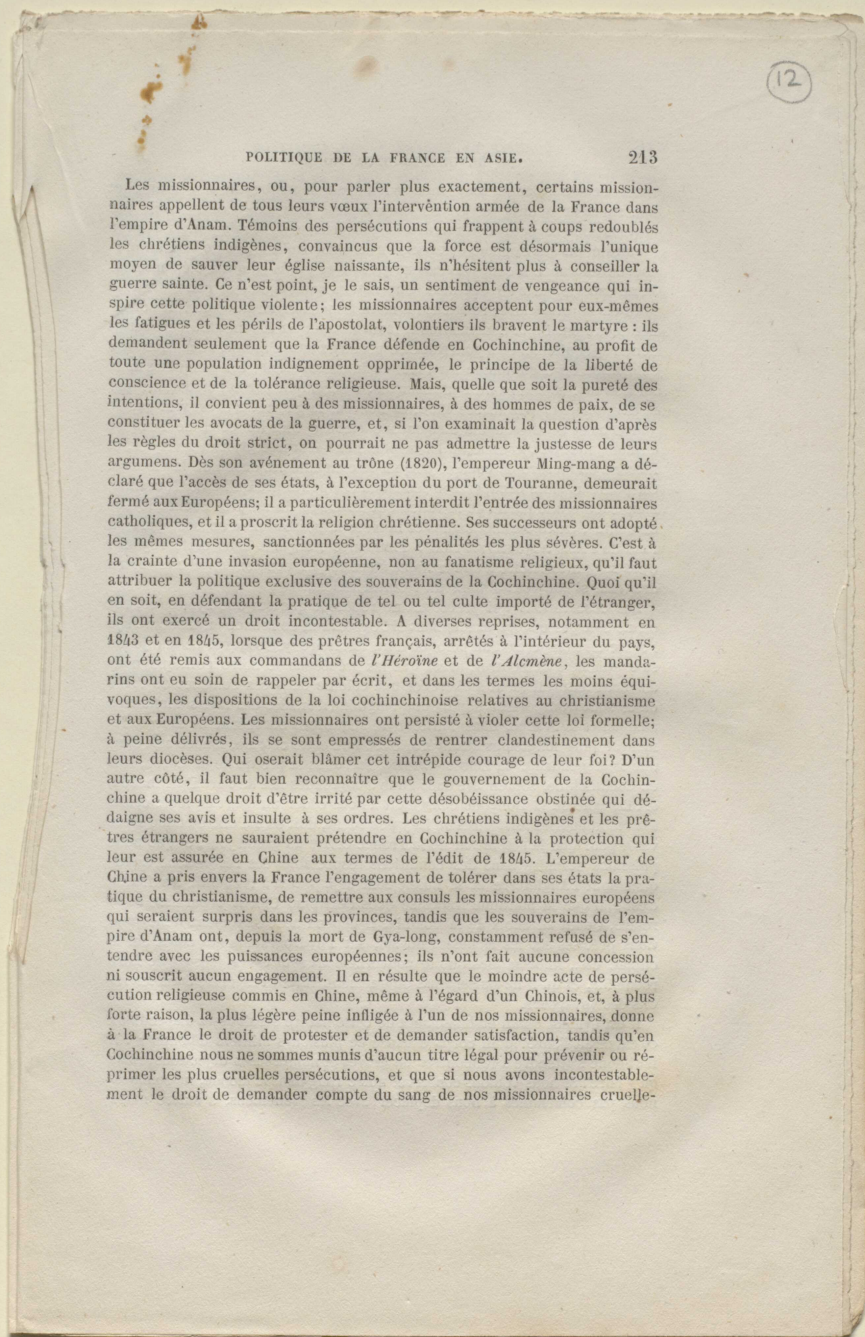
Si l'on avait la pensée de fonder un établissement en Cochinchine, le gouvernement aurait à rappeler d'anciens griefs; il pourrait même, assure-t-on, invoquer les termes d'un traité qui aurait, en 1787, cédé à Louis XVI le port de Touranne. Il est très difficile d'apprécier les conditions de ce traité, dont je ne sache pas qu'on ait publié le texte. La convention de 1787 est-elle encore valable? La France a-t-elle rempli en temps utile les obligations qu'elle contractait envers le gouvernement cochinchinois pour prix des avantages qui lui étaient conférés? C'est ce qu'il faudrait examiner, si l'on plaçait la discussion sur ce terrain diplomatique. Dans tous les cas, la simple occupation de Touranne n'aurait qu'un bien médiocre intérêt. La baie offre aux navires un excellent abri, mais elle est parsemée de bas-fonds, et les bâtiments d'un certain tonnage sont obligés de mouiller loin de la ville. La ville elle-même n'est qu'une affreuse bourgade composée de cabanes, pauvrement peuplée, sans industrie, sans ressources d'aucun genre. Le fleuve que plusieurs géographes font déboucher dans la rade n'est qu'un étroit ruisseau, navigable seulement pour les plus légères barques. C'est en dehors de la baie, plus au nord, que se jette dans la mer la rivière par

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 janvier 1858, *la Chine à la veille d'une révolution; souvenirs d'une croisière dans les mers de Tartarie, de Chine et du Japon.*

laquelle on peut remonter à Hue-fou, la capitale. J'ai vu Touranne, et j'ai vraiment peine à m'expliquer les pompeuses descriptions qui ont été consacrées à cette bicoque. L'équipage d'une corvette serait plus que suffisant pour enlever les deux ou trois mauvais forts de construction presque européenne qui ont la prétention de défendre la place. La conquête serait donc des plus aisées; mais qu'en ferions-nous? Une station maritime pour notre escadre des mers de l'Inde et de la Chine? On dépenserait beaucoup d'argent pour y construire un arsenal, des magasins, etc. (car tout serait à créer), et on concentrerait difficilement à Touranne, si l'on se bornait à la possession du port, les ressources que la marine se procure dès à présent à Manille, à Hong-kong ou à Singapore. Un entrepôt commercial? Il serait d'abord nécessaire de développer en Cochinchine les élémens d'échange, tout à fait nuls aujourd'hui, et on n'y réussirait qu'à la condition d'introduire dans le régime intérieur du pays un changement complet. Ce ne serait plus seulement Touranne qu'il faudrait occuper, ce serait la Cochinchine qui devrait être soumise à notre domination, ou tout au moins à notre protectorat. Ce dernier parti a été conseillé dans diverses publications récentes, s'inspirant de l'intérêt des missions catholiques (1). Pour atteindre un tel résultat, on ne saurait invoquer les stipulations restreintes du traité de 1787; la question se présente sous un aspect tout autre, et prend immédiatement de grandes proportions.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le catholicisme était honoré en Cochinchine. L'empereur Gya-long devait son trône à l'habileté et au courageux appui de l'évêque d'Adran, mort en 1799; mais les successeurs de ce prince n'héritèrent point de ses sympathies pour la foi chrétienne et pour la France. Les persécutions, commencées sous le règne de Ming-mang, se continuèrent sous celui de Thieu-tri, et elles ne se sont pas ralenties sous l'empereur actuel Tu-duc. Elles ont été terribles. Les correspondances des missionnaires sont, depuis 1820, remplies de détails navrans sur les tourmens infligés aux familles cochinchinoises qui s'étaient converties sous Gya-long. La liste est longue des apôtres qui, prêchant d'exemple, ont montré aux nouveaux chrétiens la route du martyre. Dans plusieurs occasions, le gouvernement cochinchinois a remis entre les mains de nos officiers de marine, qui venaient les réclamer, les prêtres français arrêtés sur son territoire; mais plus souvent encore la condamnation à mort, prononcée par les lois du pays, a été exécutée. Nous sommes donc depuis longtemps en mauvais termes avec la Cochinchine, et il y a même déjà eu des actes d'hostilité. En 1847, le capitaine de vaisseau Lapierre se crut obligé, pour sauvegarder l'honneur de son pavillon, de détruire avec les canons de *la Gloire* et de *la Victorieuse* les cinq ou six navires composant la flotte royale; en 1856, le commandant du *Catinat*, M. Lelieur de la Ville-sur-Arce, mécontent de l'attitude méprisante des mandarins, s'empara d'un fort dont il encloua les batteries. Il serait facile de trouver dans cet ensemble de faits des motifs plausibles pour déclarer la guerre à la Cochinchine.

(1) Voyez notamment un article publié dans le *Correspondant* du 25 décembre 1857 sous ce titre: *les Droits, les Intérêts et les Devoirs de la France en Cochinchine.*

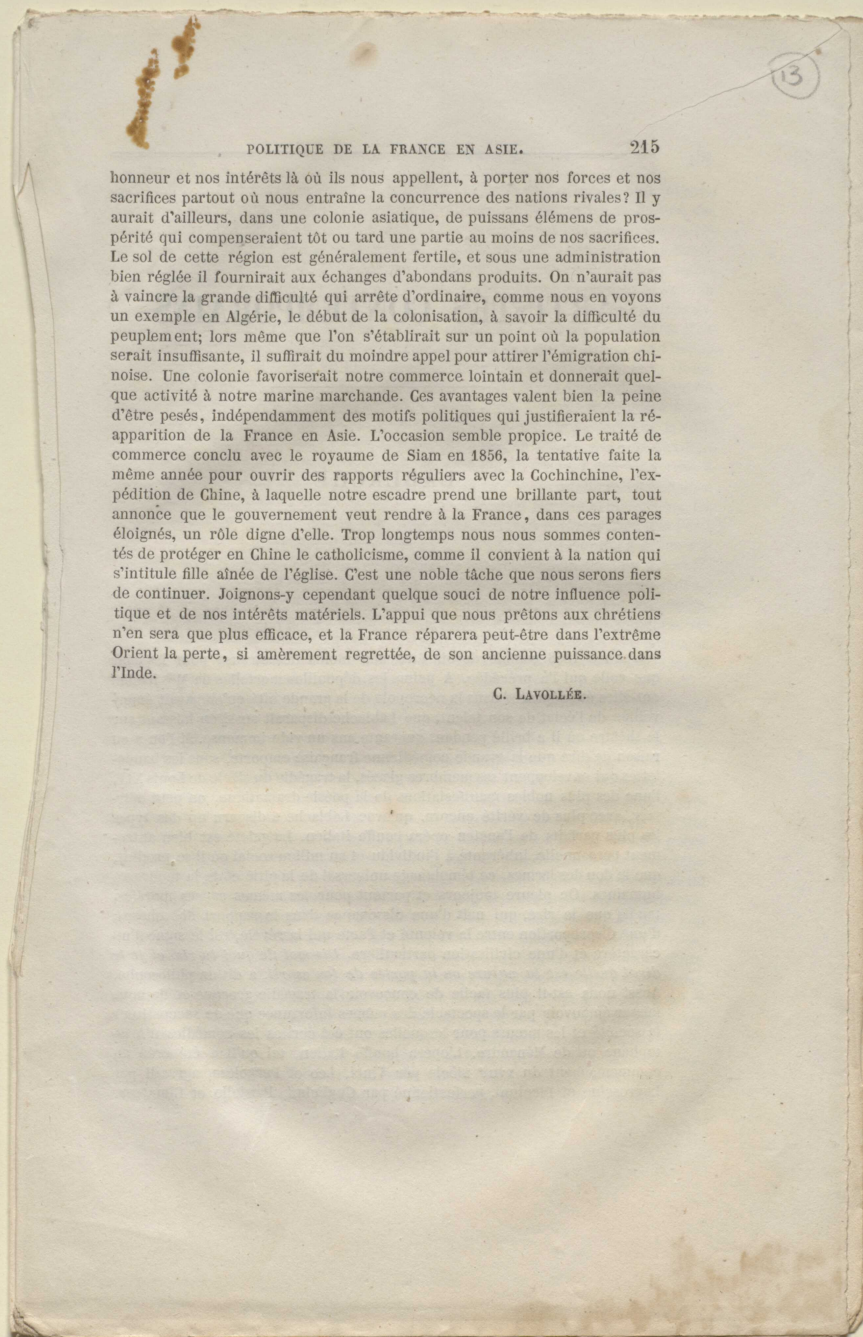


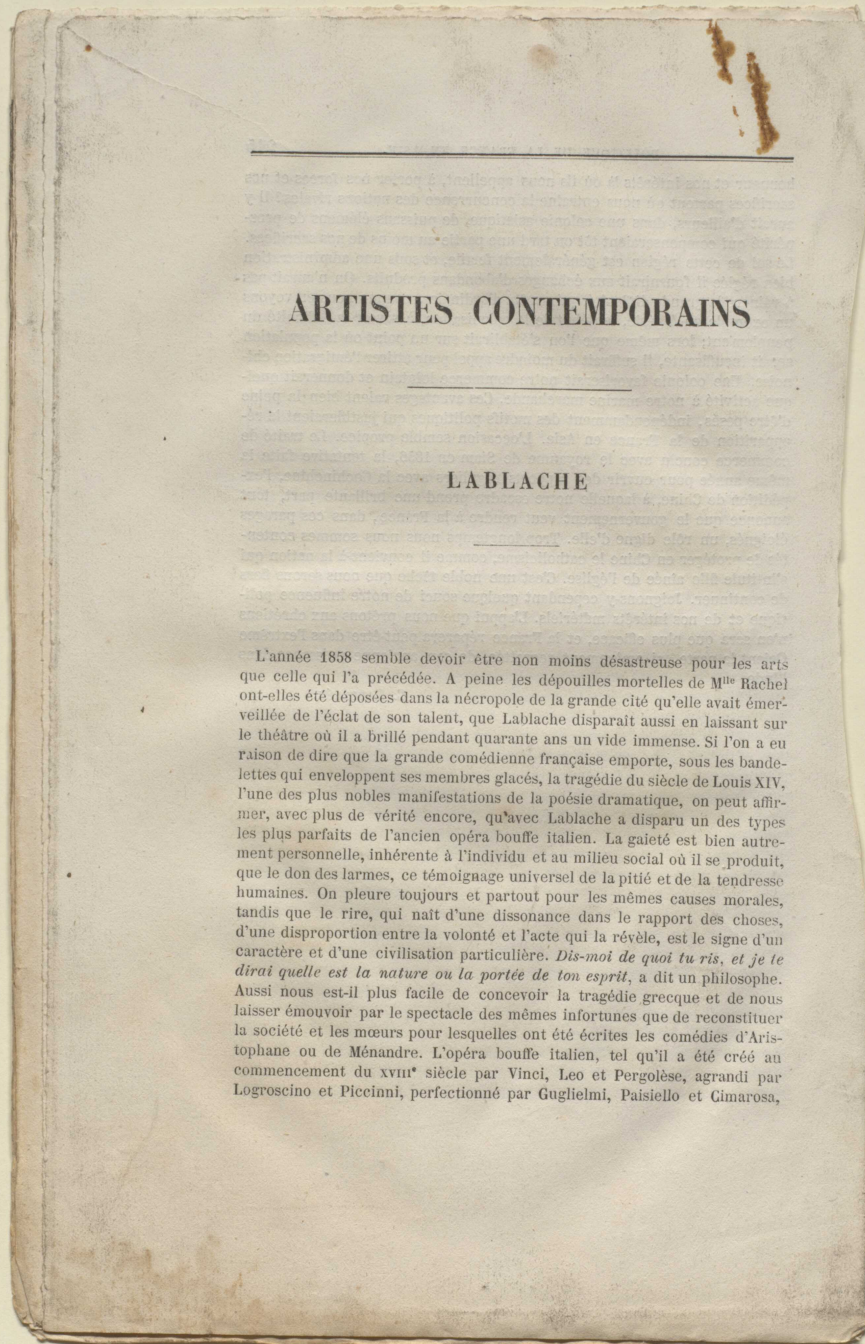
Les missionnaires, ou, pour parler plus exactement, certains missionnaires appellent de tous leurs vœux l'intervention armée de la France dans l'empire d'Anam. Témoins des persécutions qui frappent à coups redoublés les chrétiens indigènes, convaincus que la force est désormais l'unique moyen de sauver leur église naissante, ils n'hésitent plus à conseiller la guerre sainte. Ce n'est point, je le sais, un sentiment de vengeance qui inspire cette politique violente; les missionnaires acceptent pour eux-mêmes les fatigues et les périls de l'apostolat, volontiers ils bravent le martyre: ils demandent seulement que la France défende en Cochinchine, au profit de toute une population indignement opprimée, le principe de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse. Mais, quelle que soit la pureté des intentions, il convient peu à des missionnaires, à des hommes de paix, de se constituer les avocats de la guerre, et, si l'on examinait la question d'après les règles du droit strict, on pourrait ne pas admettre la justesse de leurs arguments. Dès son avènement au trône (1820), l'empereur Ming-mang a déclaré que l'accès de ses états, à l'exception du port de Touranne, demeurerait fermé aux Européens; il a particulièrement interdit l'entrée des missionnaires catholiques, et il a pros crit la religion chrétienne. Ses successeurs ont adopté les mêmes mesures, sanctionnées par les pénalités les plus sévères. C'est à la crainte d'une invasion européenne, non au fanatisme religieux, qu'il faut attribuer la politique exclusive des souverains de la Cochinchine. Quoiqu'il en soit, en défendant la pratique de tel ou tel culte importé de l'étranger, ils ont exercé un droit incontestable. A diverses reprises, notamment en 1843 et en 1845, lorsque des prêtres français, arrêtés à l'intérieur du pays, ont été remis aux commandans de *l'Héroïne* et de *l'Alcmène*, les mandarins ont eu soin de rappeler par écrit, et dans les termes les moins équivoques, les dispositions de la loi cochinchinoise relatives au christianisme et aux Européens. Les missionnaires ont persisté à violer cette loi formelle; à peine délivrés, ils se sont empressés de rentrer clandestinement dans leurs diocèses. Qui oserait blâmer cet intrépide courage de leur foi? D'un autre côté, il faut bien reconnaître que le gouvernement de la Cochinchine a quelque droit d'être irrité par cette désobéissance obstinée qui dédaigne ses avis et insulte à ses ordres. Les chrétiens indigènes et les prêtres étrangers ne sauraient prétendre en Cochinchine à la protection qui leur est assurée en Chine aux termes de l'édit de 1845. L'empereur de Chine a pris envers la France l'engagement de tolérer dans ses états la pratique du christianisme, de remettre aux consuls les missionnaires européens qui seraient surpris dans les provinces, tandis que les souverains de l'empire d'Anam ont, depuis la mort de Gya-long, constamment refusé de s'entendre avec les puissances européennes; ils n'ont fait aucune concession ni souscrit aucun engagement. Il en résulte que le moindre acte de persécution religieuse commis en Chine, même à l'égard d'un Chinois, et, à plus forte raison, la plus légère peine infligée à l'un de nos missionnaires, donne à la France le droit de protester et de demander satisfaction, tandis qu'en Cochinchine nous ne sommes munis d'aucun titre légal pour prévenir ou réprimer les plus cruelles persécutions, et que si nous avons incontestablement le droit de demander compte du sang de nos missionnaires cruelle-

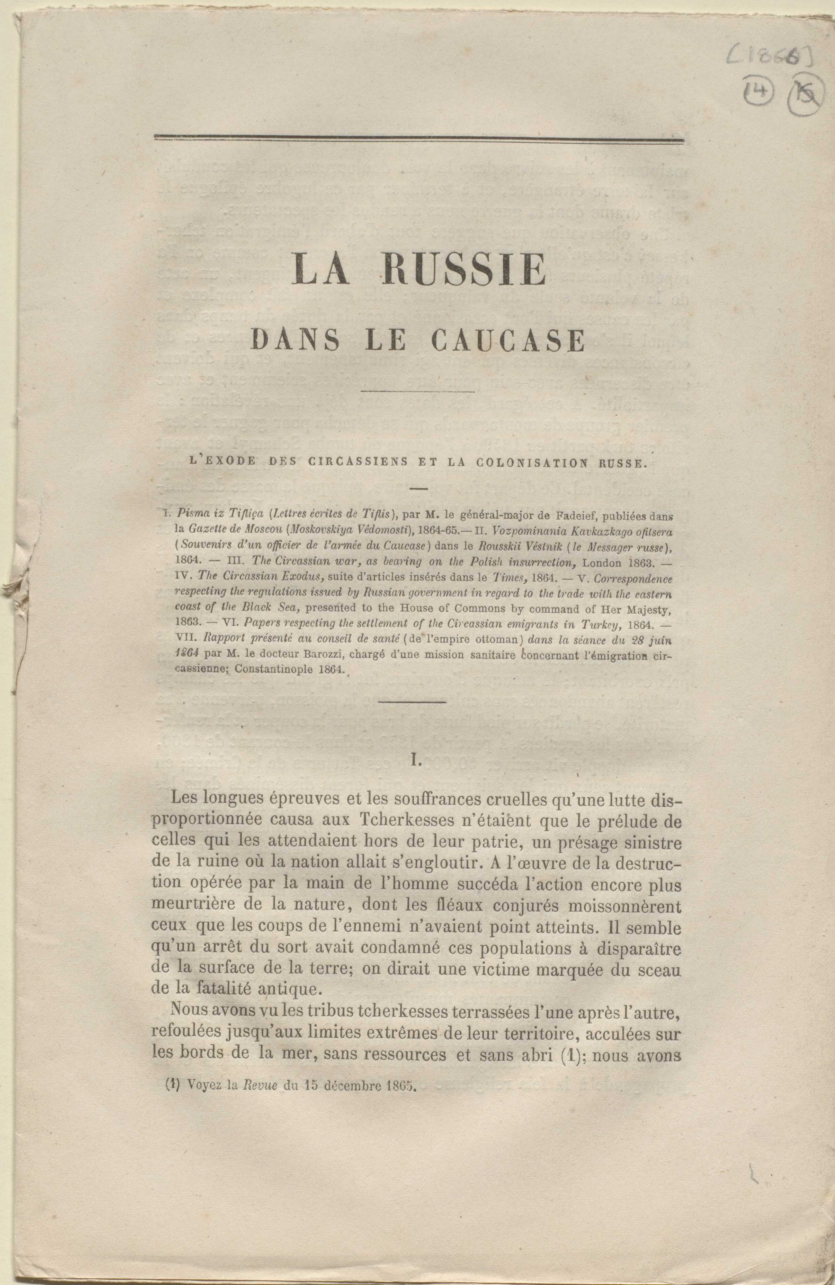
ment massacrés, notre vengeance se fonde sur la nationalité des victimes et non sur leur qualité de prêtres catholiques. Convient-il de recourir aux moyens violens pour contraindre le gouvernement cochinchinois à lever l'interdiction qui s'oppose aux progrès du christianisme, et doit-on lui prêcher la tolérance à coups de canon? C'est à peu près ce qui a été conseillé. Je ne saurais partager cet avis. Une nation catholique qui consentirait à faire de la propagande religieuse à main armée risquerait de se voir entraînée bien loin. De la Cochinchine il faudrait aller au Japon, etc. Il ne serait donc pas équitable, et il pourrait être périlleux dans l'avenir, de motiver une expédition en Cochinchine sur l'intérêt du catholicisme. Les conquêtes de la foi doivent, au temps où nous sommes, s'accomplir par la persuasion, par le dévouement, par le sacrifice, et non par la guerre. S'il est vrai que le gouvernement ait songé à diriger une escadre vers les côtes de l'empire d'Anam, il aurait, comme on l'a vu plus haut, d'autres griefs à invoquer, et il serait en mesure de pousser jusqu'à la conquête les droits de la victoire. On pourrait alors occuper non-seulement la petite presqu'île de Touranne, mais encore une partie de la vallée qui s'allonge du nord au sud de la Cochinchine, entre les montagnes et la mer; la possession d'un seul port au fond de l'Asie n'ajouterait rien à l'influence française dans cette région : c'est sur un territoire d'une certaine étendue qu'il convient de planter notre drapeau, si l'on veut obtenir un résultat sérieux.

Les observations qui précèdent ne reposent que sur une hypothèse, car on ne sait pas encore exactement si l'expédition de France en Chine a reçu l'ordre de s'emparer d'un point ou d'un territoire quelconque. Ce que je me suis attaché à démontrer, c'est que les précédens de notre politique nous amènent naturellement à chercher une colonie dans ces contrées de l'Asie où se sont transportées depuis une vingtaine d'années des luttes d'influence auxquelles la France, dans l'intérêt de l'équilibre européen, ne saurait demeurer plus longtemps étrangère; c'est que cette colonie, fondée soit dans une île dépendante du Céleste-Empire, soit dans la presqu'île de Corée, soit en Cochinchine, soit encore dans l'une des grandes îles de l'archipel malais, si l'Espagne, ou la Hollande consentait à nous céder une part de leurs droits sur les immenses territoires qu'ils y possèdent, doit être d'une étendue assez vaste pour que la résolution de la France éclate au grand jour, et que nous puissions attendre dans des conditions respectables les révolutions asiatiques dont l'Angleterre et la Russie sont déjà prêtes à recueillir les fruits; c'est afin que la politique française dans l'extrême Orient reprenne et se relève. Quant au choix de la colonie, il dépend nécessairement d'informations précises sur les richesses du sol, sur l'hydrographie des côtes, sur le climat, etc., informations que le gouvernement seul est en mesure de faire recueillir, et qu'il ne puisera pas uniquement, il faut l'espérer, dans les récits des voyageurs.

Il est évident qu'un établissement de cette nature serait assez dispendieux et exigerait l'envoi d'un corps d'armée de plusieurs milliers d'hommes : il faut donc s'attendre à rencontrer de graves et nombreuses objections; mais qu'y faire? Si nous voulons conserver notre rang dans le monde, ne sommes-nous pas condamnés à nous déplacer avec les événemens, à suivre notre







maintenant à les suivre dans la voie douloureuse qui les conduisit sur la terre étrangère, et à terminer par ce lugubre épilogue le triste drame dont la guerre nous a rendus les spectateurs.

Une observation que suggère tout d'abord l'émigration tcherkesse, c'est qu'elle n'est pas, comme on l'a cru et comme on l'a répété plusieurs fois, un accident purement contingent, un acte de la volonté seule du vainqueur; elle est un fait complexe et par les causes qui l'ont occasionné et par la durée du temps dans lequel il s'est accompli. Ce fait est le résultat d'influences et de circonstances diverses qui ont agi simultanément, et qui doivent être discernées avec soin pour être appréciées sciemment et avec impartialité. A cet égard, les dates sont déjà une révélation: le premier groupe de montagnards qui se détacha pour gagner le territoire turk partit en 1859, à l'époque où tomba Schamyl et avant que la guerre ne fût sérieusement engagée avec les tribus du Caucase occidental. Ce départ fut volontaire, puisque la masse des émigrans appartenait aux tribus pacifiées de la région du Kouban, auxquelles se joignirent les Tartares Nogais, qui erraient comme nomades dans les steppes aux environs de Stavropol et qui étaient façonnés depuis longtemps au joug de la Russie. Et ce qu'il y a de plus significatif, c'est qu'il coïncida avec l'éoignement des Tartares, qui dans la Crimée formaient le fond de la population rurale. On se rappelle que la retraite précipitée de ces derniers fut un désastre pour les propriétaires fonciers de la péninsule; la main-d'œuvre atteignit un prix exorbitant; le manque d'ouvriers fut si grand que les champs restèrent abandonnés sans culture, et que la moisson, parvenue à sa maturité, se perdit sur pied faute de bras pour la couper et la renfermer dans les greniers. A partir de 1859 et dans le courant de 1860, Constantinople vit arriver 50,000 de ces Tartares de la Crimée; en comptant ceux qui les suivirent et qui furent disséminés dans les différentes provinces de la Turquie, ils dépassèrent le nombre de 300,000, d'après les calculs officiels de la Porte. Dans les khans et autres établissemens publics où on les logea pendant l'hiver, ils furent entassés et souffrirent à tel point que le typhus, la dysenterie et les fièvres paludéennes les enlevèrent par milliers; les survivans se fondirent dans la masse de la population turque, et tous ont si bien disparu aujourd'hui, au bout de quatre années, que nul ne saurait dire ce qu'ils sont devenus. Le mobile, avéré d'ailleurs et connu maintenant de tout le monde, qui détermina ces Tartares, ainsi que les communautés musulmanes du Caucase, à désertir le territoire russe est le fanatisme religieux excité par des prédications très actives, quoique clandestines. J'ai montré précédemment les mêmes instigations agissant sur les Tcherkesses et la propagande à la fois religieuse et politique des apôtres du Koran

15 16

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

43

s'efforçant de les entraîner. Que cette impulsion ait été une des causes déterminantes de leur départ et la première origine de leurs malheurs, c'est ce qu'avoue très explicitement l'ambassadeur d'Angleterre à la cour de Russie, lord Napier, dans une dépêche adressée au comte Russell en date du 23 mai 1864. Il ajoute que lorsque l'émigration, prenant des proportions colossales, devint un très sérieux embarras et un sujet d'alarmes pour le gouvernement ottoman, celui-ci demanda au cabinet de Pétersbourg de la retarder et de la régulariser (1); mais il n'était plus temps. Pour les Tcherkesses, les Turks étaient un peuple ami, un peuple saint; ils se représentaient le sultan, le grand padischah des vrais croyans, comme le plus puissant monarque de l'univers, prêt à répandre sur eux d'une main libérale ses inépuisables trésors, ses états comme un asile où ils vivraient dans l'abondance, les terres qu'ils y trouveraient comme une large compensation de leurs rochers dévastés par le fer et le feu des Russes. A toutes les instances employées pour leur persuader d'aller se fixer comme colons sur le Kouban, ils répondaient invariablement : « Avec vous, nous serions bien peut-être, mais nous voulons vivre et mourir parmi nos frères de l'islam; notre désir est que nos ossemens reposent un jour dans une terre bénite. »

Ces propositions et ces promesses étaient d'autant plus sincères que, si la raison d'état exigeait l'éloignement des Tcherkesses des bords de la Mer-Noire et leur remplacement par des colons russes, il y avait bien quelque avantage à les retenir au Caucase en les transplantant dans des lieux où ils cesseraient d'être à craindre. Il fallait peupler de nouveau et rendre à la culture une contrée que la guerre et l'émigration avaient privée de ses habitans. Les Tcherkesses, acclimatés et habitués à la vie de montagnes, semblaient pouvoir répondre assez bien à ces vues du gouvernement russe, quoique réfractaires par leur nature à tout travail régulier et assidu, plutôt guerriers que laboureurs. Les terres qui leur avaient été assignées avaient assez d'étendue pour contenir tous ceux qui, d'après les présomptions les plus vraisemblables, voudraient aller s'y fixer, une fertilité suffisante pour fournir amplement à tous leurs besoins. Elles comprenaient 1,500,000 deciatines (1,638,750 hectares) réparties en trois lots : le premier d'un million de deciatines sur la rive gauche du Kouban, le second de 300,000 deciatines des meilleures terres de tout l'empire, dans le district de Piatigorsk, abandonnées par les Nogais, et le troisième lot pris sur le territoire des établissemens cosaques, qu'une mesure récente avait déplacés

(1) Papers respecting the settlement of the Circassian emigrants in Turkey, pièce n° 43, p. 9.

et transférés sur les lignes les plus avancées. Défalcation faite des montagnards émigrés ou morts pendant la guerre, il fut constaté que ceux qui avaient consenti à rester n'étaient pas même assez nombreux pour couvrir toute la surface du territoire réservé aux colons indigènes. Il n'existait donc aucune raison pour rejeter les Tcherkesses au dehors sur le territoire ottoman, comme il n'y en avait aucune pour les retenir de force au Caucase. L'emploi de la contrainte aurait été un acte aussi impolitique que dangereux; prétendre assujettir à la fois et le pays et ses habitans, c'eût été provoquer une résistance doublement opiniâtre, prolonger la lutte et l'effusion du sang. Il n'y avait pas lieu d'ailleurs de garder dans les limites de l'empire des populations dont l'antipathie était manifeste, et rien ne fut mis en œuvre soit pour favoriser, soit pour contrarier leur volonté de s'éloigner.

La première émigration, celle qui eut lieu en 1859, et qui fut déterminée par la chute de Schamyl, comptait dans ses rangs, comme je l'ai dit plus haut, les Nogais des environs de Piatigorsk et quelques tribus musulmanes pacifiées. Ce départ prouva que ces tribus n'avaient rien perdu de leurs dispositions hostiles, qu'elles n'avaient supporté jusque-là le joug des Russes que dans l'attente d'une prochaine délivrance. Lorsqu'elles virent cet espoir s'évanouir, elles se décidèrent à quitter leur pays souillé par la présence des infidèles. Ceux qui émigrèrent dans ces premiers temps furent, outre les Nogais, une grande partie des Abazes, vivant dans la plaine ondulée qui s'étend entre le Kouban et l'Ouroup. Sur leurs traces marchèrent, en 1861, les Beslesnei et quelques petits clans qui les touchaient de près par le voisinage ou le mélange du sang. L'année suivante, le mouvement s'arrêta; les montagnards remportèrent quelques avantages partiels, et leur courage se ranima. En 1863, la chance ayant tourné contre eux et sous le coup de défaites réitérées et définitives, ils recommencèrent à émigrer, mais cette fois par masses énormes et avec un emportement tellement irrésistible et désordonné que toutes les prévisions furent dépassées et que les deux gouvernemens russe et ottoman se trouvèrent impuissans à contenir et à diriger ce torrent débordé. Ce fut cet ébranlement subit de tout un peuple qui occasionna le désastre dont il a été victime, désastre épouvantable dont chacun cherche aujourd'hui à se disculper, et où tous ont encouru et auront devant la postérité leur part de responsabilité.

Vers la fin de 1863, la majeure partie de la tribu des Abadzeks, retirée sur les hautes cimes du Caucase, s'y soutenait encore, épuisée par deux hivers passés dans ces âpres solitudes, au milieu des glaces et des neiges, cernée de tous côtés, par derrière, à droite et à gauche, par un réseau de baionnettes, en face par la mer.

16 7

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

45

Dans cette situation désespérée, un découragement soudain les gagne tous à la fois, une panique aveugle les égare, et comme une avalanche ils se précipitent sur le versant de la montagne, pour atteindre en toute hâte les bords de la mer. Les rangs des fuyards se grossirent bientôt des débris de deux autres tribus, les Schapsougs méridionaux et les Oubykhs. La terreur et la confusion redoublèrent par l'arrivée des familles qui s'étaient réfugiées dans les lieux les plus écartés, et que l'épée impitoyable des soldats russes en délogeait. L'aspect seul de cette multitude qui se pressait sur le rivage annonçait les indicibles misères qu'elle avait endurées et navrait le cœur : les hommes y étaient en majorité, la population virile avait eu seule la force de résister; mais tout ce qu'il y avait d'êtres faibles, femmes, enfans, vieillards, avait été décimé.

Deux ans auparavant, le chef militaire de la province du Kouban, le général Yedokimof, prévoyant cette débâcle générale, avait demandé à son gouvernement l'envoi de navires pour recueillir les émigrans et les transporter en Turquie; mais cette mesure de précaution et d'humanité avait été négligée ou différée jusqu'alors. Errans sur un rivage inhospitalier, éperdus, les Tcherkesses, les yeux fixés sur l'horizon, ne voyaient venir à eux que quelques *kotchermas* turques où ils se jetaient en s'y disputant la plus petite place. Ces embarcations prenaient des passagers en nombre cinq ou six fois plus considérable qu'elles ne pouvaient en contenir. Les patrons, contrebandiers par état, au cœur endurci par l'habitude du trafic des esclaves qu'ils allaient chercher sur cette côte, montraient une âpreté sordide et cruelle, ne recevant à bord que ceux qui les payaient argent comptant ou par la remise de quelque objet de valeur et même de leurs femmes ou de leurs enfans.

Le grand-duc Michel, témoin de ces scènes de désolation, donna les ordres les plus pressans pour y remédier autant que cela se pourrait, et chargea ses aides de camp d'en diriger l'exécution. Des bâtimens à vapeur ou à voiles furent nolisés aux frais du trésor impérial, les navires des compagnies maritimes mis en réquisition. En même temps le cabinet de Constantinople envoyait des vaisseaux de guerre qui avaient été désarmés et convertis en bâtimens de transport. Dès l'ouverture de la navigation, au printemps de 1864, trois commissions, composées d'officiers russes, furent instituées pour présider à l'embarquement des émigrans, empêcher l'encombrement à bord, et pourvoir à ce qu'en partant ils fussent approvisionnés de vivres et d'eau potable, et reçussent les soins médicaux que leur état réclamait. Les bâtimens frétés par le gouvernement durent se charger gratis de ceux qui seraient désignés par les commissaires. Sur les navires de commerce, qui vinrent librement prêter leur concours à la marine de l'état, le pas-

sage des indigens était payé. Quant aux montagnards qui avaient conservé quelques ressources, on leur accorda un secours supplémentaire d'un rouble argent (4 fr.) par individu, adulte ou enfant indistinctement. Par une mesure administrative, le prix du passage fut fixé au taux uniforme de 3 roubles (12 fr.) sur les bateaux à vapeur, d'un rouble 75 kopeks (7 fr.) sur les navires à voiles, en sorte que même ceux qui étaient solvables n'eurent à déboursier de leur pécule personnel que 2 roubles ou bien 75 kopeks (3 fr.) seulement.

Dans une lettre adressée de Théodosie au *Journal de Constantinople*, on lit que la somme dépensée à cette occasion s'élevait à 136,713 roubles ou 546,713 fr. En admettant que l'auteur de cette lettre ait été mieux informé à ce sujet qu'il ne l'a été sur un autre chiffre qu'il énonce ailleurs et que nous lui contesterons tout à l'heure, il est évident qu'une pareille somme est bien peu de chose pour soulager une infortune immense et subvenir à la détresse de toute une population; mais faut-il y voir, comme on l'a fait, une parcimonie inspirée par un odieux calcul, insouciance du sort des proscrits chassés brutalement et dépouillés de leur patrimoine? Une accusation aussi grave aurait besoin d'être appuyée de quelque preuve positive, et elle ne l'a jamais été, que nous sachions. Dans la conquête du Caucase, la Russie avait un but en vue; ce but, elle l'a poursuivi avec une logique inflexible et par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, mais elle n'a jamais eu recours à des rigueurs inutiles. Chaque acte de la vie individuelle de l'homme comme de la vie collective des nations a sa raison d'être et de se manifester, raison morale ou dictée par l'intérêt personnel; aller au-delà serait non pas seulement une perversion de la volonté, ce serait une aberration de l'intelligence et dans la pratique une de ces fautes que les habiles n'ont garde de commettre. L'exiguïté relative de la dépense faite pour les montagnards par la caisse militaire de la province du Kouban semble prouver plutôt l'insuffisance de ses ressources, peut-être aussi leur fière obstination à ne point accepter les bienfaits que leur offrait la même main qui les avait domptés et humiliés. Ce qui contribua surtout à leur perte, il faut avoir le courage de le dire, c'est, avec un concours de funestes circonstances, l'imprévoyance de tous, amis ou ennemis, et une suite de calculs faux et de démarches intéressées; c'est ainsi que le cabinet de Saint-Petersbourg fut alors mis en éveil par les intrigues dont il eut vent, et qui s'agitaient auprès de la Porte pour la dissuader de donner l'hospitalité aux Tcherkesses, qui, forcés de rester chez eux, recommenceraient la guerre, et par les bruits qui circulèrent en même temps d'une velléité d'intervention de la part des puissances de l'Europe occidentale en leur faveur. Les susceptibilités

17

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

47

ombrageuses d'une politique alarmée firent taire cette fois, comme cela est si souvent arrivé dans tous les temps et partout ailleurs, la voix de l'humanité; pour des vaincus récalcitrans et considérés comme dangereux, il n'y eut ni grâce ni délai: ils furent poussés brusquement vers la mer et l'exil. De là les embarras et les désordres d'un départ précipité, accrus par la rareté des moyens de transport.

Des rivages de la Circassie nous allons maintenant cheminer avec eux sur les flots de la Mer-Noire et les accompagner jusqu'à leur dernière étape sur le territoire ottoman. Les élémens de notre récit ont été empruntés en premier lieu au rapport d'un témoin oculaire, M. le docteur Barozzi, chargé par le conseil de santé de Constantinople de se rendre dans les localités du littoral de l'Asie-Mineure où abordèrent les Tcherkesses, et de faire exécuter les mesures d'hygiène, d'ordre et d'assistance que leur arrivée avait rendues urgentes (1). — en second lieu à l'introduction historique qui accompagne ce rapport dans la *Gazette médicale d'Orient*, et qui paraît également puisée à des sources authentiques. Nous ne saurions mieux faire que de suivre ces deux guides pas à pas.

Les principales stations de la côte ottomane dans la Mer-Noire où se portèrent les Tcherkesses furent d'abord Trébizonde et ensuite Samsoun. Quelques-uns, mais en petit nombre, poussèrent jusqu'à Sinope. Depuis le mois de novembre 1863, et malgré les rigueurs d'un hiver précoce, ils arrivèrent par bandes qui se succédaient presque sans interruption, entassés quelquefois au nombre de 4 à 500 sur de petites barques, en proie à des maux de tout genre. Souvent la traversée sur une mer célèbre par ses orages avait été longue et laborieuse. Une partie avait succombé en route; mais l'encombrement était tel à bord, l'insouciance et la négligence poussées si loin que les morts restaient accolés aux vivans. Au fur et à mesure que grossit le courant de l'émigration, on les vit se présenter par convois de 4, 5 et même 10,000 à la fois dans des conditions encore plus déplorables. On cite entre autres le dernier convoi, qui comptait 6,000 personnes, entassées sur une vingtaine de barques où gisaient pêle-mêle les morts et les mourans. Comme le voyage, ralenti par le mauvais temps, avait été fort rude, ces pauvres gens, démunis de tout, avaient été obligés pour étancher leur soif de boire de l'eau de mer. Ils étaient si faibles qu'il fallut à leur arrivée les prendre à bras, comme des colis, pour les

(1) Comme récompense de sa belle conduite dans cette occasion, M. le Dr Barozzi a reçu la décoration de la Légion d'honneur. L'envoi des insignes de cette distinction était accompagné d'une lettre de M. le ministre des affaires étrangères, aussi honorable pour l'auteur de cette lettre que pour celui à qui elle était adressée.

déposer à terre; beaucoup souffraient de vomissements ou de la dysenterie, de la variole ou d'affections typhiques; tous mouraient de faim et de froid.

Une fois débarqués, ils se jetaient dans les villes, emportés par le besoin irrésistible de trouver des alimens et un abri. Dans les premiers jours de décembre, plus de 5,000 remplissaient déjà l'intérieur de Trébizonde, et ce nombre, s'accroissant de jour en jour, finit par dépasser le chiffre de 100,000. Vers le milieu d'avril, l'agglomération était au comble dans cette dernière ville, et les arrivages furent contraints de s'en détourner pour se diriger sur Samsoun. C'est vers ce côté que convergea dès lors le mouvement principal des émigrans. Les 10,000 que reçut d'abord Samsoun se trouvèrent au bout de quelques semaines au nombre de 30,000, et bientôt après de 120,000. La situation des habitans comme des réfugiés devint des plus graves et très alarmante. A Trébizonde, ceux-ci obstruaient les places et les rues; le lazaret, les magasins, toutes les maisons disponibles en regorgeaient. Les maladies épidémiques qu'ils avaient apportées avec eux se développèrent rapidement, et la mortalité sévissait avec une intensité croissante. Les cadavres, ensevelis sous une légère couche de terre ou simplement enfouis sous la neige, s'amoncelaient dans les cimetières placés à l'intérieur de la ville. Il y avait à craindre qu'au moment du dégel les miasmes putrides dégagés de ces restes humains mis à découvert ne vinssent ajouter leurs émanations délétères aux causes d'infection déjà existantes. Les habitans étaient dans la consternation, les affaires suspendues. A Samsoun, la ville, comme prise d'assaut par une multitude affamée, offrait l'image d'une désolation plus grande encore. La population, menacée du pillage et terrifiée, commençait à fuir. Pour faire face à tant de difficultés et de dangers, quelles étaient les ressources? Des autorités démoralisées, du pain et des alimens à peine, quelques rares abris ouverts à tous les vents, pour toute force publique cinq *zaptiés* (soldats de police), point d'argent ni de crédit.

Les secours accordés par le gouvernement ottoman avaient été promptement épuisés ou n'arrivaient pas. Quelles sommes d'ailleurs n'aurait-il pas fallu pour défrayer ces milliers d'hôtes survenus à l'improviste dans un dénûment sans pareil et pourvoir à leur installation dans les diverses provinces de l'empire où on se proposait de les interner! Cette dépense énorme et imprévue aurait surchargé et dérangé un budget plus en ordre et mieux doté que celui de la Turquie; mais il faut lui rendre cette justice, que dans sa pauvreté elle s'empressa d'ouvrir sa main compatissante à des coreligionnaires malheureux, et si le plus grand nombre d'entre

18

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

49

eux périrent, le gouvernement et la charité privée firent du moins tous les sacrifices possibles pour les sauver (1).

L'évacuation de Trébizonde et de Samsoun et la dispersion des émigrans comme première mesure de salubrité étaient d'autant plus urgentes que leur accumulation dans ces deux villes prenait des proportions plus considérables. De ces masses, foyers d'infection et sur lesquelles la mort s'acharnait, la contagion rayonnait dans les environs et menaçait d'envahir les provinces limitrophes. Dans le mois de décembre, on en transporta plusieurs milliers sur divers points du littoral de la Mer-Noire; 2,000 furent envoyés à Constantinople et logés au milieu de la ville, dans des khans, d'où le mal dont le germe était en eux ne tarda pas à se répandre dans les quartiers environnans; 40,000, débarqués sur la côte d'Europe, à Varna et à Kustendjé, furent de là dirigés dans l'intérieur du pays, jusqu'aux environs de Widdin, par la navigation du Danube, par la voie ferrée, ou par d'autres moyens de locomotion. Leur sort ne fut pas meilleur que celui de leurs autres compatriotes. Ils marquèrent les traces de leur passage dans les plaines basses et marécageuses de la Bulgarie en jonchant les chemins de leurs cadavres, en semant le typhus et la variole partout où ils passaient.

Bientôt le départ de ces colonies partielles fut ralenti ou suspendu par l'épidémie qui frappa les équipages eux-mêmes des embarcations employées à ce service. Le premier qui en ressentit les atteintes fut un pyroscaphe ottoman qui, dans les premiers jours de décembre, avait amené des Tcherkesses de Trébizonde à Constantinople et en avait perdu huit pendant la traversée. A peine ce navire eut-il repris la mer après avoir mis à terre ses passagers, que le typhus éclatait à bord avec violence et enlevait notamment le capitaine et le mécanicien. Un autre navire, mais cette fois un navire européen, par conséquent assujéti à une police sanitaire rigoureuse et bien entendue, la *Tamise*, appartenant à la compagnie des Messageries impériales, fut encore plus maltraité. Il avait quitté Trébizonde le 13 décembre emportant 113 Tcherkesses, qu'on avait eu le soin de prendre tous bien portans et de placer

(1) D'après les informations qu'il m'a été donné de recueillir, voici le relevé des sommes affectées au secours des réfugiés tcherkesses. J'aurais obtenu, je n'en doute pas, un chiffre plus élevé, si mes renseignements avaient été complets : la Porte, 200,000 liv. sterl. (3,000,000 francs); le sultan, sur sa cassette particulière, 100,000 liv. sterl. (1,500,000 fr.); le comité circassien de Londres, 1,000 liv. sterl. (25,000 fr.); la mère du pacha d'Egypte, 300,000 piastres; sa femme, 150,000; le *scheikh-el-islam*, 25,000; le corps des ulémas 15,000, en tout, 490,000 piastres (98,000 fr.); — total général : 5,015,000 francs. A ces dons il faut ajouter 600 tonnes de biscuit mises par l'Angleterre à la disposition du gouvernement turk et tous les objets en nature fournis par les habitans des pays où les Tcherkesses vinrent se réfugier.

sur le pont en leur défendant de communiquer avec l'intérieur. Après une pénible traversée, la *Tamise* touchait à Constantinople sans avoir eu d'autres cas de maladie que trois varioles bénignes. Le 28, ce bâtiment repart pour Trébizonde; il venait à peine d'entrer dans la Mer-Noire que le typhus s'y manifesta, atteint dix-sept personnes de l'équipage, particulièrement les officiers ainsi que les hommes attachés au service de la machine, et en emporta sept, parmi lesquels le capitaine, deux officiers, le chef mécanicien et le maître d'hôtel. Les précautions apportées dans le choix et l'installation des passagers rendaient ce fait inexplicable; mais plus tard on apprit que dans une relâche à Sinope, par une bourrasque épouvantable et alors que le pont était couvert de neige, le capitaine avait permis à une quarantaine de femmes et d'enfants près de périr de froid de s'introduire dans une soute rapprochée de la machine, où ils séjournèrent quelques heures. Leur présence momentanée avait suffi pour empoisonner le navire.

C'est dans ces conjonctures que le conseil de santé de Constantinople, voyant toutes ses prescriptions sanitaires négligées ou contrecarrées par les autorités locales, proposa au gouvernement l'envoi sur les lieux de M. le docteur Barozzi en qualité de commissaire investi des pouvoirs les plus étendus. La Porte ayant agréé cette proposition, M. Barozzi, muni d'une lettre vizirienne qui confirmait sa mission, se rendit immédiatement à Trébizonde. Arrivé dans cette ville le 10 mars 1864, il entreprit aussitôt son œuvre de réparation et de salut. Elle exigeait une énergie à toute épreuve, une prudence consommée pour surmonter les obstacles matériels qui l'attendaient, vaincre ou atténuer un mauvais vouloir et une force d'inertie qui ne se dissimulaient pas, pour gagner la confiance des réfugiés exaspérés par la misère et leur faire accepter avec docilité le frein salutaire de l'autorité morale et une direction qui ne s'inspirait que du désir de leur être utile. En effet, les secours promis, tentes, biscuit, navires de transport, etc., se faisaient attendre par suite de la négligence des agens du gouvernement; la force armée manquait pour protéger les habitans et mettre à exécution les mesures d'hygiène publique et de police jugées nécessaires. Les autorités locales, malveillantes par indolence et par pusillanimité, étaient toujours prêtes à chicaner M. Barozzi sur les termes prétendus obscurs ou ambigus de son mandat. Le représentant de la commission centrale de Constantinople, venu sous le prétexte d'aider les émigrans, laissait percer ses intentions défavorables ou malveillantes. M. Barozzi ne se rebuta point; avec les simples ressources que le pays lui fournissait et profitant du laisser-faire du gouverneur, grâce au concours généreux et empressé de quel-

19

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

51

ques hommes de bien et en particulier du chef tcherkesse Ismayl-Bey, il réussit à faire évacuer Trébizonde, à assainir cette ville et à la préserver d'une ruine complète. On jugera de la grandeur du danger par le fait qui se produisit au lazaret dans le mois de février : parmi les 2,300 personnes qui y furent logées, 1,600 avaient succombé. Les Tcherkesses furent répartis sur trois emplacements, à distance de la ville : les uns à l'est, dans un lieu nommé Campos; les autres à l'ouest, dans la vallée de Séré-Déré; un troisième groupe, un peu plus loin du même côté, à Aktcheh-Kaleh. Un détachement de 250 soldats fut appelé d'une garnison voisine pour maintenir le bon ordre. Les tentes expédiées de Constantinople abritèrent les 6 ou 8,000 réfugiés qui stationnaient à Campos, les 6,000 de Séré-Déré furent placés sous des baraques ou dans des hangars improvisés; mais de nouveaux arrivés affluant d'heure en heure et les matériaux de construction, les ouvriers et le temps faisant défaut, les 27,000 Tcherkesses réunis à Aktcheh-Kaleh durent coucher la plupart à la belle étoile, sur un sol détrempé par les pluies.

Cependant la présence de M. Barozzi était impérieusement réclamée dans d'autres localités encore plus compromises, et le 15 mai il se mit en route pour Samsoun. Son premier soin fut de faire enterrer les morts, gisant çà et là sans sépulture. Dans l'accomplissement de ce pénible devoir, il eut à payer plusieurs fois de sa personne. Un magasin situé sur le bord de la mer et pouvant à peine contenir 30 individus en renfermait 207, tous malades ou morts. De ses mains et secondé par Ali, le chef des pompiers, il vida ce réceptacle pestilentiel, où même les hommes de peine refusaient d'entrer.

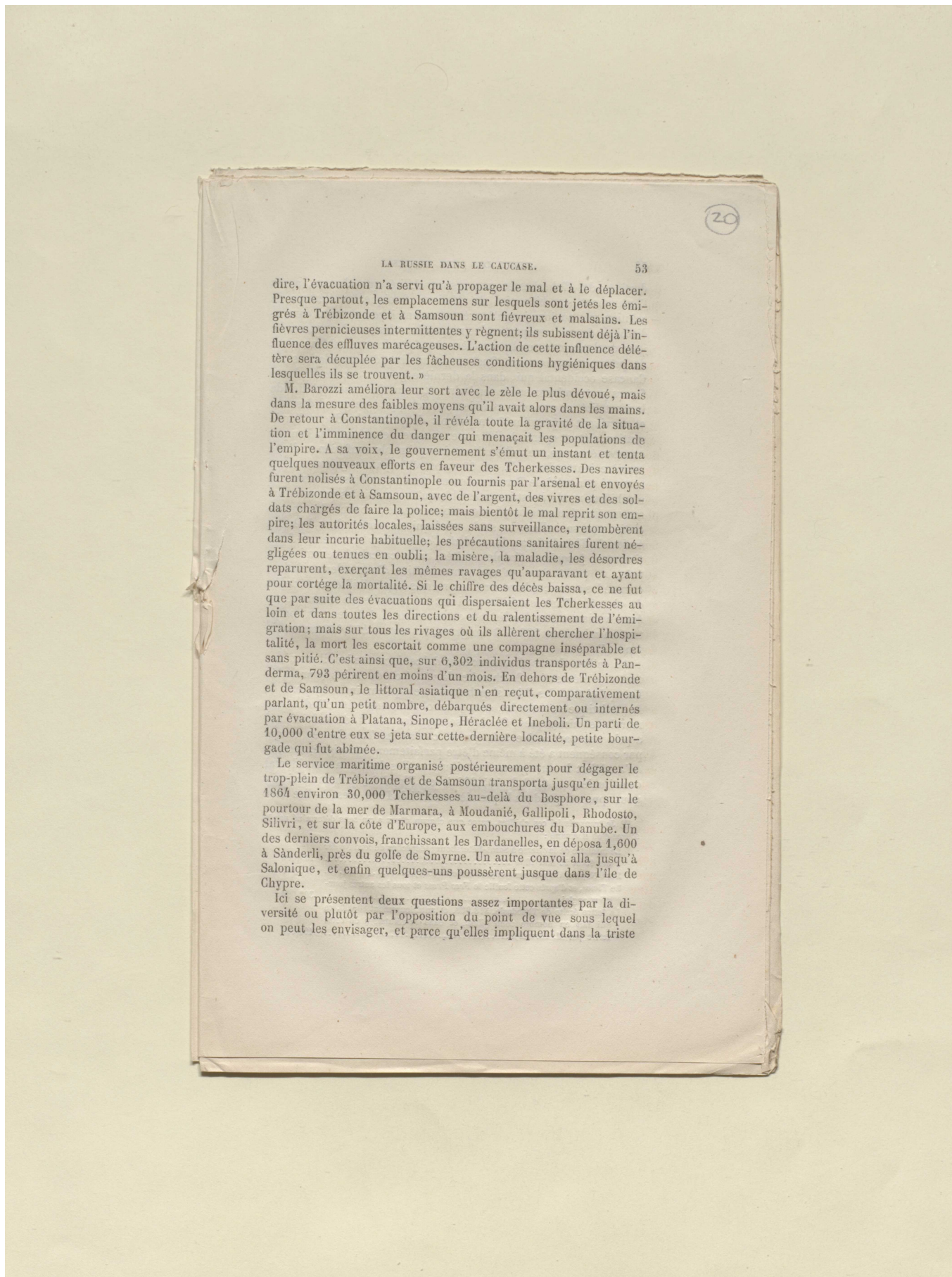
Cet exemple d'intrépidité releva un peu le courage abattu des autorités. 150,000 piastres (37,500 francs) envoyées de Trébizonde accrurent un peu les ressources alimentaires et permirent d'attendre les secours annoncés de la capitale. Il y avait encore à faire évacuer la ville par les émigrans, dont elle était encombrée; les habitans, menacés dans leur existence et leur fortune, étaient prêts à désertir en masse. M. Barozzi, sans autres moyens d'action que la force morale que lui avait acquise sa conduite, et avec l'aide de M. Marcoaldi, médecin de la quarantaine, et d'Ismayl-Bey, moitié par persuasion, moitié par contrainte, fit sortir des bouges où ils s'étaient blottis, et par suite hors des murs, tous ces malheureux, qu'il dirigea vers l'intérieur du pays, du côté de Tcharchembeh et d'Amassie, dans des campemens convenables. Vingt-deux jours lui avaient suffi pour obtenir ce résultat. Le 5 juin, il quitta Samsoun, rappelé par le conseil de santé pour lui rendre compte de la situa-

tion et aviser avec lui au moyen d'y porter remède. J'extrai quelques lignes de son rapport, en les citant textuellement, pour ne point en affaiblir l'effet.

« Les conditions des émigrans durant la traversée sont effrayantes... Une fois à terre, dans les campemens, ces conditions ne sont guère meilleures; ils y sont sans abri, abandonnés à eux-mêmes, sans soins, sans police sanitaire, sans assistance aucune. Aussi y vivent-ils dans la plus profonde misère, au milieu de cadavres sans sépulture, décimés par la variole qu'ils ont importée et qu'ils propagent, par les affections typhiques qu'ils ont développées, par tous les états pathologiques que la misère et l'inanition engendrent. Dans les campemens, chaque famille compte plus d'un malade; il y en a beaucoup qui s'y sont éteintes. Les malades ne reçoivent aucun secours, ils gisent sur la terre nue, exposés à toutes les intempéries, et la mort vient les frapper dans cet état; la plupart des cadavres, restant abandonnés, se putréfient sur place.

« De là une mortalité considérable; elle est énorme chez les femmes et les enfans; les hommes résistent davantage aux souffrances et à la faim. Dans le mois d'avril dernier, à Trébizonde, 400 individus mouraient par jour sur une population de 27 à 30,000 émigrés; mais c'est à Samsoun que la mortalité est vraiment effrayante, parce que la misère y est aussi plus grande. Il est vrai que partout l'émigré manque de nourriture suffisante, mais c'est à Samsoun surtout que la famine règne. Pendant les vingt-deux jours que j'ai passés dans cette localité, l'autorité n'avait à distribuer, à plus de 400,000 individus, que 10,000 ocques de pain par jour, c'est-à-dire 40,000 rations de 100 drachmes chacune. Ajoutons que cette distribution est très défectueuse et que les vrais nécessiteux n'en profitent guère, attendu que les chefs et leur suite absorbent presque tout, si bien que les plus malheureux restent souvent plusieurs jours sans recevoir ce faible secours. Alors, à défaut de pain, ils se nourrissent de racines, d'herbes et de tous les débris d'alimens qu'ils peuvent ramasser. Ce déplorable régime alimentaire a des conséquences funestes sur leur santé, déjà délabrée.

« L'évacuation par voie de mer ou de terre marche très lentement, faute de moyens de transport, mais faute aussi d'une direction convenable. On peut dire que l'établissement définitif des émigrés n'est pas encore commencé, et cependant la saison avance. Les quelques milliers que l'on a transportés sur les différens points du littoral y ont été abandonnés; la misère les ronge et la mort les décime. Il en est de même de ceux qui ont été internés dans les provinces de Djanik, d'Amassie et de Sivas. En général, il faut le



LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

53

dire, l'évacuation n'a servi qu'à propager le mal et à le déplacer. Presque partout, les emplacements sur lesquels sont jetés les émigrés à Trébizonde et à Samsoun sont fiévreux et malsains. Les fièvres pernicieuses intermittentes y règnent; ils subissent déjà l'influence des effluves marécageuses. L'action de cette influence délétère sera décuplée par les fâcheuses conditions hygiéniques dans lesquelles ils se trouvent. »

M. Barozzi améliora leur sort avec le zèle le plus dévoué, mais dans la mesure des faibles moyens qu'il avait alors dans les mains. De retour à Constantinople, il révéla toute la gravité de la situation et l'imminence du danger qui menaçait les populations de l'empire. A sa voix, le gouvernement s'émut un instant et tenta quelques nouveaux efforts en faveur des Tcherkesses. Des navires furent nolisés à Constantinople ou fournis par l'arsenal et envoyés à Trébizonde et à Samsoun, avec de l'argent, des vivres et des soldats chargés de faire la police; mais bientôt le mal reprit son empire; les autorités locales, laissées sans surveillance, retombèrent dans leur incurie habituelle; les précautions sanitaires furent négligées ou tenues en oubli; la misère, la maladie, les désordres reparurent, exerçant les mêmes ravages qu'auparavant et ayant pour cortège la mortalité. Si le chiffre des décès baissa, ce ne fut que par suite des évacuations qui dispersaient les Tcherkesses au loin et dans toutes les directions et du ralentissement de l'émigration; mais sur tous les rivages où ils allèrent chercher l'hospitalité, la mort les escortait comme une compagne inséparable et sans pitié. C'est ainsi que, sur 6,302 individus transportés à Panderma, 793 périrent en moins d'un mois. En dehors de Trébizonde et de Samsoun, le littoral asiatique n'en reçut, comparativement parlant, qu'un petit nombre, débarqués directement ou internés par évacuation à Platana, Sinope, Héraclée et Ineboli. Un parti de 10,000 d'entre eux se jeta sur cette dernière localité, petite bourgade qui fut abîmée.

Le service maritime organisé postérieurement pour dégager le trop-plein de Trébizonde et de Samsoun transporta jusqu'en juillet 1864 environ 30,000 Tcherkesses au-delà du Bosphore, sur le pourtour de la mer de Marmara, à Moudanié, Gallipoli, Rhodosto, Silivri, et sur la côte d'Europe, aux embouchures du Danube. Un des derniers convois, franchissant les Dardanelles, en déposa 1,600 à Sanderli, près du golfe de Smyrne. Un autre convoi alla jusqu'à Salonique, et enfin quelques-uns poussèrent jusque dans l'île de Chypre.

Ici se présentent deux questions assez importantes par la diversité ou plutôt par l'opposition du point de vue sous lequel on peut les envisager, et parce qu'elles impliquent dans la triste

destinée des Tcherkesses une responsabilité que chacun, après l'événement, est bien aise de déclinier. Quoique les éléments de solution mis au jour jusqu'à présent soient incomplets ou contradictoires, je vais essayer, en les rapprochant les uns des autres, de jeter quelque jour sur le caractère des faits dont le tableau vient de passer sous nos yeux. Quel est le nombre des populations du Caucase occidental qui, dans la dernière guerre, ont quitté leurs foyers pour émigrer sur le territoire ottoman? Quel est le chiffre de la mortalité, et par suite combien ont échappé à ce grand désastre et survivent aujourd'hui? On conçoit de prime abord que l'émigration, s'étant opérée à différentes époques, et en dernier lieu par groupes énormes, au milieu d'une inexprimable confusion et d'une manière inattendue, n'a pu être contrôlée par le gouvernement russe ni par celui de Turquie. Comme tous les calculs sont énoncés en chiffres ronds, il est incontestable qu'on ne doit les prendre que comme des évaluations plus ou moins exactes, comme des appréciations personnelles : un seul, celui qui est donné dans la lettre écrite de Théodosie au *Journal de Constantinople*, va, en se fractionnant, jusqu'aux simples unités; mais ce calcul, examiné de près, ne paraît être qu'une approximation d'une valeur relative, comme les autres, subordonné aux mêmes impossibilités matérielles de contrôle. Dans les chiffres qui ont été produits, on remarque un écart variant entre les limites extrêmes de 1 à 4, les uns comptant au minimum 100,000 émigrans, les autres 400,000 au maximum (1).

Au milieu de ces divergences et de ces incertitudes, il est d'autant plus nécessaire de chercher la vérité ou du moins la probabilité qu'ici tous les faits s'enchaînent, et qu'aux investigations de la statistique se rattache, comme corollaire, une suite d'inductions morales et historiques. On doit se rappeler que M. de Fadeïef, qui a pris une part active à la guerre contre les Tcherkesses et qui par conséquent a été à même d'être parfaitement renseigné, raconte qu'au début de cette guerre les tribus hostiles du Caucase occidental constituaient un total de 405,000 âmes. Plus loin, le même écrivain nous apprend que dans la première moitié de 1864, c'est-à-dire dans

(1) Je transcris ici ces chiffres, parce que chacun d'eux a un sens déterminé par la source d'où il émane :

Le ministre de la guerre à Saint-Petersbourg (dépêches de lord Napier des 19 et 23 mai 1864).....	100,000
Lord Napier, d'après ses propres calculs ( <i>ibid.</i> ).....	150,000
Le <i>Times</i> , et d'après cette feuille le <i>Free Press</i> et tous les autres journaux anglais.....	300,000
La lettre écrite de Théodosie, 318,068, et antérieurement 80,000, ce qui fait en nombre rond ( <i>ibid.</i> , et dans la réfutation de cette lettre par M. Barozzi).....	400,000

(21)

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

55

l'intervalle pendant lequel l'émigration prit un développement continu et le plus considérable, il partit 191,000 émigrans (1). En ajoutant à ce nombre les 100,000 environ qui avaient quitté le Caucase dans les quatre années précédentes, les 70,000 colonisés dans les plaines du Kouban, on aura en somme 365,000 âmes, et si l'on admet que pendant cette période de quatre années (1860-1864) où sévirent à la fois le fer de l'ennemi et tous les fléaux réunis de la nature, 40,000 succombèrent, on retrouvera le chiffre donné par M. de Fadeief comme total de la population primitive.

Les arrivages qui se succédèrent à Trébizonde, à Samsoun et sur les autres points du littoral ottoman de la Mer-Noire, additionnés d'après les renseignemens que fournit la *Gazette médicale d'Orient*, nous donnent un chiffre de 200,000 réfugiés pour l'intervalle écoulé de décembre 1863 au mois d'avril 1864, chiffre confirmé par M. Barozzi dans sa réponse au correspondant du *Journal de Constantinople*, et très rapproché des 191,000 comptés par l'auteur russe. C'est donc une avalanche de 200,000 indigens qui tomba tout à coup sur la Turquie. Et quels indigens! Nous en avons dit assez sur leur poignante détresse pour ne pas reculer devant la pénible tâche d'en étaler ici le tableau dans tous ses détails.

Les indications consignées dans la *Gazette médicale d'Orient*, et dont la provenance n'a rien ici de suspect, font foi que les décès, au moment de la plus grande affluence des émigrans, furent de 1 pour 100 par jour, si bien que si cet état de choses se fût prolongé pendant trois mois et quelques jours, ce court espace de temps les aurait vus emportés tous jusqu'au dernier. On peut inférer de ce qui est dit dans le même recueil qu'il en mourut un tiers à peu près dans les lieux de leur débarquement primitif, à Trébizonde, Samsoun et ailleurs, sur la même côte, un autre tiers environ pendant leur translation et leur premier séjour dans les provinces où ils furent disséminés. En tenant compte de ceux qui restaient des précédentes émigrations depuis 1860, on peut supposer que le nombre des survivans aujourd'hui est inférieur à 100,000, dispersés de tous côtés sur la vaste étendue de l'empire ottoman.

(1) Voici comment ce chiffre se décompose :

Montagnards partis des ports libres du littoral tcherkesse jusqu'à la moitié de mars.....	40,000
Depuis cette époque, embarqués sur des <i>kolchermas</i> turques sous la surveillance des officiers russes.....	15,000
Par Taman.....	27,000
Par Novorossiik, jusqu'au 1 <sup>er</sup> juin.....	63,000
Id. postérieurement.....	25,000
Par Touapsé.....	21,000
Total.....	191,000

Le désir manifesté par les montagnards à leur départ du Caucase et provoqué sans doute par les suggestions fallacieuses auxquelles ils prêtèrent une oreille crédule était d'aller se mêler aux Turkomans campés dans les vastes *yailas* (1) de l'Asie-Mineure, hordes de pasteurs nomades et pillards dont l'existence, libre de tout frein, n'est pas sans analogie avec celle que menaient les Tcherkesses dans leurs montagnes. Il est vrai que la Porte avait d'autres vues sur ses nouveaux sujets : elle se proposait de les incorporer dans l'armée comme d'utiles auxiliaires; mais il fallut peu de temps pour se convaincre que ces enfans incultes de la nature étaient incapables de se ployer à une organisation régulière, à une discipline quelconque, et allaient devenir pour la Turquie non-seulement un fardeau, mais une cause permanente de troubles et de danger (2). Ce projet ayant paru impraticable, on résolut de les établir dans les provinces chrétiennes de l'empire, afin d'y renforcer l'élément musulman. Cette mesure, qui a déjà reçu son exécution, est le coup de grâce porté à la nation tcherkesse. Perdus au milieu de populations dont ils diffèrent profondément par la langue, les mœurs et la religion, ils sont destinés à leur rester toujours étrangers et antipathiques. Aucune fusion, aucune alliance ne peut rapprocher des élémens aussi disparates. Après avoir vu périr la plus grande partie de leurs femmes pendant la guerre ou dans l'exil, comment trouveraient-ils à les remplacer dans ces provinces où il n'y a qu'une poignée de musulmans, tous appartenant au monde officiel ou aristocratique? Comment trouveraient-ils à se marier dans une société où l'union de l'homme et de la femme n'est en réalité qu'un contrat de vente, puisque la jeune fille ne s'obtient qu'en retour d'une dot payée à sa famille et s'achète à beaux deniers comptans?

Si à ces causes d'extinction on ajoute le défaut d'acclimatation sous les températures si diverses où les réfugiés ont été placés, la subversion totale de leurs habitudes comme montagnards dans des pays de plaines et l'effet non moins nuisible de la nostalgie, on peut, sans être prophète, prédire que, dans l'intervalle d'une génération ou peut-être moins, ils auront éprouvé le même sort que les Tartares de la Crimée, dont nous avons constaté déjà la rapide disparition.

(1) Plaines ou plateaux recouverts de verdure et où les Turkomans conduisent leurs troupeaux et dressent leurs tentes pendant l'été.

(2) La Porte en a eu la preuve dans un fait qui s'est passé il y a deux mois à peine et que tous les journaux ont enregistré. Les Tcherkesses cantonnés aux environs d'Erzeroum se sont soulevés, et des troupes ont dû être envoyées en toute hâte pour les contenir et les faire rentrer dans l'ordre. Ce n'est que dernièrement, et il y a quelques jours seulement, qu'on est parvenu à les réprimer et à en désarmer 15,000.

22

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

57

II.

Après avoir suivi les Tcherkesses dans leurs pérégrinations à travers un pays dont l'hospitalité leur a été aussi funeste que la proscription qui les avait éloignés du sol natal, il est temps pour nous maintenant de retourner au Caucase, où nous attend un spectacle d'un ordre tout différent de celui que la guerre nous y a montré. La violence et la destruction ont cessé; une ère nouvelle s'ouvre et inaugure l'œuvre réparatrice de la colonisation et de la paix. Les indigènes, agrégation de tribus mi-païennes et musulmanes, aux instincts héroïques, mais barbares, société à peine ébauchée et déjà usée par l'anarchie et le désordre, les indigènes font place à une population nouvelle, rameau détaché de la grande famille européenne et chrétienne, faite aux habitudes actives et industrieuses de la vie civilisée, animée au travail et au progrès.

Les raisons politiques et surtout la nécessité d'assurer sur ce point la sécurité des frontières de l'empire, qui avaient provoqué l'exclusion des uns, déterminèrent le choix et l'appel des autres, deux mesures corrélatives et dont la seconde était la conséquence obligée de la première. D'après les projets du gouvernement de Saint-Petersbourg, la colonisation du Caucase occidental dut commencer en même temps que la guerre, en 1860. A peine une portion du territoire ennemi était-elle occupée militairement, qu'elle était livrée aussitôt aux immigrants qui se présentaient avec l'intention d'y créer des établissements agricoles ou industriels. Des rangées de *stanitzas* devaient s'élever à la suite de l'armée en marche, au fur et à mesure des progrès de la conquête. Il fut prescrit aux troupes, aussitôt après avoir débusqué les montagnards de leurs aouls, d'abattre les forêts, de percer des voies de communication, de fonder des villages fortifiés, et, s'il leur restait assez de loisir, de bâtir des maisons pour les colons.

L'exécution de ce plan comportait des efforts et des dépenses hors de proportion avec les moyens alors disponibles; ce n'était pas tout que de combattre et d'expulser les montagnards, il fallait encore réserver tout un matériel de guerre, des approvisionnements et des forces considérables, pour protéger les travailleurs, qui ne pouvaient aller aux champs ou s'écarter au-delà de quelques verstes sans être exposés au feu de l'ennemi ou à tomber dans quelque embuscade. Ces premiers essais furent réglementés par un oukase impérial en date du 10/22 mai 1862, qui décréta la colonisation du territoire situé au pied des montagnes dans la province du Kouban. Les régimens de la ligne stationnés dans les limites du rayon de cette province furent réunis avec les Cosaques

de la Mer-Noire (*tchernomorskié*) en un seul corps qui prit la dénomination de *division du Kouban* (*Koubanskaïa divitzia*), et tous reçurent l'ordre de se transporter en avant sur les lieux que l'oukase leur assignait. Cet ordre, qui déplaçait des établissemens déjà anciens et florissans, excita d'abord le mécontentement et les murmures des troupes auxquelles il s'adressait, et notamment du régiment Khoperskii et des Cosaques de la Mer-Noire; mais au bout de quelques semaines ce mouvement de mutinerie s'apaisa sans l'emploi d'aucune mesure grave de répression. Comme la continuation des opérations militaires n'était point subordonnée d'une manière absolue à la colonisation, il parut plus sage d'attendre que les récalcitrans acceptassent leur translation spontanément et sans conditions; le déplacement en masse des régimens fut différé jusqu'à l'élaboration d'un nouveau règlement qui prendrait en considération les intérêts froissés et compenserait le dommage par une indemnité équivalente.

Ce nouveau projet, qui ne tarda pas à voir le jour, décidait que la province du Kouban tout entière serait colonisée depuis ses limites extrêmes au nord jusqu'à la grande chaîne et jusqu'à la rivière Mokoupsé, qui a son embouchure dans la Mer-Noire, en y comprenant les terres des Oubykhs et des Abazes, situées au sud de cette zone et omises dans l'oukase précédent. Cette étendue de pays fut divisée en deux parts; l'une, réservée aux Cosaques, renfermait la plaine ondulée qui s'étend au pied de la grande chaîne, ainsi que le revers septentrional de la montagne, sur une superficie de 136,000 deciatines (148,530 hectares); l'autre part, réservée aux montagnards internés, comprenait la contrée située plus au nord, entre la Laba et le Kouban, d'une contenance de 1,014,000 deciatines (1,148,795 hectares). Dans la portion des Cosaques se trouvaient des terres qui, par la richesse et l'excellence de leurs produits, sont sans égales dans tout l'empire. Les lots individuels furent fixés à 20 et jusqu'à 30 deciatines et calculés sur un nombre présumé de 17,000 familles, c'est-à-dire un peu plus de 100,000 immigrants de l'un et de l'autre sexe, d'après les calculs de M. de Fadeief. La répartition des colons à fournir par les divers corps de l'armée, etc., et appelés par le sort chaque année, fut fixée de la manière suivante :

Les troupes de la ligne du Kouban.....	14,000 familles.
Les Cosaques de la mer d'Azof.....	500 —
Id. du Don.....	1,500 —
Les paysans des domaines de la couronne.....	2,000 —
Les soldats mariés de l'armée du Caucase.....	600 —
Total.....	17,000 familles.

23

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

59

De plus 170 familles choisies parmi les officiers cosaques, et un nombre indéterminé de colons volontaires (*okhotniki*), appartenant indistinctement à toutes les classes de la société, et en cas de besoin, et s'il y avait des terres vacantes, toute la division des Cosaques de la mer d'Azof.

Dans le projet primitif, tel qu'il est formulé par l'oukase de 1860, la colonisation avait été échelonnée sur un espace de six années; mais le progrès des armes russes fut si rapide, l'affluence des immigrants si considérable, que ce délai s'est trouvé réduit de la moitié environ de la période dans laquelle il avait été limité. Vers le milieu de 1864, le Caucase occidental était déjà couvert d'un bout à l'autre de populations russes ou cosaques. Ce résultat inespéré ne paraîtra nullement étonnant, si l'on se rappelle le penchant des Russes pour la locomotion et le déplacement, penchant tellement irrésistible que le tsar Boris Godounof se vit obligé d'interdire aux paysans le passage continu d'une terre seigneuriale à l'autre, et en les rivant ainsi à la glèbe constitua de fait le servage. Il y a dans le caractère russe quelque chose de si mobile, de si aventureux, un tel amour de la vie libre et errante, que rien ne l'attire avec un charme plus puissant que la perspective d'un pays nouveau et inconnu. Et pour employer l'expression pittoresque de l'écrivain qui nous sert ici d'autorité, le Russe qui le soir s'endort sur la lisière du steppe le lendemain matin se réveille Cosaque. Bien différent de l'Américain de race anglo-saxonne, qui aime à s'enfoncer solitaire dans les profondeurs du *far west*, il emporte partout où il va son humeur sociable; il émigre par essaims, et en s'envolant au loin chaque essaim reste uni et serré, et partout où il se pose il conserve les habitudes et le souvenir de la ruche d'où il est sorti.

Mais le colon du Caucase par excellence, c'est le Cosaque, enfant du steppe, jadis nomade. Quoique dompté et assoupli aujourd'hui et rendu sédentaire, il n'a rien perdu des goûts de sa vie primitive. La fusion qui s'est opérée en lui des instincts qu'il tient de la nature et des aptitudes inoculées par l'éducation a produit un type auquel rien ne saurait être comparé. Les régimens cosaques ont été le noyau autour duquel se sont groupés les pionniers accourus au Caucase de toutes les parties de l'empire, et, pour continuer cet ordre de métaphores si heureusement employées par l'écrivain que je mentionnais tout à l'heure, ils ont été le levain qui a fait fermenter toutes ces masses, ils leur ont donné l'exemple et l'impulsion. Dans la guerre active, aucune des troupes de l'armée régulière n'aurait su, comme eux, lutter avec les montagnards de rapidité, de vigilance et de ruse. Dans leurs *stanitzas*, sentinelles avancées et toujours sur le qui-vive, ils ont

fondé ces lignes de défense contre lesquelles les montagnards sont venus se briser, et qui les ont enveloppés comme un réseau d'acier. M. de Fadeief raconte que des officiers envoyés par le gouvernement français pour étudier le système des lignes stratégiques du Caucase et les moyens de l'appliquer à l'Algérie ont reconnu que ce système était impraticable chez nous, faute d'hommes doués des qualités particulières au Cosaque et capables de supporter son existence à moitié sauvage. A notre tour, il nous sera permis de dire avec un sentiment de légitime orgueil que d'un Russe, d'un Cosaque, d'un Européen quelconque autre qu'un Français, ne se formera jamais une trempe de soldat comme celle du zouave.

Pour couvrir les dépenses de la colonisation, le gouvernement fit un fonds de 10,139,000 roubles, dont 8,045,000 à fournir par le trésor impérial et 2,094,000 par la caisse militaire de la province du Kouban. L'allocation attribuée sur cette somme à chaque famille fut réglée dans la proportion de 121 à 435 roubles, avec une fraction de quelques kopeks en sus, suivant la qualité ou le grade du chef de la famille, officier ou simple soldat (1). Chaque colon reçut en outre une somme déterminée pour frais d'équipement personnel et de nourriture de route, et 6 roubles pour dépenses générales; 10,000 roubles furent affectés à la construction de l'église de chaque *stanitza*.

Une stricte économie dut présider d'abord à la distribution de la portion des dépenses qui incombait au trésor impérial. La réduction de l'armée du Caucase, opérée par suite de la soumission de Schamyl, n'avait pu porter sur les troupes de la province du Kouban. La guerre contre les Tcherkesses continuait avec activité et tenait plus de 100,000 hommes en ligne. Plus tard, lorsque la lutte fut circonscrite dans le rayon du littoral de la Mer-Noire et touchait à sa fin, la charge du trésor impérial aurait été allégée par le licenciement d'une partie de l'armée du Kouban, s'il n'avait pas dû à cette époque pourvoir aux frais qu'occasionna la réorganisation de toutes les forces de l'empire. Dans ce remaniement général, trois divisions d'infanterie, nouvellement créées, vinrent renforcer l'armée du Kouban; mais la colonisation avait pris alors un cours régulier: la fertilité des terres du Caucase occidental, les immunités et les avantages accordés par le gouvernement attiraient des nuées d'immigrans. Le mouvement, loin de se ralentir, ne fit que s'accélérer et par contre-coup hâta l'achèvement de la conquête. S'appuyant sur les lignes de *stanitzas* qui s'élevaient rapidement et qui dès le printemps de 1864 s'étendaient sans inter-

(1) Officiers, 435 roubles 71 kopeks; Cosaques, 156 r. 46 6/7 k.; paysans de la couronne, 122 r. 14 1/2 k.; soldats mariés, 121 r. 43 1/7 k.

24

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

61

ruption depuis la Laba jusqu'au Pschisch et depuis la mer jusqu'au Schebs, l'armée n'avait plus rien à redouter sur ses derrières et put s'avancer hardiment. L'espace compris entre ces deux rivières était resté désert après le départ des derniers Abadzekhs. Il fut décidé qu'on y appellerait des colons, ainsi que sur le littoral d'où les montagnards venaient de se retirer. Seulement le nombre des familles déterminé réglementairement pour l'immigration de cette année était insuffisant pour couvrir tout ce vaste espace, et les ressources restreintes du budget et d'autres obstacles s'opposaient à ce que ce nombre fût augmenté. Il y avait d'ailleurs à prendre une foule de mesures préparatoires pour opérer la translation de ces familles et à disposer les lieux qui leur étaient destinés. On se borna, pour le moment, à peupler le territoire compris dans l'intérieur des lignes stratégiques, ainsi que le littoral, depuis Novorossiik jusqu'à Touapsé. Les habitans avaient disparu, il n'y avait plus d'ennemis, et les colons voyaient s'ouvrir devant eux une contrée pacifiée où la terre n'attendait que le travail fécondant des bras de l'homme pour livrer les trésors de son sein. Cet état de sécurité permit de changer le mode de colonisation adopté jusqu'alors; on ne songea plus à fonder de grandes *stanitzas* entourées de remparts et de haies épaisses, hérissées de canons dont la portée marquait jadis le périmètre de la culture rurale. Les Cosaques nouvellement arrivés furent installés dans des villages ouverts, épars au milieu des champs. Dans la plaine montueuse qui borde la grande chaîne, au milieu des ravins et des forêts, apparaissaient çà et là des terrains unis et déboisés qui n'attendaient que le fer de la charrue pour se couvrir de moissons. Sur ces emplacements isolés, où il aurait été impossible de se maintenir tant que dura la guerre, furent construites des fermes, qui devinrent bientôt un centre productif d'exploitation agricole. Jusque-là une moitié de l'armée avait été employée à protéger l'autre moitié, occupée à l'œuvre de la colonisation. Dès la fin du printemps, affranchies du service pénible des combats, toutes les troupes sans exception purent consacrer leur activité aux travaux de défrichement; elles construisirent des ponts, relièrent les routes militaires par des chemins de communication. Au milieu de l'été, les lignes occidentale et orientale des *stanitzas*, séparées, il y a peu de temps, par une solution de continuité, furent soudées l'une à l'autre et couvrirent toute la surface de la contrée. Les détachemens qui franchirent les montagnes pour aller attaquer les tribus du littoral avaient trouvé à leur passage, entre les Schebs et le Pschisch, un désert hanté seulement par les animaux des forêts; à leur retour, au bout de quelques semaines, ces lieux, naguère solitaires et agrestes, leur offrirent l'aspect d'une province

russe, parsemée de villages et de populations laborieuses et empressées, tant avait été prompte la transformation.

Aux colons de 1864 échet une chance particulièrement heureuse: ils eurent pour lots des terres déjà cultivées et toutes prêtes à les recevoir. La crise de la guerre éclata d'une manière si subite et si inattendue que les montagnards, bien éloignés de l'idée d'une déroute imminente, avaient labouré et ensemencé leurs champs comme d'habitude pendant l'automne; ils partirent tout à coup, et ce furent les nouveau-venus qui firent la moisson.

Les *stanitzas* fondées dans la province du Kouban depuis le commencement de la colonisation, en 1860, sont au nombre de 111, habitées par 14,223 familles, que M. de Fadeief estime s'élever à un total de 85,000 âmes et qui ont été classées en neuf régiments de Cosaques à cheval. Si l'on étend les limites dans lesquelles stationne l'armée du Kouban non pas seulement à la province de ce nom, mais encore à toute la surface du pays qu'elle occupe réellement, c'est-à-dire depuis le fleuve Yéï, non loin de l'embouchure du Don, jusqu'à l'Abkhazie, et depuis le détroit de Kertch jusqu'à la Kouma, on aura une population de 440,000 âmes d'origine russe ou cosaque, et en y ajoutant les restes des tribus réparties dans les intervalles des *stanitzas*, un total de 570,000 âmes. Cette supputation nous laisse donc un chiffre de 130,000 indigènes établis dans les plaines basses du Kouban, et qui y vivent aujourd'hui, comme toutes les autres communautés du Caucase, sous le régime d'une administration locale dirigée par des officiers de l'armée russe. Ainsi la prise de possession du Caucase occidental par la race slave, qui devait se terminer seulement en 1865, était accomplie déjà, au moins dans ses travaux les plus essentiels, à la fin de l'été de l'année dernière.

Les cadres réglementaires ont été remplis, mais il reste encore assez de place pour contenir une population double de celle qui s'y est répandue. Les colons actuels ne sont que l'avant-garde de ceux qu'amènera l'avenir. La contrée dont nous venons de tracer les limites égale en effet par son étendue le gouvernement de Volhynie, et abstraction faite de la partie la plus élevée de la grande chaîne, impropre à la culture, elle peut être mise en parallèle, pour la fertilité du sol, presque encore vierge, avec le gouvernement de Kief. Par l'abondance et la variété de ses richesses naturelles, par sa position géographique si avantageuse entre un grand fleuve sillonné par la navigation et une mer qui ne gèle jamais et qui la rattache à l'Europe et à l'Asie, cette contrée est la plus belle, la mieux dotée de toutes les provinces du Caucase, et peut-être même de tout l'empire russe.

25

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

63

J'ai indiqué, au début de ce travail, les causes patentées ou secrètes qui ont armé la Russie contre les tribus tcherkesses, l'objet et l'importance d'une entreprise dont le succès a été si chèrement acheté. J'ai montré comment des complications extérieures survenues depuis une trentaine d'années ont rendu fatalement inévitables les dures conditions imposées aux vaincus. Je voudrais, en finissant, compléter cette démonstration par quelques aperçus sur les convenances géographiques et les vues politiques qui dans cette guerre ont dirigé la Russie, sur les conséquences probables que l'acquisition du Caucase peut avoir pour les destinées futures de l'Europe. Pour s'en former une idée, il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte de la Mer-Noire. La moitié du contour de ce bassin, la partie septentrionale, depuis les embouchures du Danube, était déjà en la possession de la Russie antérieurement au traité d'Andrinople. Par ce traité, cette immense étendue de côtes a été prolongée sur tout le littoral tcherkesse, et de ce côté la ligne des frontières pénètre maintenant jusqu'au centre de la Turquie asiatique; la Bessarabie d'une part et Poti de l'autre, à l'angle sud-est de la Mer-Noire, sont les anneaux extrêmes de cette chaîne qui enserre l'empire ottoman. Si l'on consulte dans l'atlas historique de Spruner une autre carte non moins curieuse, celle de l'empire russe, où est marquée la date de ses agrandissemens successifs dans les pays riverains de la Mer-Noire, on sera surpris du peu de temps qu'il a fallu pour créer ce formidable réseau (1). La guerre de Crimée et le traité de Paris n'ont eu d'autre but, on le sait, que de détruire la domination russe dans cette mer; Sébastopol a été emporté au prix des plus héroïques, des plus dispendieux efforts; les remparts construits par la main de l'homme sont tombés, mais une autre forteresse, ouvrage indestructible de la nature et inexpugnable, le Caucase, s'élève menaçante au-dessus des flots de la Mer-Noire, et le Caucase appartient aujourd'hui d'un bout à l'autre à la Russie!

L'Europe, disait dernièrement le représentant de l'une des puissances occidentales à Constantinople, l'Europe pourra-t-elle voir avec indifférence comment la Mer-Noire devient géographiquement un lac russe? Cette tendance à s'étendre au dehors date de l'origine de la monarchie des tsars, elle s'est manifestée par d'énergiques efforts à différentes époques de l'histoire russe, par d'incessantes invasions sur les terres de l'empire byzantin que baignent le Dniéper et le Don, ou voisines du Caucase, et elle ne cessera de produire

(1) *Historisch-geographischer Hand-atlas*, II<sup>e</sup> Abtheilung, karte 48 : Azof, 1774; — Crimée, 1783; — Oczakof, 1788; — Odessa, 1792; — Bessarabie, 1812; — Abkhazie et Mingrétie, 1826-1829; — littoral de la Circassie, 1864.

son action que lorsqu'elle aura atteint son entier développement. Elle est en effet dans la nature même des choses et inhérente à la position territoriale de la Russie, c'est-à-dire au principe qui régit les conditions de son existence politique, commerciale et militaire dans le monde.

Son avènement dans le concert des grands états de l'Europe n'a date pas seulement, comme on le croit d'ordinaire, du règne de Pierre le Grand, mais de l'époque où les grands-ducs de Moscou, vainqueurs des Mongols, eurent rangé sous leurs lois tous les princes apanagés et jeté ainsi les fondemens de sa grandeur future. Auparavant la Russie, perdue dans le fond des régions les plus reculées du nord, était reléguée dans le domaine de la géographie légendaire; elle apparaissait de loin comme une puissance presque asiatique, tout à fait barbare, placée sur le même niveau que le royaume du Grand-Mogol ou du Prêtre-Jean. Cet état d'isolement tenait à sa situation méditerranée, à l'impossibilité de s'ouvrir des relations à l'extérieur. Les grands cours d'eau qui prennent naissance dans la portion du territoire où elle était alors enclavée traversaient, avant de s'épancher dans la mer, des contrées qui relevaient de maîtres étrangers, et, comme le dit l'auteur des *Études sur l'avenir de la Russie*, ce grand corps, resserré dans des limites étroites qui gênaient sa respiration, devait se déployer sous peine d'étouffer, conquérir l'embouchure des fleuves qui l'arrosent ou périr (1). Les plus considérables de ces fleuves, le Dniéper, le Don et le Volga, le dernier surtout, magnifique artère fluviale qui, par son cours direct ou ses nombreux affluens, pénètre jusqu'au cœur même de la Russie, ont pour récipiens la Mer-Noire ou la Caspienne. C'est donc par un entraînement qui est l'effet d'une loi géographique et historique que cette fraction de la grande famille slave qui au ix<sup>e</sup> siècle reconnut Rurik pour chef entreprit sous le règne d'Igor, successeur de ce prince, sa première expédition dans les pays où le Dniéper débouche dans la Mer-Noire. C'est par ce fleuve que descendaient les flotilles russes qui allaient écumer cette mer et porter la désolation et l'effroi sur les côtes de l'empire grec jusque sous les murs de sa grande capitale (*Tsar-Grad*, Byzance).

Une fois ramenée à l'unité de gouvernement par l'ascendant que prirent les grands-ducs de Moscou, la Russie put porter ses armes au dehors, et c'est vers l'Orient qu'elle les dirigea d'abord, s'avancant chaque jour dans ce champ où rien n'arrêtait son ambition. Chaque règne a été marqué par un agrandissement, depuis

(1) Schédo-Ferroti, v<sup>e</sup> étude, *le Militaire*, Leipzig, 1860, p. 3 et 4.

26

LA RUSSIE DANS LE CAUCASE.

65

Ivan III Vassilievitch (1462-1503), jusqu'à l'empereur Nicolas et à son successeur actuel. Les principautés tartares, auxquelles appartenaient les plus grands cours d'eau qu'elle possède aujourd'hui, furent détruites successivement et annexées. Celle qui tint le plus longtemps est le khanat de Crimée que Catherine II, secondée par Potemkin, arracha des mains débiles de son dernier souverain. La Russie compte parmi ses sujets actuels les descendants de ces terribles Mongols qui la dévastèrent au XIII<sup>e</sup> siècle, et qui pendant une période de deux cents ans la tinrent sous le joug le plus dur et le plus humiliant. Deux de ses voisins musulmans, le sultan et le schah de Perse, sont encore debout comme les derniers représentants de l'antagonisme de l'islam contre le monde chrétien, mais dans un tel état d'affaiblissement et d'infériorité qu'aucun doute n'est possible sur le sort qu'ils auraient immédiatement, s'ils étaient livrés à sa discrétion. Tiflis, comme le dit M. de Fadeief dans un langage très significatif sous sa forme allégorique, Tiflis est un œil ouvert sur Ispahan; il aurait pu ajouter sur Kars, Erzeroum et toute l'Asie-Mineure.

La conquête de la région caucasienne est la continuation logique et le développement du système d'agrandissement inauguré par Ivan III. Cette acquisition marquera-t-elle enfin un temps d'arrêt dans cette marche toujours envahissante? Grave question qui intéresse l'équilibre du monde, et dont il est facile de comprendre toute la portée par un fait tout récent. La frontière russe a été reculée, il y a quelques mois, jusqu'au territoire de Khokand, et la navigation d'un grand fleuve, le Sir-Deria, qui se jette dans le lac d'Aral, rendue libre, ouvre l'accès de l'Asie centrale; il n'y a plus que le Pendjâb qui sépare la Russie de l'Inde britannique. Encore un pas de plus, et les deux maîtres souverains du continent asiatique vont se trouver en présence l'un de l'autre et leurs possessions se toucher. Le Caucase est l'anneau qui complète et consolide cette chaîne immense de frontières dont un bout plonge dans la mer Baltique et dont l'autre bout atteint, à travers la Sibérie et le territoire de l'Amour, jusqu'à la mer du Japon.

Je n'ai pas tout dit. Le Caucase est fécond en productions naturelles. Ces richesses du sol et celles de provenance étrangère, répandues par le commerce, avaient rendu florissantes dans l'antiquité les colonies grecques fondées sur la côte vers laquelle s'infléchit le versant méridional de la grande chaîne. Rome, à l'époque impériale, y eut aussi des comptoirs très fréquentés. Au moyen âge, c'est par là qu'arrivaient dans la Mer-Noire les précieuses marchandises de l'Inde et de la Chine, qui étaient ensuite exportées dans toute l'Europe par les Génois établis en Crimée. Ce commerce

peut revivre et prendre une extension bien autrement considérable que dans le passé, lorsque le chemin de fer projeté entre Poti et Bakou, sur toute la largeur de l'isthme caucasien, mettra en communication directe et rapide la Caspienne et la Mer-Noire, et ces deux bassins avec la Méditerranée. A l'angle sud-est de la mer Caspienne, Astérad, reliée par la navigation à vapeur avec Bakou et admirablement située comme l'entrepôt des denrées de l'extrême Orient, semble appelée à devenir un jour une ville tout aussi européenne qu'Odessa.

Mais c'est principalement sous le rapport de la situation militaire et des finances de la Russie que cette acquisition a de l'importance. Le gouvernement peut disposer maintenant des 100,000 hommes de troupes régulières qu'il était obligé d'entretenir sur le Kouban et qu'il fallait considérer comme une valeur nulle dans le bilan des forces militaires de l'empire. Ces troupes, on se le rappelle sans doute, durent pendant la guerre de Crimée être maintenues immobiles, l'arme au bras, dans leurs cantonnements respectifs. Maintenant les Cosaques du Kouban non-seulement suffisent pour défendre les lignes stratégiques comme garnisons permanentes, mais encore ils peuvent être détachés et employés comme troupes légères dans une future campagne, soit en Europe, soit en Asie; au besoin, ils seraient suppléés au Caucase par les milices indigènes assez nombreuses, assez bien disciplinées pour contenir le reste des populations et faire parmi elles un service de police et de sûreté. L'entretien de ces 100,000 soldats ne coûtait pas moins de 25 millions de roubles par an, comme nous l'apprend M. de Fadeief. C'est une dépense qui ne pèse plus sur le trésor impérial et dont il peut dégrever le budget en les licenciant en temps de paix, ou qu'il a la faculté d'affecter à toute autre destination, et qu'il ne faut pas oublier de porter en compte comme une ressource de plus qu'aurait la Russie dans le cas d'une guerre extérieure.

Si cette dernière éventualité devait un jour se réaliser, si une conflagration générale venait à s'allumer, alors apparaîtrait dans tout son jour la vérité des considérations qui précèdent, et qui peuvent être résumées ainsi: le Caucase ajouté à l'empire des tsars est pour le maître de cet empire une compensation de la prise de Sébastopol, un acheminement au rétablissement de la prééminence dans la Mer-Noire, peut-être à la domination exclusive de cette mer, une nouvelle chance obtenue dans la partie dont la Turquie serait l'enjeu, et contre ses adversaires une imprenable position.

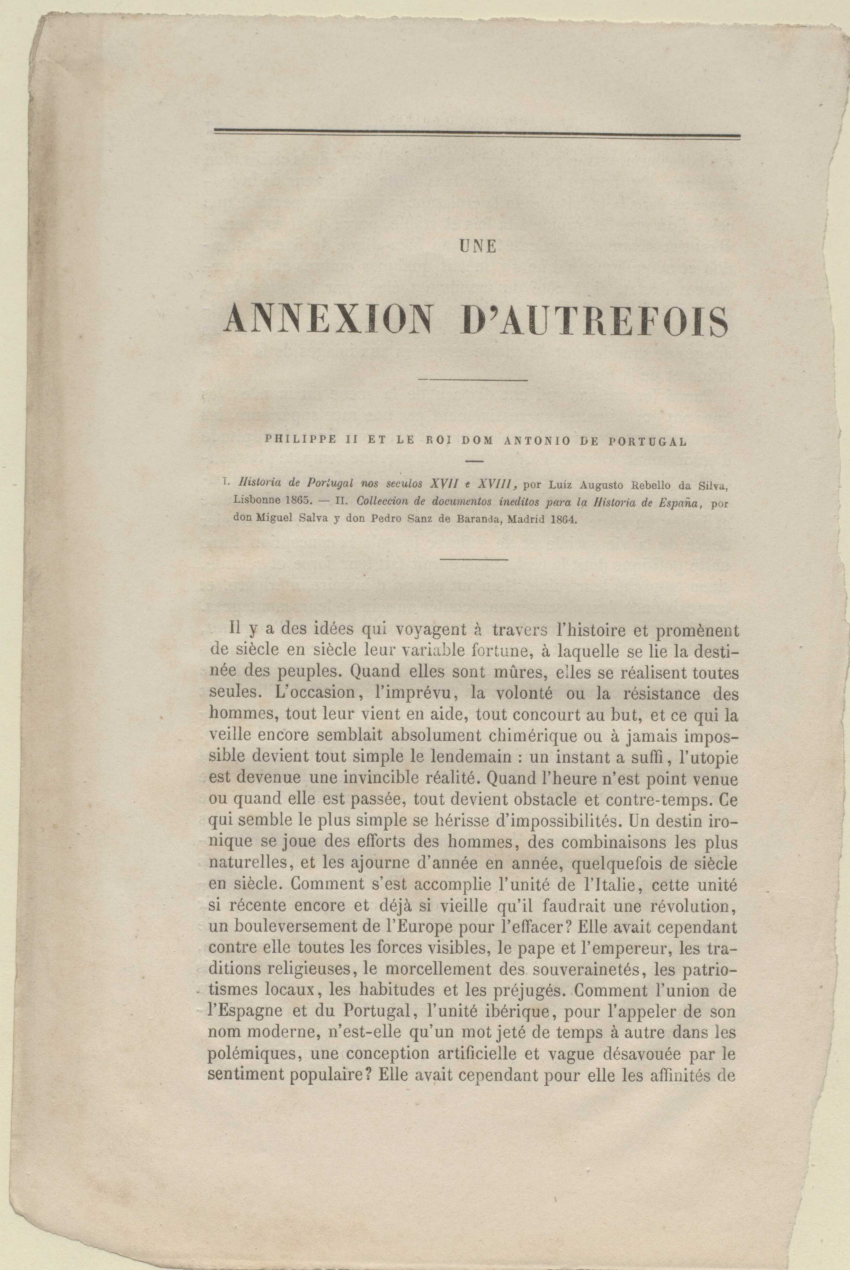
De la conquête de cette position ressort plus d'un enseignement dont peut profiter et s'éclaircir la politique contemporaine, pour prévoir et assurer l'avenir. La nation dont cette conquête est l'œu-

27

vre laborieuse, venue en dernier lieu sur le théâtre de la civilisation moderne, s'y montre maintenant dans toute la vigueur de la jeunesse et dans la plénitude de la croissance : imposant spectacle que celui d'un progrès rapide à la fois et stable, parce qu'il est persévérant et sagement calculé ! tableau bien digne de fixer l'attention et magnifique, s'il ne s'y mêlait quelques ombres qui en ternissent l'éclat, si, à côté du monument élevé par le génie de la guerre et de la politique au Caucase, il ne présentait la trace ineffaçable des ruines sur lesquelles ce monument a été construit, des images de grandeur et de gloire associées aux images de la désolation et de la mort !

Parmi les nations qui ont disparu de la scène du monde, les unes ont été détruites successivement par une race supérieure, les autres se sont éteintes d'elles-mêmes et dans une lente décrépitude d'épuisement, aucune n'a été emportée par une tempête plus soudaine, plus violente que celle qui a englouti les Tcherkesses. Pendant des siècles, ils ont vécu à l'état de clans séparés l'un de l'autre et isolés du reste de l'univers, incapables de franchir ce premier degré de la vie sociale et de s'élever jusqu'à la conception d'une unité politique dont la réalisation aurait fait leur force et retardé, sinon empêché leur ruine. Ils n'ont pas eu d'histoire intérieure, et leur existence s'est obscurément écoulée au sein de leurs montagnes. Ce n'est que sur la terre étrangère, par une éducation d'emprunt, que leurs aptitudes et leurs qualités se sont révélées. Transportés comme esclaves en Égypte, ils ont fourni aux souverains de ce pays une milice admirable par la noblesse de sa tenue militaire et sa bravoure réelle, et sans égale, si elle avait su se préserver toujours de ses instincts d'indépendance désordonnée et turbulente. Plus tard, devenus tout-puissants, ils s'assirent sur le trône du grand Saladin et fondèrent une dynastie qui eut ses jours de gloire et de prospérité (1382-1517), et ensuite, sous la suzeraineté nominale des sultans de Constantinople, la république aristocratique des Mamelouks. En Turquie, ils ont donné à l'armée plus d'un guerrier célèbre, au harem impérial plus d'une favorite influente; mais cet éclat, qui n'est qu'un simple reflet qu'ils tirent des faits contingents de leur vie extérieure, pâlit devant celui que font rejaillir sur eux, à la dernière heure, la défense héroïque de leur patrie bien-aimée et une fin ennoblée par la proscription et la souffrance. Leur nom, qui est celui d'un pauvre petit peuple, sera désormais inséparable du nom de la grande nation qui l'a écrasé, et y restera attaché comme un crêpe funèbre jeté sur le char radieux du triomphateur.

ED. DULAURIER.



Telegram from the Private Secretary to the Governor General, Camp Umurpatra to  
Captain Lewis Pelly, Calcutta [27ar] (1/2)

27a 1/2

NO. 27

Copy of Service Message by Electric Telegraph.

FROM Governor General's Camp Umurpatra  
FROM Private Secretary  
TO Calcutta  
TO Capt. Lewis Pelly.

Words 26 Paid

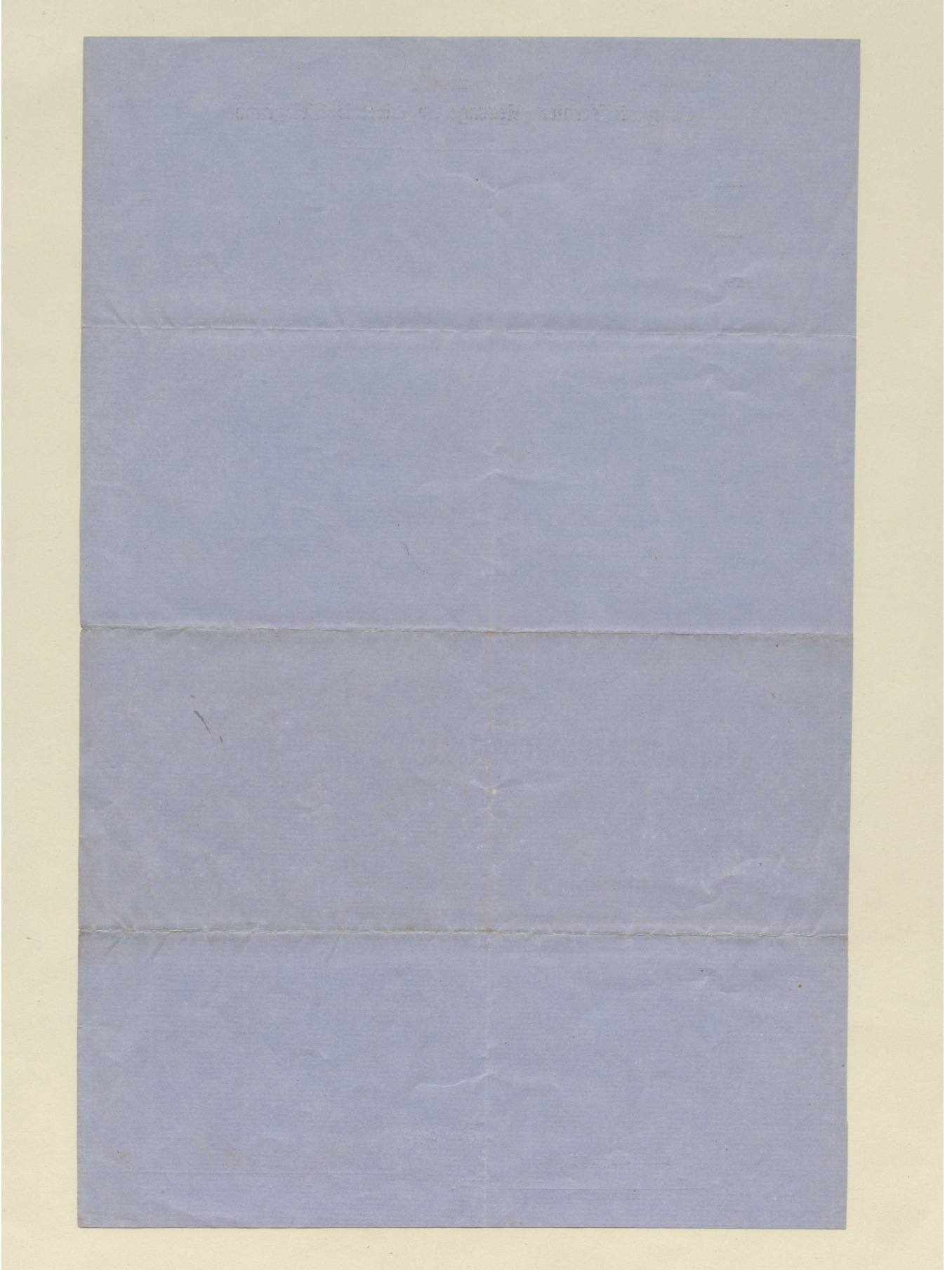
Night Price.

February second, the Governor General  
leaves Camp on the fifth and will be  
at Calcutta on the 18<sup>th</sup>, he requests that  
you will remain at Calcutta.

Calcutta (True Copy.)  
Genl. Electric Telegraph Department,  
The 3<sup>rd</sup> of February 1859

M. L. Blang  
In Charge. \* 20.

Telegram from the Private Secretary to the Governor General, Camp Umurpatra to  
Captain Lewis Pelly, Calcutta [27av] (2/2)



28

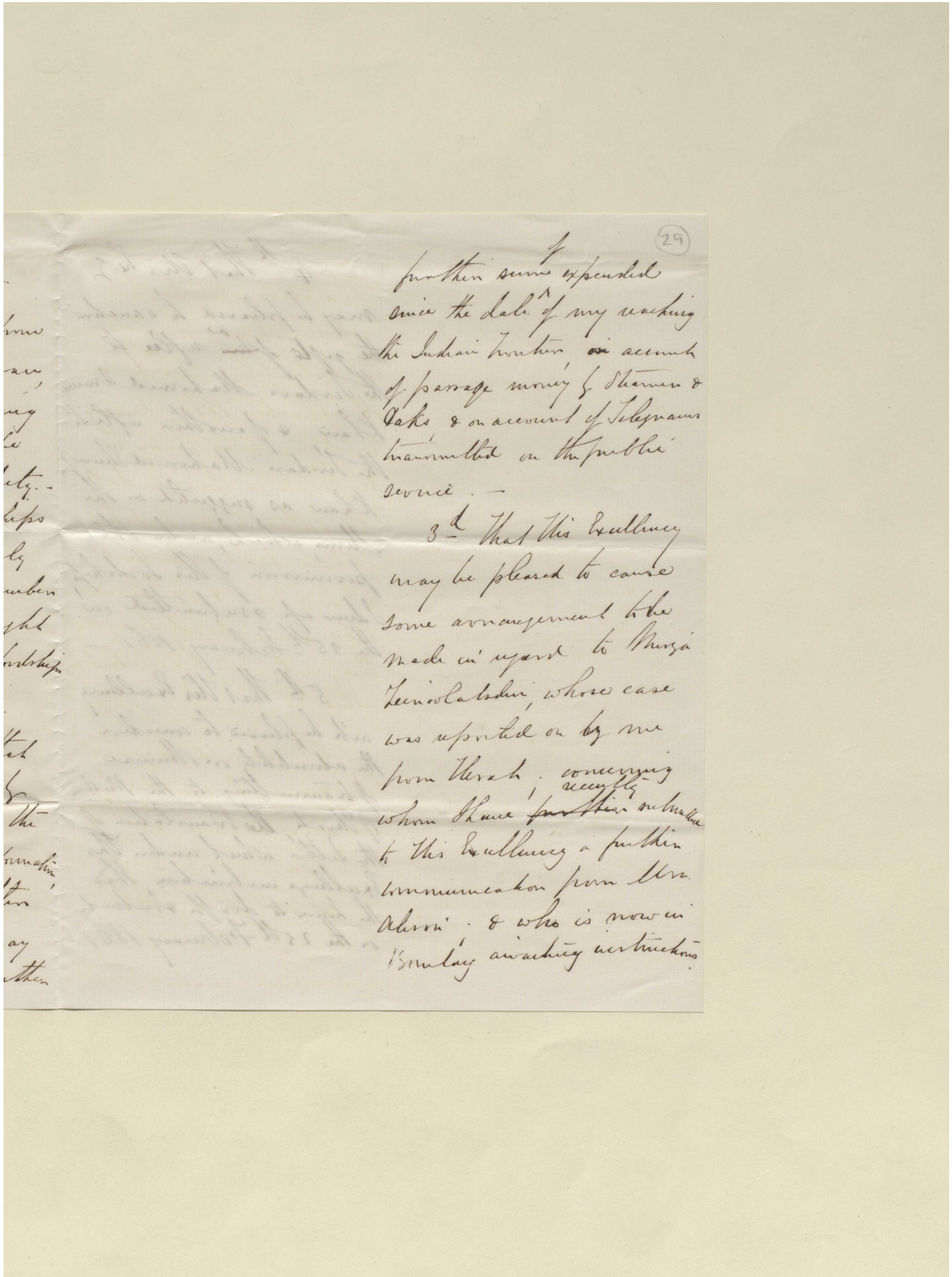
Mr Bowring's note  
of the 13<sup>th</sup> instant informs  
me that the Governor  
General "has no leisure time"  
"for taking up the great"  
"question of Central Asia"  
"Politics." -

There are however some  
subordinate questions contained  
in my letters now before  
the Viceroy; ~~and concerning~~ <sup>upon.</sup>  
which I would respectfully  
submit this Excellency's  
decisions. -

I should request  
this Excellency to be pleased

Letter from Captain Lewis Pelly to the Private Secretary to the Governor General  
of India [28v] (2/4)

pleased to specify the  
salary I should draw from  
the date of leaving Teheran,  
10<sup>th</sup> September 1860, during  
such period as I may be  
employed on special duty. -  
My letters to His Lordships  
address dated respectively  
4<sup>th</sup> July 1860, & 27<sup>th</sup> December  
1860 have already brought  
this question under His Lordships  
notice. -  
I should beg that  
the amounts expended by  
me in travelling, & in the  
collection of political information,  
as set forth in my letter  
of 27<sup>th</sup> December 1860, may  
be sanctioned, as also a further



29  
further sums expended  
since the date of my reaching  
the Indian frontier on account  
of passage money of Steamer &  
Oaks & on account of Telegrams  
transmitted on the public  
service. —

3<sup>d</sup> That this Excellency  
may be pleased to cause  
some arrangement to be  
made in regard to Muzia  
Teinolatshin, whose case  
was reported on by me  
from Thrak, concerning  
whom I have <sup>recently</sup> further submitted  
to this Excellency a further  
communication from Mrs  
Alson, & who is now in  
Bombay awaiting instructions.

4<sup>th</sup> That this Lt Col  
may be pleased to sanction  
the gifts of ~~two~~ rifles to  
the Sardars Mahomed Ameen  
Khaw & of another rifle to  
the Sardar Mahomed Shureef  
Khaw as suggested in this  
Memo which, under the  
permission of His Lordship  
I have ~~of~~ submitted on  
the 25<sup>th</sup> February 1861 -

5<sup>th</sup> That this Excellency  
will be pleased to consider  
the advisability or otherwise  
of transmitting to the Ruler  
of the State the translation of  
the letter which under His  
Excellency's instructions I had  
the honor to draft & submit  
on the 25<sup>th</sup> February 1861

30

H. B. AL-VEISTAN AL-MAJLID

Substance of a conversation  
that passed between the Viceroy and  
myself, at an interview with which  
His Excellency honored me on the 28th  
May 1861.

On my writing upon this  
Excellency, he went through some main  
questions relating to Persia & Afghanistan,  
in connection with my recent political  
proceedings in those countries. - His Excellency  
was pleased to approve all my suggestions,  
and to express himself quite satisfied with the  
manner in which I had conducted my duties.

This Lordship then said that  
he would come to the question of my own future;  
and handed his Excellency the appended  
brief Resume of my past services. This Lordship  
perused the papers, & returned in words of which  
the following is the substance. - Major Pelly  
I know you have done good service. But I  
have at present no appointments vacant  
to which I would nominate an officer of  
your capacity & merits. Whether it is likely  
there will be any such appointments vacant,  
and I cannot make opportunities. You  
were sent to Persia as Secretary of Legation;  
there is no such appointment to offer you  
under my government. The Foreign Office

Office have now sent you back to India.  
But it cannot be expected that the former  
Government should provide for Officers thrown  
out of employ through the choppings and  
changings of the Home Government. —

Submitted to His Lordship  
that I had gone to Persia at the order of  
then Major's Secretary of State for India when  
the Persian Mission was under the Indian  
Government. But His Excellency objected  
that though this was true, yet that even an  
appointment under the India office was  
not under his Government. — His Excellency  
added your case is hard Major Pelly  
very hard I admit, but you have to thank  
others for it, not me. —

This Lordship then produced  
a Telegram addressed by Sir James Clerk  
to Sir Balth here, offering me the acting  
Consular Agency at Kazisbar, as the only  
appointment at present in his gift. —

I submitted that I was prepared  
to go wherever His Excellency or any other  
constituted Authority might direct me.  
But that His Lordship's acquaintance with  
The Foreign Office would render unnecessary  
for me to remind His Lordship that my  
name being already on the Foreign Office list  
as having served as Secretary of Legation, — to name

(31)

now mention the Irish as an Acting Counselor  
Agents would be a considerable descent in  
position. - I added that the pay I should  
receive as Acting Counsel at Lauzibar wd  
exceed my ordinary Major's pay by  
about Rs 80 per mensem. -

This Lordship rejoined that he  
could not enter on the question of pay without  
an opinion from Sir J. Clerk. Said that  
whatever might be the degradation as  
compared with my previous post, my  
position now was anomalous, & he could  
not help it. - I have nothing to offer  
you myself, continued this Excellency, &  
can see no likelihood of having anything.  
You have therefore just to elect for yourself  
between accepting Sir J. Clerk's offer of  
Lauzibar, or remaining unemployed for  
an indefinite period. -

I submitted that I was prepared  
either to proceed to Lauzibar, or to accept  
at His Lordship's hands any temporary  
work until such time as permanent  
employ might present itself. -

This Lordship said he should  
not be justified in giving me temporary  
employment on such expectation; as he  
could see no chance of my being employed  
~~temporarily~~<sup>permanently</sup> in any department. -

I then renewed my assurances  
of being prepared to proceed to Launceston. -

But this Excellency said  
I do not advise you to accept it.  
It is a post below what you have held.  
You had better think well over the  
matter, & then decide. -

I assured this Excellency  
that my mind was quite clear upon  
the question of its being my duty to  
accept any work which was offered to  
me rather than remain idle; & that  
therefore with this Excellency's permission  
I would telegraph to Sir George Clerk  
accepting his kind offer of the only  
appointment at present in his gift. -

This Excellency concluded by  
saying I might do as I liked, and I  
retired. -

Yours Substantive

Lewis Pelly

Calcutta

28th May 1861 -

1867 (32)

To His Highness Sirdar Sultan  
Ahmed Khan  
Governor of Herat

Private Copies  
for Col. Pelly  
No Office Copies  
have been kept

After leaving your Highness's hospitable Frontier in October last, I wrote from time to time to G. H. informing you of my happy progress towards the Capital of India. I have now more recently been honored by interviewers of the Viceroy of Hindoostan and have laid before His Excellency all matters relating to G. H. & G. S. Commissions. His Excellency may probably write to G. H. direct and so shall His Ex: views be known to G. H.

I am myself about to proceed for a short period to Africa. But before embarking I would send a few words of advice to your Highness. All official relations between us are ended. I can now have no selfish motives in advising your Highness. Yet I remember that we were something more than officially related. You honored me with friendly hospitality. You treated me with freeness and candour. I could not otherwise than esteem the many great qualities which appeared in  
Your

Letter from Lewis Pelly to His Highness Sirdar Sultan Ahmed Khan, Governor of Herat [32v] (2/4)

your character. We became friends  
and as a friend I now for the last  
time reiterate the advice I have  
throughout tendered you, to con-  
centrate all your energies on the  
improvement of your own territory,  
to eschew absolutely all thought of  
aggression, and to maintain really  
frank and friendly relations with  
all states. The policy of England  
in the East is and will be to respect  
the rights of others and to maintain  
her own. Those then who observe  
this rule are her true friends,  
any who should ignore it cannot  
but merit her disapproval.

To

33

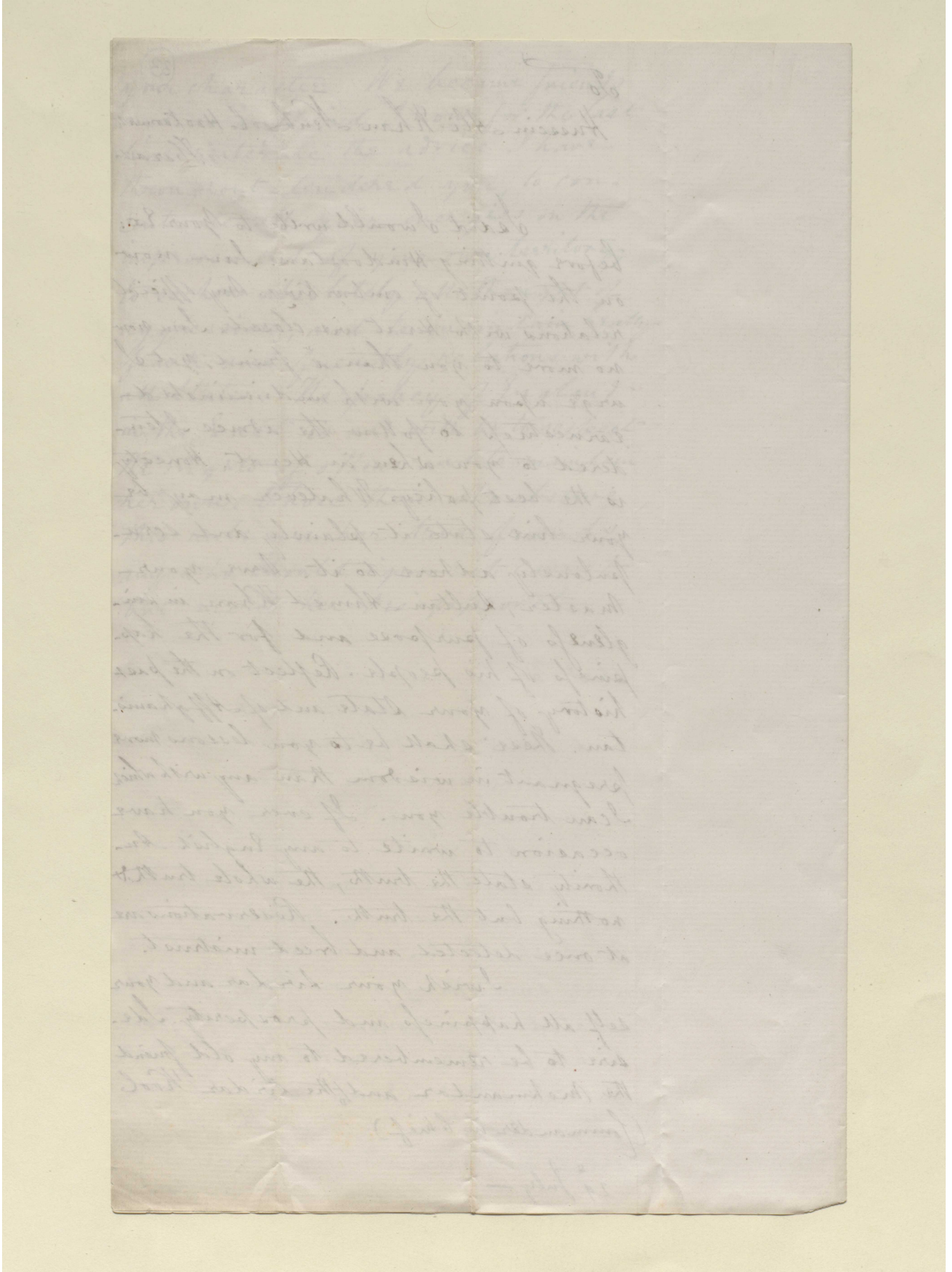
Hussain Ali Khan Nurb-ool-Husoomah  
Herat.

I said I would write to your Ex. before quitting Hindoostan. I am now on the point of embarking. My official relations with Herat are closed. I am now no more to you than a friend, yet I urge upon you with undiminished earnestness to follow the advice I tendered to you when in Herat. Honesty is the best policy. Whatever may be your line state it plainly and scrupulously adhere to it. Serve your Master, Sultan Ahmed Khan in singleness of purpose and for the happiness of his people. Reflect on the past history of your State and of Affghanistan. There shall be to you lessons more pregnant in wisdom than any with which I can trouble you. If ever you have occasion to write to any English Authority state the truth, the whole truth & nothing but the truth. Reservations are at once detected and breed mistrust.

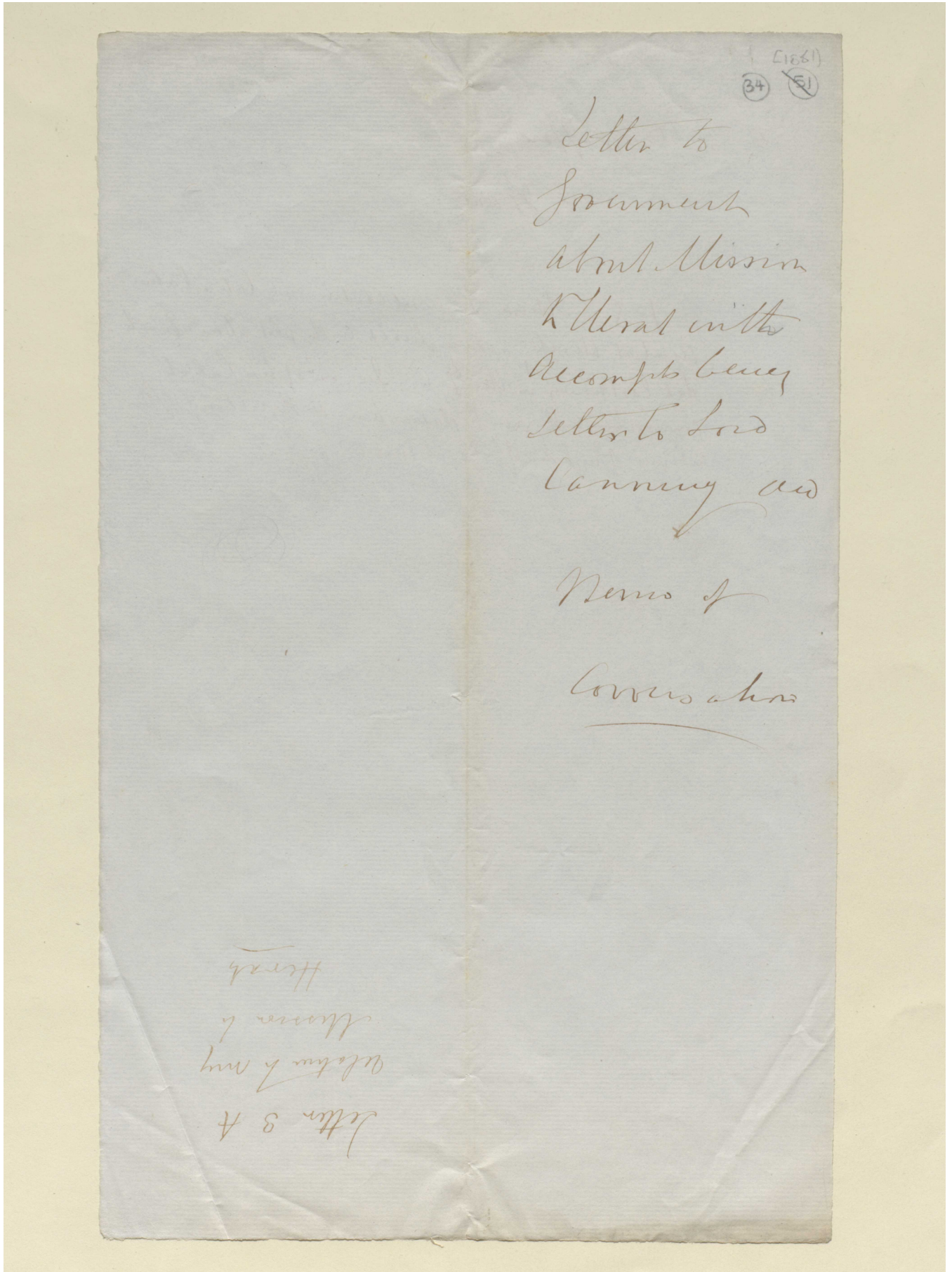
I wish your Sirdar and yourself all happiness and prosperity. I desire to be remembered to my old friend the Mehmandar and the Sirdar Kool  
(Commander in Chief)

29 July —

Letter from Lewis Pelly to His Highness Sirdar Sultan Ahmed Khan, Governor of Herat [33v] (4/4)



'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [34r] (1/24)



'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [34v] (2/24)

Foreign affairs

Have a

P.S. Mirza Tani not a Hindu one (ah. Nahan  
Agent at Herat, and implicated in the plot about referred to -  
died last evening in this town. In one of his Calcutta  
conversations with me he declared himself the victim of the  
intrigue of English officers at Herat. V.P.

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [35r] (3/24)

P. 35

our own Frontier. I assured his Lordship that throughout Central Asia, I could find no questioning our Military Power or our Diplomatic Ability - But that I feared the consistency and honesty of our Political proceedings were doubted.

I suggested that the Status quo at the time of the recent Crisis at Herat, and consequent Persian War, afforded a good and durable Territorial conclusion of Affairs which we might uphold. - That Status involved an Independent Territory of Herat including Furrak and Lash Lowkin; and touching in brief the Sistan Lake on the south and the Turcoman Desert on the North. So defined, Herat might be made the Switzerland of Asia. Partly Sheek and partly Coonee, Herat was fitted by her Superstitions to be a Buffer between Coonee Afghanistan and Sheek Persia; whereas if Sheek and Coonee associations found themselves in personal discussion; or if Persia and Afghanistan had a conterminous Frontier, there would always be

\* I see this comparison broadly and am aware that the analogy is defective in many of its particulars

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [35v] (4/24)

be irritation and probably at no distant date war. It further seemed to me that fortune had favoured us in throwing Sultan Ahmed Khan into the Musnud at Herat. For next to Doct. Mahomed Khan he was the most experienced and the ablest Afghan Statesman I had found; - wily if not personally brave; hating the Doct for family and political reasons; distrusting the Persians as Sheeks; and flattering the Shah simply because his Majesty had installed and still paid him. Entertaining so far as I could see into his character but one great aim in life, viz to establish himself on the Throne of Herat, and to understand by Herat not only that Valley; but Furrak of which the Doct had deprived it during the recent Crisis.

I further suggested to his Lordship that in so far as Herat was  
Concerned

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [36r] (5/24)

36 7/32  
concerned, the Sardars policy and ours might be nearly identical. The Fortress of Herat had been metaphorically but not perhaps correctly called "The Key of India" But the Territory of Herat bounded by Turcomania the Paroparusa, the Peitasa Lake and the Persian Frontier of Chagn and Khaff - Herat, that is, inclusive of the Quadrangle formed by the Strongholds, Furrak, Saush, Lowain, Anardhurrak, and Selyzer - Herat in short as it stood at the beginning of the recent crisis and as commonly recognized under the Suddolgy Princes, and under the Vuzeer Yar Mahomed - was a convenient neutral ground during peace, and would form a good outwork in War, if held by a friend, in behalf of India. - While on the other hand, Herat as above defined, in the hands of an Enemy would form a reliable strategic base for an Army coming from the Westward against India. Because an Army holding this position could provide  
And

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [36v] (6/24)

and recruit at leisure and could  
deboach on the Candahar road in  
the Bukun plain from two lines viz  
that via Herat proper; and that  
and Furrah - while a  
flanking body could pass round the  
south of the Lake and following the  
line of the Sulmund, deboach on the  
Candahar road at Chiriohtk

Again, Herat weakened of the  
Quadrangle might be turned and isolated  
by an enemy from the west debouching  
on that Quadrangle through Chanyee as before  
And this aggressive force would then not  
only have placed Herat in the air but would  
itself hold within the area of the Quadrangle  
a fine intermediate base - ample Corn  
Depots - plenty of water, the strongest Forts  
on the line - extensive horse pastures -  
exhaustless material for powder manu-  
facture - and unpreparable flanks on  
the one side of the Lake, on the other  
unpassable hills -

On the whole then it  
seemed

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [37r] (7/24)

(37) (D) (X)

seemed our policy to recognize Herat-  
in its largest and most commonly re-  
cognized limits - to Establish it by our  
continuance in peace and prosperity -  
to have it under an Ally whose selfish  
interests were bound up in ours and to  
depute there an experienced officer to  
watch proceedings, to give timely and reliable  
information to his Government. It would  
then be difficult for a Western Power  
to penetrate herself - as Persia has long  
been striving to do - into Seistan or the  
Quadrangle during peace; and it would  
involve violation of Neutral ground  
and demand considerable time and  
means for such a Power to occupy  
it in the event of war.

Finally, I submitted that as  
matters stood, and in so far as I  
could observe all was ready for a  
collision in Western Afghanistan. But  
that Sultan Ahmed Khan would endeavor  
to

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [37v] (8/24)

to restrain his less prudent Associates pending the arrival of His Lordships reply to the proposals contained in his letter. What the Surdar most desired and what seemed perhaps to afford the ready and only means of preventing coming dissension, was a Treaty of one Article, recognising the Independance of Herat, and expressive of good will towards its Ruler; but binding us to nothing that would be construed into an offensive or a defensive Alliance

As regarded our more immediate and general Policy along the North Western Frontier of our Indian Empire, I respectfully submitted the following suggestions

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [38r] (9/24)

36

My Dear Sir

Should obtain:

1<sup>st</sup> To concentrate our means and energies upon the Establishment of the Frontier itself as it lies below the mountains along the right bank of the Indus between Beharun & Khawak: neither encroaching or yielding one inch of Territory

2<sup>d</sup> That the measures carried into effect for this Establishment should be indeed defensive, but conceived and executed in the spirit of self-concern's strength founding for repose, never in the spirit of weakness seeking support or soliciting forbearance.

3<sup>d</sup> That our Policy amongst the Tribes above the Passes should be limited as a general rule to observation & good will. An acceptance of the status quo; on the manufacture of friendly feelings towards the Power actually in power. That our advice when solicited should tend towards settling and rendering permanent both Dynasties and Boundaries, and that our words and actions should be in words both and conciliating; to the end that while we obtained from unconquently maintaining ourselves in Afghan Affairs, we might in the contingency of aggression from the Westward find among the States above the Passes an inclination to repel the Intruders and rely on us as their Power to welcome the Intruders and aid them in attacking us.

4<sup>th</sup> Whenever we happen to find a servicable man in Power above the Passes to give emphasis and prohibit his relations with him of embodying them always however at his solicitation in the form of a treaty limited to terms of friendship.

As to Persia's pretensions to Sustain of Khorassan, if it was ever admitted that the Territory

Remarks on these points

Remarking on these points  
 The National Assembly of the States above the Passes should be limited as a general rule to observation & good will. An acceptance of the status quo; on the manufacture of friendly feelings towards the Power actually in power. That our advice when solicited should tend towards settling and rendering permanent both Dynasties and Boundaries, and that our words and actions should be in words both and conciliating; to the end that while we obtained from unconquently maintaining ourselves in Afghan Affairs, we might in the contingency of aggression from the Westward find among the States above the Passes an inclination to repel the Intruders and rely on us as their Power to welcome the Intruders and aid them in attacking us.

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [38v] (10/24)

Country historically included in Sistan or Khorassan  
was Persian - we might find Persia flanked by  
the Indian Ocean on the South up to Karachi, fronted  
by the Indian Valley & stretching towards the North on  
Cashmere: For during the Persian Period everything  
was Sistanian towards the South, & during the Epochs  
of Ghazni or Luristan everything was Khorassan from  
the Caspian Sea to Samarcand, Bukhara &  
Candahar. - As to Persia saying she wanted  
Herat simply as a fence against the Surcoman  
States - Sultan Ahmed Khan offered in 1869 to  
keep off the heels of the new subsidized. - Herat  
was no doubt valuable against the Seikhs & Surmukh  
& Saloor Surcomans as being on their flank and as  
possessing good cavalry. - But for the Surcomans  
of the Attock & Caspian generally Persia shd  
shoot Mullahs, lobes in the few Perses where aster  
is procurable. - Persia wanted Herat to protect  
the Territorial Vanity of the Shah - to guard the  
Proves of the Persian Arms - and because the Shah  
had considered that the hour when a great Rebellion  
was breaking out in India was a propitious one for  
seizing a position which nature intended for a great  
Capital in Southern Central Asia - which once was  
such a Capital, and would doubtless be so again, if  
a man of strong will, & knowing his tools should  
organize a few thousand men & make himself room  
on all sides. - Had seen Agra but I did not think  
the structures of Akbar & his Successors superior to those  
of the Family of Timur <sup>near Herat</sup> - Had travelled some twenty  
or more years with my eyes opened, but I knew only one  
centre where <sup>a man of substance</sup> could find at once the freedom, the  
material & the objects for the sudden construction of  
an overpowering Military Power: that centre was the  
country between Khaff, Merv & the Paropamisus & Sistan.

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [39r] (11/24)

(39) (4) (56)

Remarking on these four Maxims,  
I submitted that I did not fear any  
sudden attack on India. No Army of  
sufficient magnitude to invade our  
Indian Empire could come rolling on  
like one vast unbroken wave from  
the Caspian line to our Frontier  
From personal observation and experience  
of the want of water and supplies  
along the entire length of this line  
to the Bolan and thence down the  
Beluche Territory to the Gwan, I was con-  
vinced that an army would be lost if it  
attempted such an enterprise. But if a  
western power occupied the Furrak Quadrangle  
supplies could be collected there. The  
fact of occupation and hope of renewed  
plunder in India would turn every man  
between Meshed and Candahar into  
a temporary soldier or marauder and  
it might then become absolutely necessary  
for us to advance beyond our Frontier  
(which God forbid) and occupy  
Candahar

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [39v] (12/24)

Candahar and the line of the Helmand  
at Ghirishk. As to Persias pretensions  
to Seistan and Khorasan - if it were  
once admitted that a territory historically  
included in Seistan or Khorasan were  
Persian - we might find Persia flanked  
by the Indian Ocean up to Karachi  
on the south; fronted by the Indus Valley;  
and abutting on Cashmere towards the  
North. For during the Roostem  
period every in the Seistan direction  
was fabled Seistan and during the  
dynasties of Sughar or Simour or Nader  
everything was Khorasanic from the  
Caspian Gates to Samarkand Buduk-  
shan and Candahar.

It seemed the part of an  
Antiquarian rather than of a practical  
Politician to search the poems of Ferdusi  
and stones of ancient kings for the  
ownership of a province which was  
or recently had been independent -  
under its native Chiefs; and which  
it

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [40r] (13/24)

It concerned us should still remain  
so

As to Persia pretending that she wanted Herat simply as a fence against the Turcoman Hordes. Sultan Ahmed Khan offered in 1850 to ward the frontier of Persia against the Tekkie Turcomans, if he were reimbursed for his charge. Herat was doubtless valuable against the Tekkie, Baluch, and Sarookh Turcomans, as being on their flank and as possessing good Cavalry. But for the Turcomans of Ettruck and Caspian generally Persia could not be aided by Herat. Her resource along that northern frontier lay in in Planting Military Colonies to command the few passes where water is procurable.

Persia <sup>wanted</sup> invited Herat  
to

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [40v] (14/24)

to gratify the Territorial vanity  
of the Shah to vaunt the prowess  
of the Persian arms and because  
the Shah's government considered  
that the hour when a vast Rebellion  
was about to break out in India was  
a propitious one for securing a position  
which nature indicated as the site  
of a Capital in Southern Central Asia—  
which once was such a Capital  
and which might again become so,  
if a man of Character knowing how to  
use his tools should organize a few  
thousands ready to hand, and make  
himself room on all <sup>sides</sup> ~~sides~~. I knew  
but one zone where a man of strong will  
could find at once the freedom, the material  
and the objects for the sudden creation  
of an imposing Military Power, that  
zone was the region which I had already  
defined as Herat: and South Lowan and the  
Herat Fortress were its two points of appen

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [41r] (15/24)

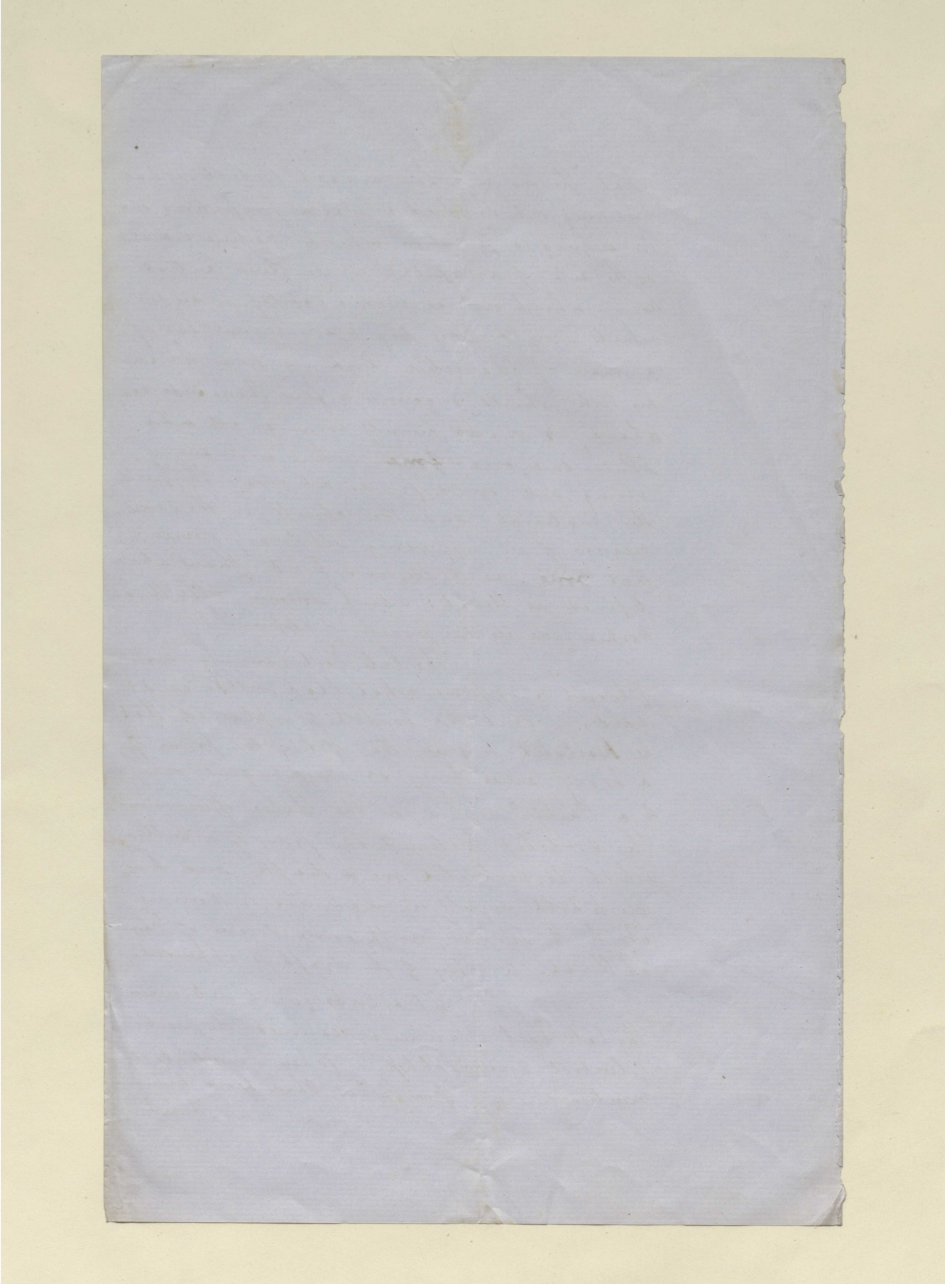
(41) (56)

That the hour when a vast Rebellion was breaking out in India, was a propitious one for seizing a position which Nature indicated as the site of a Capital in Southern Central Asia - which one was such a Capital - and which might any day again become so, if a man of character, knowing how to use his tools, should organise a few thousand men to hand, & make himself strong on all sides. - I knew but one *zone* where a man of strong will could find at once, the freedom, the material, and the objects for the sudden creation of an imposing Military Power: that *zone* was the Region which I have above defined as Herat: Saush Suwar, & the Herat Fortress were its two points of appui. -

The late Earl Canning was pleased to approve what I had written and said. - But His Lordship explained that he hesitated to give the Policy the form of a treaty, since doing so might give rise to a Party Question in the House of Commons. His Lordship preferred the form of a letter which he instructed me to draft, and desired me to hold myself in readiness to convey it to the Sardar, with some degree of show at Herat: A copy of the draft is appended. -

At a subsequent interview the late Earl Canning resumed the question of Central Asian Policy. - When I incidentally mentioned that, from what I had heard between  
Tehran

**'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [41v] (16/24)**



'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [42r] (17/24)

Memo: for interview with Lord Canning. —

The question of the Herat treaty — the provisions thereof — conclusions — policy in harmony with that now initiated by His L. in regard to Native States — and which policy may prove the salvation of our self on some future occasion.

Explanations be required in England, and there be no immediate work for me here I would go home.

Case of Mirza Kasi Lal Khan what to be done with him. — his Letter —

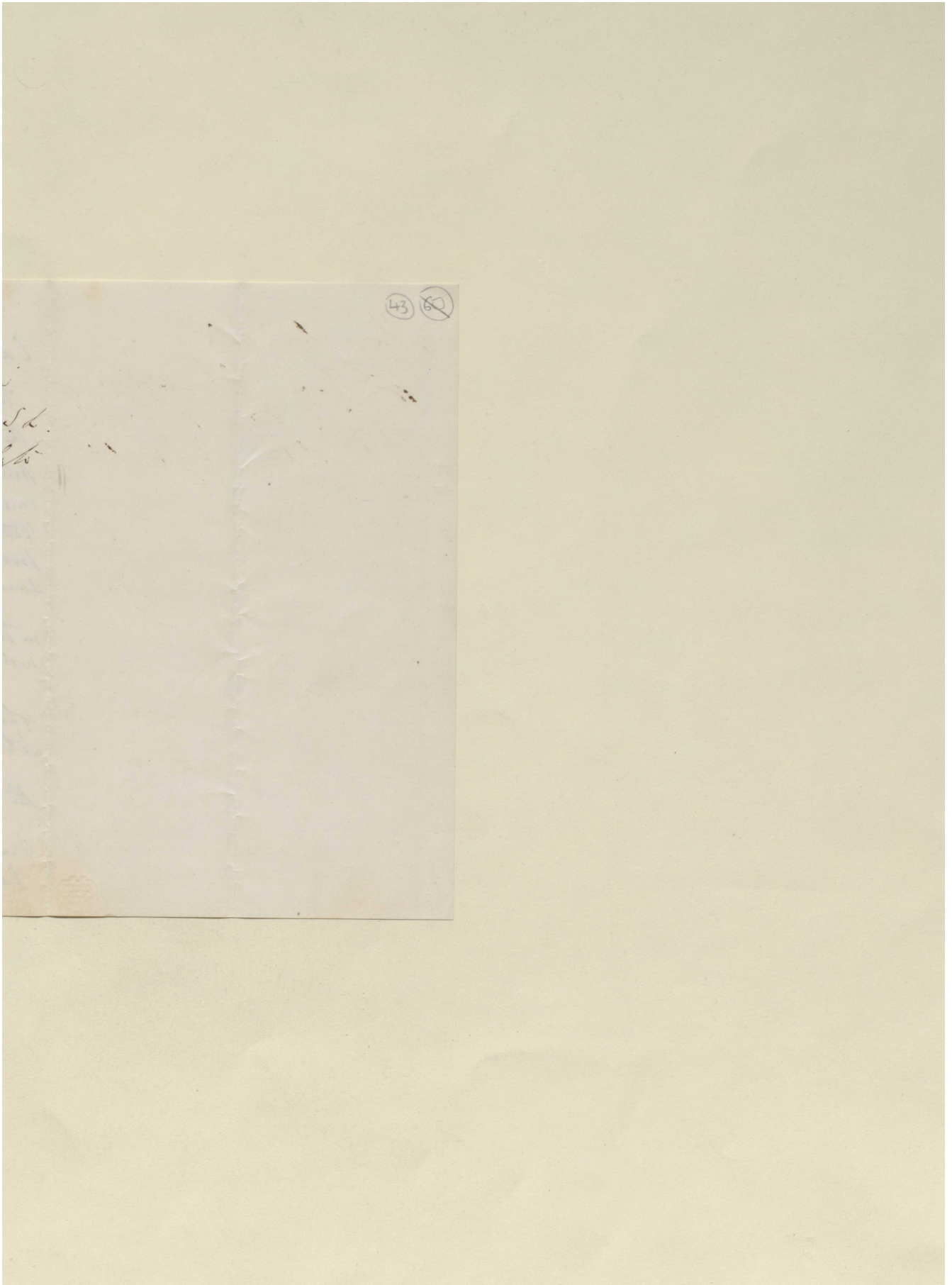
Persons missed in Herat the Jews. —

W<sup>th</sup> His Lordship wishes me to report off on my journey from Herat onwards. —

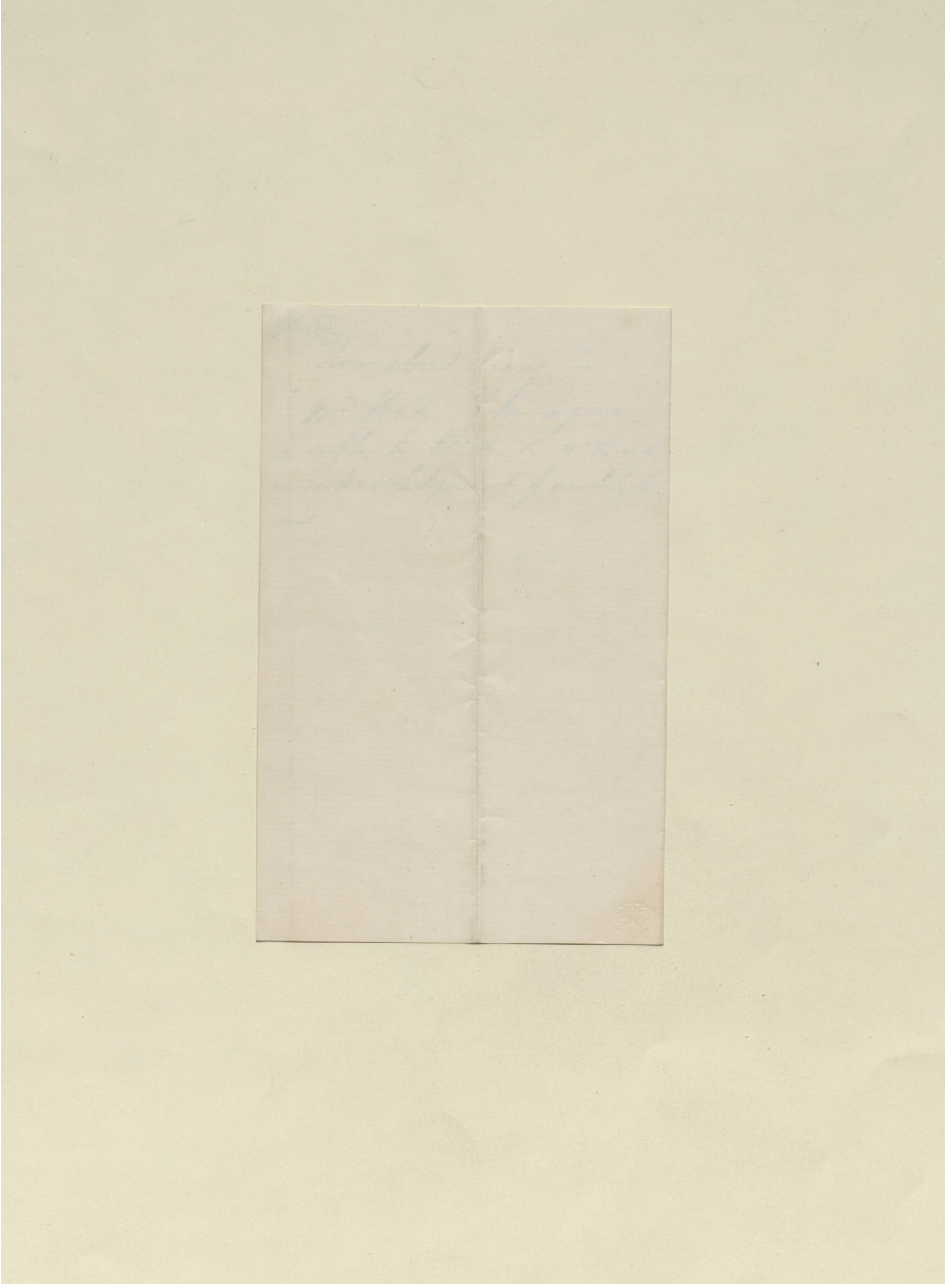
'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [42v] (18/24)

Now about salary —  
to the L. & Co. by me  
a note to Mr. A. K. & Mr. S. K.  
in acknowledgment of what they  
me.

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [43r] (19/24)



'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [43v] (20/24)



'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [44r] (21/24)

No 3 A.

Chaguduck, near Bushkie - 25<sup>th</sup> January  
1863. ✓

Sir,

I have the honor to transmit a Packet of despatches <sup>about the same subject as</sup> forwarded to me under flying seal by Mr Eastwick, Charge d'Affaires at Larkana.

No 13 of  
December 31<sup>st</sup>  
1862.

Mr Eastwick's letter now noted encloses a translate of a letter received by him from the Sirdar <sup>(Sardar)</sup> Sultan Ahmed Khan of Herat, relative to my Mission in 1860, to that place, and to my subsequent passage through Afghanistan and the Belooch Territory to Karachi.

As Sultan Ahmed Khan alludes to a letter addressed from him, and as his letter further seems to imply disappointment at the result of my <sup>conduct of the</sup> ~~conduct of the~~ <sup>conduct of the</sup> Mission, and the cause and tenor of it, it may duty, to recount briefly the origin and result of the Mission, and the cause and tenor of it to the Sirdar.

In the autumn of 1859, the Right Honourable Sir Charles Wood informed me that Her Majesty had been pleased to appoint me to act as Secretary of Legation at <sup>in Herat</sup> Larkana. On my arrival at my post the Minister Sir Henry Rawlinson informed me that he proposed to intrust me with a special mission under instructions from Sir Charles Wood to Herat. Shortly afterwards Sir A Rawlinson retired, leaving me in charge of

To The Chief Secretary Government  
Bombay.

'Letter to Government about Mission to Herat with accompaniments being letter to Lord Canning and Memo of Conversation' [44v] (22/24)

of Affairs. But on Mr. Harris's arrival as  
 Minister, I was informed that my services  
 under the <sup>British</sup> ~~British~~ <sup>Government</sup> ~~Government~~ were not required any  
 longer, <sup>therefore</sup> I was directed to proceed on the  
 proposed mission to Herat, & thence proceed to  
 India, through Afghanistan. — <sup>Y was told that I was not</sup>

The progress of my journey, & <sup>the</sup> ~~the~~ <sup>circumstances</sup> ~~circumstances~~  
 my views <sup>on</sup> ~~on~~ <sup>regarding</sup> ~~regarding~~ <sup>political</sup> ~~political~~  
 affairs at Herat & other places in Central Asia,  
 were submitted to the late Earl Canning in a  
 series of <sup>papers</sup> ~~papers~~ dated during September and October  
 1860: <sup>more</sup> ~~more~~ <sup>particularly</sup> ~~particularly <sup>as regards Herat in a</sup>  
~~dispatch dated Herat 27th October 1860. to 16~~  
 M Herat~~

After reaching the Kelosche  
 Frontier, I submitted to the late Earl Canning  
 a further semi official letter dated Mustang  
 12<sup>th</sup> December 1860 — a copy of that letter is also  
 appended. — <sup>Dukam</sup>

On arrival at Calcutta early  
 in February 1861, I respectfully repeated to  
 the late Earl Canning, what I had in fact already  
 submitted in writing. — I submitted my <sup>views</sup> ~~views~~  
<sup>on</sup> ~~on~~ <sup>our</sup> ~~our~~ <sup>policy</sup> ~~policy~~ in <sup>Central</sup> ~~Central~~ <sup>Asia</sup> ~~Asia~~ was that of steady  
 Conservatism; neither aggressing <sup>nor</sup> ~~nor~~ <sup>nor</sup> ~~nor~~ <sup>countenancing</sup> ~~countenancing~~  
 aggression. — To give stability to <sup>our</sup> ~~our~~ <sup>policy</sup> ~~policy~~ — to maintain  
 respect for Boundaries — to encourage agriculture & trade —  
 to accustom the warring tribes to peace & to <sup>the</sup> ~~the~~ <sup>change</sup> ~~change of  
 Sovereign Power without Revolution — to bind the whole weight  
 of <sup>our</sup> ~~our~~ <sup>dominant</sup> ~~dominant <sup>influence</sup> ~~influence in the East in <sup>the</sup> ~~the~~ <sup>direction</sup> ~~direction of this, and  
 seemed to me <sup>our</sup> ~~our~~ <sup>policy</sup> ~~policy~~. But not <sup>to</sup> ~~to~~ <sup>multiply</sup> ~~multiply  
 by any means to advance one inch beyond <sup>our</sup> ~~our~~ <sup>own</sup> ~~own~~ <sup>frontier</sup> ~~frontier~~.~~~~~~~~~~

~~Regarding that~~ <sup>It seemed to me</sup> ~~It seemed to me~~ <sup>that the</sup> ~~that the <sup>status</sup> ~~status <sup>quo</sup> ~~quo  
 at the time of the recent crisis at Herat  
 and consequent Persian War, afforded a good and sound  
 position which we might accept & steadily uphold.  
 That status involved an Independent Territory of  
 Herat including Herat & Larsh Loran, & touching  
 in brief the Siistan Lake on the South, & the Turcoman~~~~~~

I am sure that the progress of the war has been  
 such as to show that the British Government  
 has been successful in its policy of Herat & of our  
 policy in Central Asia. I am sure that the  
 British Government has been successful in its  
 policy of Herat & of our policy in Central Asia.





APRIL 19, 1866.]

THE FRIEND OF INDIA.

467

barrister of the Temple has published a pamphlet about Captain Burton, accusing him of having embezzled the money which he received for the sale of a Brig at Fernando Po. The owner died and Burton sold the vessel. For two years the agents heard not a word as to what had become of the vessel. Burton would not answer any letters, then they applied to the Foreign Office. Burton gave evasive replies until he got to Brazil, whence he wrote saying he had spent all the money (£280), and that they still owed him £320 for articles supplied to the crew. His bill is published *in extenso* and it is a curiosity. Burton appears to have kept a general store. The bill begins—

To one bottle brandy, 4s. 2d.  
To tin sardines, 1s. 2d.  
To 20 lbs. rice, 4s. 6d.  
and so on. The agents are going to sue Burton in a civil court, and he will have to come home.

J. AUGUSTUS GRANT,  
4th Goorkhas.

MILITARY LETTER

RUSSIA AND CENTRAL ASIA.—II.

(BY A TRAVELLER.)

IN considering Russia in the East there are two parties always to be kept in view—the old reactionary Russian party, whose motto is aggression and intervention in European affairs, God above, the Czar below; and the new liberal party who had a hard struggle in carrying out emancipation, which they could only effect by the influence of the Czar, as the majority of the Council of the Empire voted against the measure. With the former party no Englishman ought to have any sympathy. But with the latter all ought to feel, as their programme is—liberal institutions at home, peace and commerce abroad.

There are three measures lately passed in Russia which indicate the slow but sure progress of the liberal party. A reduction has been made in the army of 340,000 men. In 1864 it amounted to 1,135,000 infantry and 96,000 cavalry; now it stands at 805,000 infantry and 75,000 cavalry. The military budget was in 1864 £25,000,000 sterling, it is now £19,000,000 sterling. On the other hand the Education grant has received a great augmentation, amounting to £2,500,000 sterling. It stands in proportion to the entire budget of £63,000,000 sterling at 30 per 1,000, while in France it is 11 per 1,000, and in Prussia 14 per 1000, though the proportion of pupils to the population in Russia is only 2 per cent.; in France it is 12½ per cent. and in Prussia 16½ per cent. The third measure came into operation last January which makes a great reduction on the postage of journals and letters abroad.

The Russian liberals feel that the development of trade with Asia is of great consequence for Russia, and particularly in the direction of Central Asia, where the manufacturing industry of Russia can find a vent and from which she herself can be supplied with cotton, minerals, &c. Her position on the Oxus gives her a secure position for trade. The important question for us here is—is it to be regarded as a menace to India? As to any move on India with armies, Russia never measured herself but once against England and the effects of that in the Crimean War the present generation will never forget. The Russians know well the indomitable pluck the English displayed during the mutiny against fearful odds, and they admire them for it. They know therefore that any active designs against India would call out all the energy of the British empire in defence, and would inflict great damage on the real danger is the

in India stirring up the embers of disaffection. The limit assigned to a letter like this will not allow treating this subject in full, but the following points deserve consideration.

Would not the nearness of frontiers be an advantage in this respect, that both parties would become better acquainted with each other and consequently misunderstandings might be removed? As matters are now, both parties are in the hands of mercenary native agents, spies who have a great temptation to get up sensation reports to magnify and distort statements. Already we see the evil effects of this in the absurd rumours which have been brought by some of these native agents, men who know nothing of international policy, but who take up the bazar "gup." The only way to meet this is by having consuls in Central Asia who will furnish reports on their own responsibility, but that cannot be done until Central Asia is more settled. With such rulers as there are in Bokhara and Kokand, no agents of any kind would be safe, they might now be flayed alive. The reports of these native agents get into the native papers in India and *mislead very much*. Next to having responsible agents the best thing to meet *intrigue* would be by information. The natives are grossly ignorant regarding Russia—they fancy for instance, because she is a power with immense territory that she is therefore strong, though in Siberia she has only a population of three millions. They have no idea of the weakness of her financial condition, of her feebleness in an aggressive war against a power like England and of the many causes which must make a pacific policy her interest for many years. With them it is *omne ignotum pro magifico*. The sooner the bugbear of the immense aggressive power of Russia is dispelled the better for the interests of India. The Indian authorities ought not to be indifferent to this. If false reports and incorrect information are constantly circulated *without contradiction* people somehow come to believe them. A common error among the Muhammadans for instance is that Russia would prop up the Moslem power. The Bokhara people will soon find their mistake in this, but the simplest acquaintance with Russian history would show, that ever since the day when Russia drove the Tartars out of Moscow the career of Russia has been invariably one of antagonism to the Moslems. The same doom impends over the Mussulman power in Central Asia at the hands of Russia as awaited the Algerines from the French.

The Russians are on the Oxus, and while no statesman would propose an intervention such as the unfortunate Cabul one—yet may not the steps they are taking to secure a good military position there, be in the end subservient to the interests of England, who, secure behind the barriers of the Himalayas, can calmly look out on the waves of discord rolling on in Afghanistan. Russia will have to spend large sums of money on those turbulent races of Central Asia, and when after a long struggle she has tranquillised them may she not be only preparing the way at her own heavy expense for English trade in Central Asia, opening out the Oxus to our merchants, and making a channel for civilization and Christianity to flow through High Asia, she having to pay the costs while we reap the fruits? While theirs is the outlay ours may be the profit. Her armies may be the pioneers to level the last bastions of Moslem pride in Asia.

You lately stated the important fact—"The carrying trade of Russia seems to be in the hands chiefly of foreigners. Last year of 2,022 vessels which arrived at St. Petersburg only 97 were under the Russian flag, the remainder belonging to 17 other nations, among them being 1,068 British. Last year 9 Russian and 6 English vessels sailed from Cronstadt to the Amoor." I myself

Crimean war English merchants and agents met with no molestation but were treated as friends. Michell in his valuable work, "The Russians in Central Asia," confirms this view. He writes:—"The security and development of the Russian trade in Central Asia must eventually benefit England. Bokhara at present supplies Russia with cotton, dried fruit and other goods, and imports their value from Russia, half in hardware, wooden boxes and coarse prints and half in specie. That specie is all that the Central Asiatics have to offer in return for English manufactured goods, which they highly esteem, but which they cannot buy with their inferior products. As prosperity coming in the wake of tranquillity becomes more general in the plains of Turkestan, so will the demand for English manufactures, and the means of purchasing them, now almost absent, become available." Trade is a pacifier and makes nations better acquainted. Russians and English work together in harmony at Pekin, they co-operate in the settlement of the difficulties in Greece. An eminent English statesman well acquainted with Russia has asked the question:—"The English and Russian empires, from the inevitable force of circumstances and their unavoidable expansion, must approach on the frontiers of India, why should not their respective subjects meet as friends?" Grant Duff M. P., one of the leading liberals of England, in an able article in the 81st number of the *North British Review* entitled "Russia under Alexander II.," puts forward the following proposition well deserving attention:—"The Governments of England and Russia ought to be not rivals but a support to each other in Asia. Neither of us can hurt the other seriously except by exciting insurrection among our respective subjects or stimulating the hostility of the tribes contumacious to our borders. Such a policy must react against the power that uses it for against both the cry of religion in danger and the cry for independence could easily be raised." By the principle of "unavoidable expansion" we are come to be neighbours. Both India and Russia require to husband their resources for the development of trade, education and civilization, and not without any benefit to squander them in thwarting each other. In one field we can contend, and the sooner the better—in pushing forward trade in Central Asia. We English are here in India as the guardians of civilization and order. Our field is wide enough—one-fifth the human race is under our control—and while we adopt every proper measure for the security of our Empire, may not Central Asia be left as the field in which the more enterprising and civilized will in the long run be the winner?

LONDON LETTER.

LONDON, March 18.

THE Reform Bill has been very coldly received. It has been throughout the week the single topic of conversation, and even now it is difficult to understand which way public opinion tends. The papers are for once useless as indicators. The *Times* dislikes the Bill, but then the *Times*, upon points, reflects Mr. Lowe. The liberal dailies support it, but reluctantly, and the liberal weeklies, which are more independent both of parties and of non-electors, are openly opposed. I do not think the provisions of the bill in themselves excite much hostility, but there is a general feeling that they furnish no grounds for a settlement, and a general annoyance that no settlement should have been secured. The Tories intend to avail themselves of this latent irritation, and have decided to meet the second reading of the Bill on 12th April and to amend to the effect that, "in the

question." They believe that although in a minority they will be joined by fourteen or fifteen discontented persons who, like Mr. Lowe, want office and dread democracy, and that forty or fifty more liberals, county members, crotchety members, and excessively rich men who have no fear for their seats, will stay away from the division. In that case they will win, and the Government will be superseded either by a Tory Ministry, or by Mr. Gladstone. I am informed that the former is the more probable, Mr. Gladstone thinking that the Liberals need a year or two of opposition to brace their minds, and feeling that there is no other way of getting rid of old men who now load down the party. He must go into dock to get rid of the barnacles. On the other hand, should the Tories fail they will fight the bill in Committee inch by inch, and try to make it conservative by either raising or lowering the county franchise, and by contending for £5 as the borough limit. The action of the Lords need not be very gravely considered. If the bill passes the Lower House by a majority of more than ten they will accept it, and if not, not. Individually my impression is that the bill will not pass, but the members of the Government seem confident, and there is a whisper that a section of the Tories will refuse to follow Mr. Disraeli, arguing that if this bill is thrown out there is no more dangerous one. Nearly a month however has still to elapse, and within that month fifty things may happen—Earl Russell may die, or King William of Prussia may have made up his mind to war, or the Fishery question in Canada may have produced such heart-burnings as to make war imminent with America. In any of these cases the bill will drop, and indeed as its opponents are enthusiastic and its friends lukewarm almost any accident will be sufficient.

Supposing the bill to pass without the Savings Bank clause, which was doomed from the first night, its effect will probably be considerable. The workmen gain the control of about 130 seats, and though they may not all pull together they certainly will elect none but the strongest liberals. The counties too will be decidedly liberalized. The new constituency will be composed almost exclusively of small occupiers, villa residents, professional men and upper tradesmen, and in many counties the unrepresented boroughs will be masters of the field. The six metropolitan counties, Lancashire, Warwickshire, Somersetshire, and every county in which there are places like Tunbridge Wells, will return liberals, and in the next Parliament the Tories as a party will probably be extinct. Of course a new Conservative party will form itself pretty rapidly, but as yet its bases are imperceptible, and indeed they must in any case depend greatly upon the action of the liberals. There may be a cry for direct taxation, or for the abolition of primogeniture, or for great ecclesiastical changes, or for radical reform in Ireland, or for a spirited foreign policy, but no politician will venture to say that he sees the precise point upon which the struggle will turn. All he is sure of is that it will not be the "sacredness" of property, on which the lower class is very nearly as bigoted as the upper, except when deluded by the theory that realized wealth ought to support the entire burden of the State. An *impôt progressif* is possible in England but not a compulsory subdivision. A latent feeling that changes under any suffrage will be very gradual influences all parties, and helps to produce the languor observed in all reform debates. Mr. Lowe, to be sure, talked as if England were an egg set up on its end to be knocked over by the first breath of wind, but people see that this is absurd, and ask why if people were so well

It is said that in the event of the Tories obtaining power Mr. Disraeli will be created a peer, Viscount Hughenden, and sent as Ambassador to Paris, a post he would fill well. A large section of his own party dislike him excessively, and he has two permanent disqualifications for his post as leader of the Conservative opposition. He is absolutely without inventiveness as witness his India Bill, and he is perpetually trying small dodges to secure temporary ends, now coquetting with Mr. Bright, now conciliating ultramontanes, and again making absurd bids for the support of the clergy, acting in fact as if he thought policy a means to votes and not votes a means to secure a policy. Many Tories, perhaps a majority, believe that unless Mr. Disraeli can be shelved it is useless to struggle for power, and in such cases a statesman however powerful must sometimes obey the party mandate.

It seems clear that the Reform Bill is Earl Russell's. Mr. Gladstone in introducing it made a speech absolutely without reference to principles of any kind, devoted himself to details and treated these details too much in the style of the minor chapters in a budget. He left the impression that he did not like the bill, and was simply acting as the mouthpiece of a Cabinet which had arrived at the bill by a process of exhaustion, rejecting every suggestion as it came till the absolute necessity of doing something made them fight upon seven pounds in the boroughs, and double that figure for the counties. No other member of the Government has yet spoken except Mr. Villiers who simply rapped at Mr. Lowe. Mr. Goschen was to have spoken but did not, and Sir George Grey who really understands the question did not open his mouth. The debate therefore was on the whole poor, but both sides will gather up their loins for the contest on 12th April, and we shall probably have some sharp encounters.

A good deal of apprehension is entertained here as to the position of affairs in Central Europe. The Prussian Government having dismissed its Parliament must have the Duchies to compensate its people, and has told Austria so. The Kaiser does not oppose, but as Holstein is his, he demands territorial compensation. Thereupon Count von Bismark threatens war under the belief that Austria will immediately retire, but the menace wounds the pride of the Hapsburgs, and the Kaiser quietly calls a conference of Marshals to decide on plans of defence should the Prussians begin to move. The Count would go farther and fight, but the king feels the war would be general and hesitates, and there the matter stands. A very slight step forward on either side would now lead to blows, but it is just possible that step may not be taken, Prussia fearing lest the result should be the final loss of her trans-Rhenan possessions. If war broke out Napoleon would join the weaker with the frontier of the Rhine as payment for his assistance. Individually I cannot believe in actual hostilities, but the Hapsburgs are not squeezable people, and Count von Bismark squeezes very hard.

The news from America is curious. To judge by appearances the President has won, the South will be re-admitted, and society there will be rebuilt upon the basis of serfage. I have never however judged American politics by external appearances, and my own conviction is that the apparent popularity of the President is a delusion, that the freeholders who in the long run govern the Union will not endorse his action, that the South will be kept out sternly, and that if admitted there will be another struggle, probably upon the question of paying the debt, which will produce another civil war. The North must win whether the struggle is at the polls or in the field and will then end the question finally. The negro race either

as Hayti and Cuba could hold them all, but Florida, which is hardly culturable by white men, may be added to be governed by a white governor or as a territory. The popular impression in India, that the South cannot be cultivated by white labour, is a delusion arising from our ignorance as to the capacities of an acclimatized white race, and the cruelty of expulsion will unfortunately not strike the Americans, who though a kindly people seem more affected by antipathies of colour than any race except the Chinese. This is the far future, but on the immediate future no opinion can be worth anything. My own is that the South will not be admitted unless it agrees that the unfranchised population shall not count in deciding the number of representatives, and that the struggle between the President and Congress will last till the next elections, (November) when the freeholders will issue their final decree.

MILITARY LETTER.

LONDON, March 19.

AFTER much agitation the Military authorities have come to the resolution of not confining the distribution of the unattached Lieutenant-Colonels and majority which the Reductions will place at their disposal to the regiments now on the home establishment, in which it is necessary to strike off two Companies. These promotions are for the Infantry generally, and they will be offered to the Senior Majors and Captains until they are all taken up. This is a wise course, although no doubt it will give some additional trouble at the Horse Guards and will probably delay the promotions themselves owing to the necessity of communicating with officers at a distance. But the injustice of giving a Major or Captain a step of rank merely because his regiment happens to be at home, was too manifest to allow the first arrangement to stand. As at present fixed, I believe the plan to be adopted will be this. The oldest Major serving with a regiment will be offered an unattached Lieutenant-Colonelcy; if he accepts it the Senior Captain of the Army will be put into his majority. Should that Captain belong to a reducible regiment at home the eleventh Captain (the first liable to half-pay) will fall into his place; should he on the other hand belong to a regiment abroad, with the establishment or which it is not intended to interfere, his Company will be filled by the transfer thereto of a junior Captain from a regiment about to be reduced. When the 30 Senior Line Captains have thus been given the majorities left vacant by the promotion of 30 Majors to Lieutenant-Colonelcies, the next 30 will be offered the minor advantage of unattached majorities, and when these are accepted 60 of the supernumerary Captains will have been provided for either in their own or in some other regiments. The remaining 22, as I have already informed you, will be kept on until, first a death takes place among those senior to him, or second a full pay or half pay retirement, or third two retirements of Captains or senior officers by the sale of their Commissions. In this last case, that is to say when the next Captain but one sends in his papers, the Government will give him his £1,800, or such portion of it as he may be entitled to from service and purchase combined out of the reserve fund. No promotion will take place, and the redundant Captain will fall into his place on the list. Of course the Government will pay a usual extra

this fact will make officers intending retirement less likely to oblige them. But officers in this position, unless they can afford to be very patient in the way of holding on, are at the mercy of the authorities. An exchange is not likely to be available, for men do not like to come in as supernumeraries with their names in italics at the bottom of the list. So it will be with the superabundant Lieutenants. They will remain on until a retirement in their own rank takes place, when the retiring Lieutenant being paid out of the reserve fund, and no Ensign being promoted in this rank, the extra payment or rather the want of it is not so likely to cause delay, as few men enter the service who are not prepared to experience such a loss as the £100 or £150 generally given beyond the regulation price for a lieutenancy.

The novelty in the Military world during the last few days has been the Queen's visit to Aldershot. She drove in an open carriage from Windsor on one of the coldest East-windy days we have experienced this year, and before she got back to the castle she must have gone over 50 miles of ground. She looked very well, was in high spirits and most affable to the staff. There were a smaller number of troops to show her than has been collected at Aldershot for several years. The 14th Hussars had gone off to Hounslow a week before and the 31st to Portsmouth on the previous day only. Consequently besides the artillery and—I beg pardon—the Military Train, the only regiments on the ground were the 3d and 8th Hussars, and the 13th, 17th, 62d, 63d, 69th and 71st. This was one Cavalry and three Infantry regiments below even the usual winter strength. However, in a few weeks the Camp will begin to fill rapidly. The 17th Lancers reinforce the Cavalry Brigade this week, and the 16th Hussars will follow about the end of next month. The 81st move up from Portsmouth to-day, the 66th will change from Devonport as soon as the 70th from New Zealand make their number. The 89th and 48th from Shorncliffe will follow before long, although I know not by what regiments they are to be relieved—not, it is to be supposed, the 40th, 43rd or 68th from New Zealand. Possibly the 80th or 1st Battalion-18th from India may succeed them in that lesser and less disagreeable camp. The regiments arrived or immediately expected from foreign service are to be quartered as follows—41th at Dover, 54th and 66th at Gosport and Portsmouth, 70th at Devonport and 72nd at Edinburgh. The men of the last named regiment are said to be suffering much from the cold in Edinburgh Castle.

It is quite settled at the Quarter-Master General's Office that no Indian Reliefs will be sent on from the Colonies next year, and thus the contemplated move of the 2-25th from Ceylon is abandoned. The following battalions are warned to be ready for embarkation in July—the 2nd Battalion Royals, 1st Battalion 2nd Queen's, 1st Battalion 3rd Buffs, 1st Battalion 5th Fusiliers, and 37th Regiment. The order has come by surprise upon the last named corps which had looked forward with certainty to a stay at home till 1867.

Since my last the death of a well known Indian General has been announced. Lieutenant-General Archibald Brown Dyce has died at Southampton in the 66th year of his age. The deceased served in 1822 with the force sent to Gherratty. In 1824 he served in the Burmese war as Brigade-Major to the 5th Madras Brigade with the column under Brigadier-General Morrison in Arracan. He commanded the 6th Madras Native Infantry, with the field force employed in Goomsoor, in 1837. He commanded the Chicaole Light Infantry with the force under Major-General Wilson at Adoni in 1838, and was selected to command the field force under the special orders of the Political Commissary, Nawab of Kurnool

action at Shorapore 18th October, 1839, and was thanked by the Government, and was presented by the officers of that corps with the sword of the captured Nawab. He also held the command of the 14th Madras Native Infantry in China in 1842. In 1847, in consequence of the rebellion in Goomsoor, he was selected to command the Northern Division, with the rank of Brigadier-General, and vested with full political authority in the disturbed districts; and, on the suppression of the outbreak, received the thanks of the Government. By his death, the following Army promotions will take place. Major-General C. R. Bowers to have the rank of Lieutenant-General; Major-General Sir Robert Garrett, K. C. B., Colonel of the 43rd Light Infantry, to be Lieutenant-General on the establishment; Colonel J. R. Brunker, Inspecting Field-Officer at Bristol, to be Major-General; Major Philip Dickson, half pay Royal Artillery, to be Lieutenant-Colonel; and Captain Augustus Davies, 74th Highlanders, to be Major in the Army. Sir R. Garrett's promotion to the rank of Lieutenant-General will not cause him to vacate the command of the South Eastern District until probably early in 1867. The Coloneley of the 105th Regiment, vacant by the death of Lieutenant-General Dyce, will be filled by Major-General G. Malcolm, C. B.

Colonel the Hon. F. Colborne, C. B., has been appointed Assistant Adjutant-General at Edinburgh, in succession to Colonel Egerton, transferred to the Horse Guards.

A pension of £100 a year, for "distinguished service," has been conferred upon each of the following officers of the late Indian Royal Artillery, viz:—Major-Genl. George Campbell and Major-Genl. J. Fordyce, Colonel J. Abbott, Colonel F. Turner, C. B., Col. H. Tombs, V. C., C. B., Col. J. Brind, C. B., Col. A. Huyshe, and Col. E. B. Johnson, C. B., late Bengal Artillery; Major-Genl. G. Balfour, C. B., Col. E. Brice, C. B., Col. W. A. Orr, C. B., and Lieut.-Col. R. W. McIntyre, C. B., late Madras Artillery.

WEEKLY EPITOME OF NEWS.

THURSDAY, APRIL 12.

— Nagpore is now only 36 hours from Bombay by contractor's train as far as Budnaira and the regular train thereafter. The contractor's engine runs to the new Wurdah civil station 20 miles beyond the Wurdah river and just 50 from Nagpore. Before the end of the year the line will be complete to Nagpore, when it ought to be continued 5 miles to Kamptee.

— Colonel Goldsmid, head of the Persian Telegraph Department, who succeeded Colonel P. Stewart, with Major Murdoch Smith of the Royal Engineers, also employed in the Department, are now in Calcutta. They made a very rapid march from Tehran to the coast, through a new country. Major M. Smith is the author of the Antiquities of Cyrene. Colonel Goldsmid has been enquiring into the working of the Telegraph in the experience of the Banks and Merchants.

— From 5th to 7th February last an Agricultural Exhibition was held in Comilla, the Civil station of Tipperah. It seems, from the official report, to have been of an almost microscopic character, but it brought out one or two curious facts as to the people. They think that the object of these exhibitions is to ascertain their ability to pay new taxes. Believing that rarity and not general usefulness was required in the articles sent, they wished to exhibit abnormally formed children and cattle. They had the impression that their property would not be returned, and there was a rumour that Hindoos and Mahomedans were to be made to sit down to a *bara khana* together. The exhibition itself was sufficient to dissipate many of these delusions. The

— The *Bangkok Recorder* publishes the latest news from Mr. Thomson and his party who set out on 17th January for Ongeor and the vast ruins described by Henri Mouhot. They had been twelve days out and had accomplished half their journey. They had generally to sleep in the forests in which tigers abound.

— The King of Siam lately invited several of the European residents to the funeral ceremonies of the sister of his minister. After distributing bundles of yellow robes to twelve Buddhist priests His Majesty applied a wax candle to the pile on which the remains lay. In less than half an hour there was nothing left of the body but ashes and a few of the charred bones for preservation. As usual the funeral ceremonies were attended with theatrical performances both in Siamese and Chinese. There was also the sport of throwing to the masses limes, containing each a small coin or gold ring, picked from an artificial tree.

— Even Japan has its *Punch*. Four cartoons, in sepia, represent such events in local politics as "Britannia bleedeth the Tycoon" and "Delight of the Ministers at the ratification of the Treaty by the Mikado." Such jokes as these abound—"Shirts" much wanted especially by coolies on the Bund. *Leather*—There is nothing like it on the market." *Punch*, in his Japanese shape, is like a Mandarin with a stork on either side of him and Toby behind. He is more characteristic than his Indian brother at Bombay.

— At a banquet given by the people of Singapore to the retiring Recorder Sir R. B. McCausland, Mr. W. H. Read, the Chairman, said of Colonel Cavagnah whom we here remember as the active Garrison Major of Fort William in 1857. "He has done many things, which will hand his name down to posterity, as the best and most able Governor the Straits Settlement ever possessed."

— The *Pontia* mentions that on the occasion of the funeral of the Rev. James Michell, of the Free Church Poona Mission, some of the Sirdars of the Deccan were present, and one whose absence was unavoidable sent his elephant to stand at the gate of the cemetery. Sir Bartle Frege, who has known the deceased for thirty years, has sent a letter to Dr. Wilson expressing deep sympathy with the Mission.

— The Bishop of Bombay thus defends his recent unseemly conduct in St. Thomas' Cathedral. "Having been requested to lay down a rule as to the floral ornamentation of Churches, I would advise that, whenever such ornamentation is desired, the custom till lately prevailing in this diocese be adhered to. No one, I believe, would object to simple decoration as distinguished from devices and symbols. These, whether floral or otherwise, I would exclude. Nor should any floral decoration appear on or about the Holy Table. In making this exception I do not differ from the late Bishop of London, and other authorities in matters of ritual." This will at least prevent the possibility of any future collision between the Bishop and his clergy in open church during service.

— Like most of the financial institutions called into existence by the Bombay cotton wealth the Bank of Guzerat is in a bad way. It was established by Mr. Premchand Roychand who has been forced by the searching criticisms of the *Bombay Gazette* to offer an explanation which, that journal declares, makes the matter worse. It seems that Mr. Premchand paid two-thirds of the capital for Port Canning shares which the Bank made over on credit to the house of Cama, which afterwards failed. Mr. Premchand says the money is safe and offers to pay all the shareholders at par. Meanwhile, if his own admissions are true, he has been enjoying the interest of the £180,000 and the shareholders are at the mercy of a fall in the cotton market.

— We regret to record the death of Ensign C. W. C. Keneyes Tynte of H. M.'s 11th Regiment at Puzerbad on Sunday last. Ensign Tynte was a younger son of Hulse of Bridgewater of Souther

... in Parliament, and who retired from political life of the last general election. Notwithstanding his youth the deceased was every inch an officer; an especial favourite not only with his brother officers and the humble grades of his Corps, but also with the other residents of Fyzabad. A generous high spirited youth he had already exhibited such marked traits of character as endeared him to all, and earned for him in his corps an influence far in advance of his years. His kindly cheerful disposition, his genuine good nature, gentleman-like deportment, and sparkling wit rendered him a great favourite in the Mess Room, where he will long be affectionately remembered, where his absence leaves a blank that will not soon be filled up. He was buried with Military honours on the 9th instant, and was followed to the grave by all the European residents of the station. The officers of the corps purpose to erect a testimonial to his memory, to which the Non-Commissioned officers and men have requested to be permitted to subscribe.

— The experimental fair established by the Madras Government at Saidapet has produced several satisfactory practical results. Large fields of Cholera, Gram, Guinea grass and Lucerne have been successfully cultivated, and smaller quantities of Bromo grass, Clover and sweet Potatoes. A fine breed of English pigs has been introduced and some good descriptions of poultry.

— The recent outbreak of some of the Khond tribes in the Hill tracts of Ganjam has resulted in the Madras Government ordering certain changes in the administration there as recommended by Mr. Robinson, the energetic Inspector General of Police, who helped to put down the rising. The Assistant Agent of Ganjam whose head quarters are at present at Russelcondah, and the Assistant Superintendent of Police, will be required to reside for six or eight months in the year on the hills, at Baliguda. An addition of 100 men and one Inspector is to be made to the Ganjam Police. The services of the Moryah Patros and others who assisted in suppressing the insurrection are to be rewarded by a distribution of 2,000 rupees, in the form which Mr. Forbes may think best; and a grant of 10,000 rupees is made for the maintenance and extension of roads.

FRIDAY, APRIL 13.

— The Church Missionary Society has accepted an invitation from the Director of the Paris Evangelical Missionary Society to join with others in displaying at the great Paris Exhibition next year all they deem calculated to give an idea of the religious, intellectual, and social condition of the nations among whom they labour.

— The Island of Bombay requires £1,550,000 for its drainage, water works and railway crossings and bridges in the course of the next few years. A Committee of the Justices have recommended that a loan of £800,000 be at once raised, and they are willing to pay 7 per cent, although the Calcutta 6 per cent. loan is at a premium. This will involve an annual charge of £96,000 for interest and a sinking fund. The Committee propose to raise the amount, we regret to say, by reviving the old Octroi, although they admit it to be "in some measure impolitic and objectionable." They wish to charge an anna on every cent. of cotton, Rs. 5 on every chest of opium, ½ per cent. on the value of metals, ¼ per cent. on piece goods, 1 per cent. on liquors and tobacco, ½ per cent. on sugar, 4 annas on each ton of coals, 4 annas on each manna of ghee, and 2½ per cent. on timber. They estimate the quantity of cotton which will pay the tax at a million of bales and of piece goods at 160,000 packages.

— The length of railway now open in Ceylon is 35 miles including the large bridge over the Kalu by this, with stations at a cost of £18,000, and the cost is just £1,000

The number of passengers carried during three months is 16,446 and the receipts already almost meet the working expenses. This is very good considering that the line only runs from Colombo to a station in the jungle called Annapasse and there is scarcely any appreciable goods traffic yet.

— Mr. Ellis, a surveyor, has made a contract with the Government of Travancore, to cut in blocks several thousand acres of forest land for coffee cultivation.

— A large number of the leading Hindoos of Madras have presented the First Prince of Travancore with a congratulatory address on the occasion of his brother, the Maharajah, being made a Knight of the Star of India. After speaking of the prosperity of Travancore, the freedom of trade and the spread of education, the address pays a well deserved compliment to the First Prince. "She can boast in your Highness of a Prince with the highest education, the most enlightened and liberal principles, and with a keen interest in all that relates to the welfare of the public." "In your Highness we recognize with pride, at once, an enlightened and polished Head of the Hindu Society."

— Mr. Day saw the eyes of the young trout on the 28th ultimo—being the 14th day after placing the ova in the tanks at Octaceanund.

— The *Levant Herald* states that there has been another obstinate fight between the insurgents in the Lebanon, led by Karam, and the imperial troops. It resulted in the defeat of the former and the storming of the fort of Ebdien in which Karam had taken refuge. He escaped higher up the mountain.

— After much debating a majority of the members of the Cholera Conference have determined to recommend to the Porte to stop communication by sea between the Porte and the Hedjaz in the event of another outbreak of the epidemic. The representatives of England, Turkey and Persia are opposed to this measure and the Porte "knows the temper of its Mussulman subjects too well" to run the risk of a rebellion which this would entail.

— The *Englishman* says that the Agent of the Eastern Bengal Railway has proposed to plant trees along the line in order to secure a supply of timber and to protect the line from side winds which in exposed places frequently detain the trains. This should be done on all the lines.

— The Home Government has sanctioned the grant of 5,000 acres of waste land in Oudh, to Mr. W. E. Money, Commissioner of Customs, North-Western Provinces.

— The Mahomedan entertainment given to Sir W. Denison has caused a most unseemly dispute. The Wallajah Family have been outraged by the attitude taken by Sunnahn Ood Dowlah at the entertainment, while he has replied in the newspapers vindicating his high position as the son of the representative of one of the primary branches of the Carnatic Family.

— Lord Napier held his first Levee on the 5th instant in the Madras Banqueting Hall. His Excellency was dressed in Windsor uniform, and wore the ribbon and star of the most ancient and noble order of the Thistle. The Levee was well attended. Lady Napier held a Drawing-Room. A Durbar was subsequently held but was scantily attended.

— The Roman Catholics of Madras are raising funds for the completion of the Xavier Church at Popham's Broadway, as a testimonial of their affection for Bishop Fennelly on the completion of the 25th year of his service in India.

— The greater part of the coast of New Siberia and the Isle of Laekon, on the north of Asia, is only an agglomeration of sand, ice and elephants' teeth. The fishermen collect enormous quantities of fossil ivory which is imported into China and Europe, where it is employed for the same purposes as ordinary ivory. The isle of bones has served as a source of this valuable

of a hundred. But the supply from these strange mines remains undiminished. What a number of accumulated generations does not this profusion of bones and tusks imply.

— Dr. Livingstone, after his second and recent visit to Bombay, has thus written of the marvellous changes in Indian Society. "Our Government is, upon the whole, directed for the good of the people. We have wise and equitable legislation, and the laws are enforced with fairness. Many of the magistrates are natives, and any of them may rise as high as any European in the majority of offices under Government. No other nation would have governed India so well as we have done, or with as much tender consideration for the feelings and prejudices of the natives. We have rather overdone our duty in this respect, and as it appears to me the statement of a native in London, that his countrymen were buffeted if they did not make obeisance to every European, must be erroneous. Very few natives take any notice of Europeans in passing, unless they happen to be acquaintances. Here nearly all the gay carriages and dashing pairs are owned and occupied by native ladies and gentlemen, and certainly no more is expected or received from them than would be at Rotten-row among ourselves. It is the same in those parts up country where I have been, and I believe no other nation would do so very much for a conquered people and exact so little. In the parts of Africa conquered by the Portuguese no native dare come near a white with his hat on." "The Englishman" says that the practice of sacrificing a human being on the death of a chief still prevails among the Garrows of Tipperah and Gwalparah. To put a stop to it Government will appoint chief Garrows as Zemindar Police on monthly stipends.

SATURDAY, APRIL 14.

— The *Times of India* mentions that an educated Parsee has written a life of the late Sir Jamsetjee Jejeebhoy in English which will soon be published. It is a pity that as soon as natives get a good knowledge of English they will write books in that language instead of improving their own literature by translating valuable works into the vernacular.

— The convocation of the University of Bombay for the purpose of conferring degrees was held on the 6th instant. His Excellency Sir Bartle Frene presided as Chancellor.

— The *Englishman* says that the practice of sacrificing a human being on the death of a chief still prevails among the Garrows of Tipperah and Gwalparah. To put a stop to it Government will appoint chief Garrows as Zemindar Police on monthly stipends.

— Sir Grenville Smyth is on a sporting excursion in Ceylon. By Indo-European Telegraph four Companies of the Ceylon Rifle Regiment have been ordered to hold themselves in readiness for service in Hong-Kong. The soldiers are to be allowed to take their wives and families; so that there can be no doubt that this force will be permanently stationed in China. A Poorbair regiment should be sent to Ceylon in its place.

— The Neigherry paper states that Mr. Sterne and his party have not been successful in their search for gold in Wynaad.

— By a small majority the Justices of Calcutta have fixed the salary of Mr. S. S. Hogg, the new chairman, at Rs. 2,500 a month and Rs. 500 for house rent, as recommended by the Lieutenant Governor. The minority who wished to continue the old salary of Rs. 3,500 mentioned that Mr. Schulch used eight horses daily in his duties.

— The Court of Enquiry on Captain Grainger who lost the P. and O. Company's steamer *Jeddo*, has come to the conclusion that the loss of a valuable ship was caused by his omission to adopt the simple precaution of soundings. "We have heard evidence as to the experience and skill of Captain Grainger as a navigator, and we are convinced that if it had been thought necessary to put it on record, ample testimony might have been adduced in support of the high reputation he bears. We deeply regret that in this single instance

... all his time from blame, but most unwill-  
... course, we feel to

1866  
48 38

LA  
**POLITIQUE RUSSE**  
DANS LES MERS D'ORIENT

La politique a des épisodes éclatans qui entrent avec toute sorte de fanfares officielles dans l'histoire; elle a aussi des épisodes obscurs, peu connus, difficiles à saisir, et où ne se laisse pas moins lire la pensée d'un gouvernement, quelquefois l'ambition d'une race. La politique russe plus que toute autre se distingue par ce travail multiple, confus, qui embrasse tant de contrées à la fois en Europe et en Asie. Au moment où elle semble arrêtée et vaincue d'un côté, elle se relève et s'étend de l'autre; sous le coup d'une défaite, elle renoue tous les fils de ses vastes et persévérans desseins. L'immensité de sa sphère d'action, la diversité de ses territoires, lui rendent facile un mystère favorable à ses vues; elle n'est pas cependant impénétrable, et c'est ainsi qu'aidés de documens dont la Russie elle-même ne déclinera pas le témoignage, nous pouvons la suivre encore aujourd'hui dans un de ces épisodes qui se lient au mouvement des intérêts contemporains.

On a peut-être oublié, tant les impressions survivent peu aux événemens, on a oublié sans doute l'émotion excitée chez les nations alliées aux premiers instans de la guerre d'Orient, en 1854, par une simple nouvelle venue de Hong-kong et signalant la présence d'une escadre russe dans les eaux du Japon. L'émotion fut extrême, surtout en Angleterre, où tant d'intérêts commerciaux se sentaient menacés; elle retentit dans la presse, jusque dans le parlement; ce fut un moment une véritable panique. Le danger, on l'a bien su

depuis, n'était pas des plus grands. Le chef des forces russes, l'amiral Putiatine, n'avait pas les vellétés belliqueuses qu'on lui supposait; les quelques navires qu'il commandait et dont il allait être bientôt séparé par un naufrage, ces navires en assez mauvais état, quoique réparés plusieurs fois dans les arsenaux britanniques, étaient moins pressés de combattre que de chercher asile dans un port neutre ou sous la protection des forts de Petropavlovsk; mais l'émotion qui s'était produite si bruyamment en Angleterre, et qui passa vite comme toutes les paniques, ne resta pas inaperçue de la Russie; elle devint un trait de lumière pour le cabinet de Saint-Pétersbourg en lui révélant les points vulnérables de ses adversaires, et c'est ce qui le mit sur la voie de deux mesures destinées à se compléter, deux mesures hardies et qu'on était loin de soupçonner alors. La Russie conçut aussitôt la pensée d'équiper en toute hâte une escadre de corsaires, et c'est à partir de ce jour qu'elle résolut d'étendre ses possessions dans la direction de l'Océan-Pacifique, de s'établir sur le littoral d'une manière permanente, afin de se ménager comme une embrasure toujours ouverte sur ces mers sillonnées de milliers de bâtimens.

L'idée commençait à prendre corps dès le mois de mai 1854. On mit aussitôt en mouvement les chantiers d'Archangel, et on décida qu'il fallait avoir à tout prix pour le printemps de 1856 les premiers navires russes appropriés exclusivement au service de la course. Ce devaient être des *sea-dispatch-boats* à hélice, fins voiliers, chacun armé d'un canon à pivot et de deux caronades. Au terme fixé, ces bâtimens étaient en effet construits, et quelques-uns ont pu être vus depuis dans les ports anglais. Il ne manquait que le signal d'entrée en campagne. Par cette mesure préparée dans le mystère, exécutée à l'improviste, au moment où l'on ne s'occupait plus guère des flottes du tsar, qu'on croyait bloquées ou détruites, la Russie pouvait, il faut l'avouer, jeter momentanément un grand trouble dans le commerce de ces mers lointaines. La suspension des hostilités au commencement de 1856 d'abord, le traité de Paris ensuite, vinrent réduire à l'inaction cette force qui n'avait pas eu le temps de se montrer, et dont nul alors ne soupçonnait l'existence. Le cabinet russe en était pour ses frais d'armement; seulement, une fois la paix conclue avec les puissances occidentales, il restait de cette tentative une pensée à laquelle tous ces incidens communiquaient plus d'intensité, plus de précision, et qui dépassait de beaucoup dans sa portée quelques essais d'expéditions de corsaires.

A ce moment en effet, c'est-à-dire pendant ces deux années de lutte avec l'Europe, la Russie venait d'envahir les territoires du Bas-Amour. Elle avait envahi ces territoires tout simplement, sans

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 695

(49) (39)

s'inquiéter des droits de la Chine, trouvant bon à garder ce qui avait été bon à prendre. C'est l'époque, si l'on s'en souvient, où l'escadre russe, abritée d'abord sous les forts de Petropavlovsk, avait été obligée de quitter ce port, emmenant avec elle la garnison et la population tout entière, pour se réfugier dans le delta de l'Amour, où elle fut immédiatement bloquée par les alliés. Saisissant l'occasion, le général comte Mouraviev, gouverneur de la Sibérie, s'étant avancé au-delà de la frontière, avait occupé les possessions chinoises jusqu'à l'embouchure du fleuve, et s'y était établi sans façon, comme si ces possessions avaient été toujours partie intégrante de la Russie, — le tout sous le prétexte d'aller ravitailler la flotte bloquée et affamée. Bien loin de désavouer son lieutenant, le tsar apprécia si bien au contraire l'importance d'une telle acquisition, qu'après la paix il résolut de l'agrandir encore d'autres territoires vers le sud et de l'île de Sakhaline (Saghalien), appartenant alors par moitié aux Japonais et aux Chinois. C'est ainsi que, sortant à peine d'une lutte qui avait menacé son ascendant en Europe et sa domination dans le Caucase, la Russie allait poser à l'autre extrémité du globe la base d'un nouveau système de conquêtes. Le prince Gortchakof pouvait dire à peu de frais dans ce temps-là que la Russie se recueillait; on ne se doutait guère du genre de recueillage qu'elle pratiquait dans l'extrême Orient. L'amiral Putiatine et le comte Mouraviev furent mandés à Saint-Petersbourg, on voulait s'éclairer de leurs avis et de leur expérience avant d'arrêter définitivement le plan de la politique à suivre en Chine, au Japon, et même peut-être du côté des États-Unis d'Amérique.

L'amiral Putiatine, qui depuis a eu des malheurs comme ministre de l'instruction publique à Pétersbourg et dont le nom est resté associé à une réaction violente contre les universités, l'amiral Putiatine passe aux yeux de tous ceux qui ont pu le connaître pour un marin distingué et encore plus pour un habile diplomate. Les diverses missions qu'il a remplies postérieurement au Japon et en Chine ont grandi sa renommée en Russie; mais c'est peut-être lors de sa première expédition dans ces contrées de l'extrême Orient qu'il donna les marques les plus signalées d'énergie et de sagacité. L'amiral Putiatine avait éprouvé la disgrâce la plus cruelle pour un marin: dès le début de la guerre de 1854, il avait perdu son navire à Simoda et s'était vu séparé de sa flotte, qui se repliait vers Petropavlovsk, tandis qu'il restait lui-même retenu chez les Japonais, avec lesquels il venait de conclure un traité d'amitié. Victime d'un malencontreux hasard, il avait profité du moins de ce séjour forcé pour étudier le pays et se ménager les moyens d'assurer à la Russie une influence considérable, si ce n'est prépondérante.

Entouré d'un état-major intelligent et nombreux et d'un équipage de quatre cents hommes avec armes et bagages, il avait pu tirer parti de ces avantages et avait réussi non-seulement à gagner la sympathie des Japonais, mais encore à leur inspirer un certain respect, malgré ce que pouvait avoir de quelque peu ridicule la situation d'un si grand personnage échoué sur leur île et bloqué de près par les alliés sur les lieux mêmes de son naufrage. Le camp russe établi à Simoda, non loin de Yeddo, se trouvait littéralement assiégé d'une foule de fonctionnaires de tout grade et de toute espèce de curieux empressés de voir les étrangers, d'observer les habitudes de leur vie quotidienne. Il faut se souvenir qu'à ce moment encore aucune nation européenne, à l'exception des Hollandais, enfermés dans leur factorerie de Nangasaki, n'avait de représentant dans ce mystérieux empire, et les Japonais, jugeant du souverain de la Russie d'après son amiral, s'en étaient fait une idée qui ne s'est plus affaiblie sensiblement dans leur esprit.

C'est le séjour prolongé du diplomate russe au Japon qui a desservi le plus le prestige des alliés d'alors et des autres Européens en général dans ce pays. C'est de cette époque que les Japonais apprenaient à croire et à dire entre eux que les Hollandais n'étaient que de vils marchands, les Anglais des habitans perfides et rapaces d'une île insignifiante, et l'empereur des Français le neveu d'un homme mis autrefois à la raison par le tsar, qui, à bout de patience, avait donné aux Anglais l'ordre de le prendre et de le garder dans une île lointaine. — L'amiral Putiatine avait eu d'ailleurs le temps de visiter tous les ports de la Chine, les Philippines, les Lou-tchou, la Corée, les côtes de la Mandchourie, avant d'aller échouer au Japon, et ce n'est qu'après bien des mois de ce séjour, si fructueusement employé, on le voit, qu'il réussit enfin à passer à travers les lignes du blocus pour aller rejoindre, au milieu de tous les périls de la navigation la plus aventureuse, l'escadre russe de l'Amour. Il remonta le fleuve sur un bateau à vapeur, prit ensuite la route de la Sibérie et se retrouva en 1856 à Saint-Petersbourg. C'était, on le comprend, un personnage précieux à consulter dans la voie où on entrait et où on était décidé à marcher. La première mesure proposée par le marin diplomate et approuvée par le tsar fut d'armer une escadre de dix navires à vapeur portant 120 canons et 1,800 hommes d'équipage, et de l'envoyer sans retard relever l'honneur du pavillon moscovite sur le théâtre même où pendant toute la guerre de Crimée il avait joué un rôle assez piteux. Une autre circonstance d'ailleurs parlait encore en faveur de cette expédition. Suivant les renseignements fournis par le général Mouraviev, arrivé aussi de son côté à Pétersbourg, deux députations chinoises étaient déjà venues auprès de lui

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 697

pour protester contre l'invasion dont il s'était fait spontanément l'exécuteur, et les préparatifs faits dans les provinces chinoises limitrophes de l'Amour ne laissaient plus de doute sur la nature des résolutions du frère du soleil. La guerre pouvait être considérée comme imminente, et l'escadre dont Putiatine proposait la formation devait être appelée à jouer un rôle aussi utile qu'opportun. Il est vrai que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'entrevoyait cette éventualité qu'avec répugnance, qu'il aurait préféré ne pas attirer aussi ostensiblement l'attention sur la marche de sa politique dans l'extrême Orient. Avant tout, il était cependant bien décidé à ne pas se dessaisir de ses récentes acquisitions territoriales et à combattre les Chinois, s'il ne pouvait faire autrement. Ici comme sur bien d'autres points les événements vinrent en aide à la politique russe, et lui permirent de suivre sa ligne inflexible en évitant cette publicité pour laquelle elle a toujours eu si peu de goût.

C'était en 1857. La France, l'Angleterre et les États-Unis venaient de se décider à employer les moyens coercitifs contre la Chine pour protéger leur commerce compromis. La Russie fit mine de s'associer à la grande démonstration des puissances maritimes. N'ayant pas ou feignant de ne point avoir d'intérêt direct dans cette question, elle expliquait sa conduite par la volonté bien arrêtée de marcher désormais d'accord avec les autres états dans la voie du progrès et de la civilisation. L'amiral Putiatine se vit encore une fois investi du commandement supérieur de l'escadre russe, dont la force et la composition avaient été indiquées par lui, et il reçut l'ordre de prendre de sa personne la route de la Sibérie, afin d'arriver sur les lieux encore à temps pour joindre sa protestation à celles de lord Elgin, du baron Gros et de M. Reed. L'Europe ne s'occupait que médiocrement des vues particulières dont la Russie pouvait poursuivre la réalisation à l'autre extrémité du globe. L'invasion des immenses contrées du Bas-Amour avait eu lieu pendant la grande bataille qui se livrait sous les murs de Sébastopol, et elle était passée à peu près inaperçue. C'est le malheur de l'Europe de professer, à l'égard de ces régions, une indifférence que l'éloignement explique sans doute, et qui conduit à n'avoir quelquefois que des données insuffisantes sur la géographie même du pays. C'est ainsi qu'au dire des officiers russes, qui assurent avoir tiré parti de la circonstance, les cartes marines à bord des vaisseaux anglais et français, pendant la guerre de 1855, auraient laissé beaucoup à désirer. Il serait arrivé que, trompé sur la configuration véritable de l'île de Sakhaline, les vaisseaux alliés auraient été occupés à guetter la flotte russe dans le passage méridional du détroit de La Pérouse sans soupçonner qu'au même instant elle échappait en passant au

nord, entre l'île et le continent, à travers le détroit de Tartarie. Ces méprises, si tant est qu'elles aient eu la portée que leur attribuent les officiers russes, sont le résultat inévitable du peu d'intérêt qu'excitent d'habitude les péripéties dont cette partie du monde est le théâtre, et ce peu d'intérêt explique à son tour comment les ambassadeurs et agens de toute sorte, envoyés en éclaireurs du monde civilisé vers les contrées de l'extrême Orient, arrivent si souvent avec une provision légère ou incomplète de notions utiles et de renseignements. Plus intéressée, la Russie est aussi mieux renseignée, et par cela même elle a facilement l'avantage. On allait en avoir encore une fois la preuve.

La situation était celle-ci. Les négociations semblaient engagées entre les représentans des quatre puissances, agissant en commun, et la Chine. Par le fait, l'action des plénipotentiaires était très différente, et cette différence était tout à l'avantage de la diplomatie moscovite. L'amiral Putiatine, avec son habileté ordinaire, n'avait pas eu de peine à persuader à ses collègues d'Europe que le différend entre le cabinet de Pétersbourg et la Chine se réduisait à une rectification de frontières peu importante, à la réparation de quelques dommages essuyés par des sujets russes. Il réussit de cette façon à rester vis-à-vis des Chinois dans une attitude à demi expectante. Pendant que les plénipotentiaires alliés passaient des représentations aux menaces pour finir par une déclaration de guerre et par l'occupation de Tien-tsin, Putiatine, de son côté, faisait tout son possible pour paraître désolé du retard mis à l'arrivée de sa flotte, et en réalité il poursuivait des négociations par des voies jusqu'ici assez peu connues, ce nous semble. Les seuls Européens autorisés depuis quelques siècles jusqu'à ces derniers temps à habiter Pékin étaient les moines de la mission religieuse russe qui se trouvaient en même temps chargés des affaires diplomatiques des tsars dans l'empire du Milieu. Ce fut à l'intermédiaire de ces moines que l'amiral Putiatine recourut pour arriver plus promptement à une entente avec le gouvernement chinois, et il s'en trouva si bien que, entré à Tien-tsin à la suite des alliés, sans avoir combattu, sans avoir même sa flotte, il fut cependant le premier à signer un traité. Faisant ensuite ressortir la différence entre les procédés du gouvernement du tsar et l'attitude impérieuse des puissances de l'Occident, il sut se faire accepter comme conseiller par les Chinois, et se présenter, d'un autre côté, comme un intermédiaire précieux aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, en s'imposant presque comme un médiateur de fait entre les parties belligérantes.

Le traité conclu à Tien-tsin entre la Chine et la Russie recon-

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 699

naissait comme appartenant à cette dernière les pays situés sur la rive gauche de l'Amour, — plus, sur la rive droite, les territoires allant de la côte maritime à l'Oussouri, l'un des principaux affluens du fleuve. Cette heureuse issue des négociations de Putiatine était le fruit d'une sagace et habile appréciation des circonstances; mais ce qui est plus étrange, c'est qu'au même instant le général Mouraviev, appuyé d'une force armée considérable, engageait sur le Haut-Amour des pourparlers différens avec d'autres ambassadeurs chinois, signait à deux semaines de distance un traité à part qui s'est appelé le traité d'Aïgoun, et obtenait pour la Russie non-seulement d'autres possessions dans cette partie du Céleste-Empire, mais encore le droit de navigation sur tous les affluens de la rive droite de l'Amour. Ces deux conventions d'ailleurs ont été fondues en un seul traité, ratifié à Saint-Pétersbourg le 10 septembre 1858, et à Pékin le 24 août 1859. Outre les immenses acquisitions qu'elle venait de s'attribuer d'un trait de plume, la Russie entraît de plus en possession de la partie chinoise de l'île de Sakhaline, longue et large langue de terre voisine du Japon. Elle s'assurait la jouissance de tous les avantages commerciaux, de tous les privilèges que la Chine accordait ou qu'elle pourrait accorder dans l'avenir aux *barbares* d'Occident. Enfin, d'après une clause réservée du traité, une commission spéciale devait s'occuper de la démarcation définitive des frontières des deux empires, et c'est dans cette clause, on va le voir, que le général Ignatief, successeur de l'amiral Putiatine, allait trouver bientôt un point de départ pour un nouveau triomphe de la politique russe, marchant encore une fois pour ainsi dire à l'abri des armées alliées, recueillant, elle aussi, et plus effectivement peut-être, sa part des victoires de Takou et de Pékin.

Le jour même où ils entrèrent à Pékin, les alliés se trouvèrent en quelque sorte arrêtés par l'immensité de leur succès. L'empereur de Chine et ses ministres avaient perdu complètement la tête et n'avaient songé qu'à prendre la fuite. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre ne voyaient par conséquent personne avec qui nouer des négociations qui pourtant étaient dans leurs vœux. Ils devaient dès lors s'estimer heureux de rencontrer le diplomate russe, qui venait leur offrir ses bons offices et se prêtait à servir d'intermédiaire. En se mettant ainsi entre les belligérans et en facilitant la conclusion d'une paix désirée par les vainqueurs autant que par les vaincus, le général Ignatief ne pouvait manquer de chercher à tirer avantage d'une position si favorable. Il n'y manqua pas en effet, et la Russie gagna plus que si elle avait combattu. Le général Ignatief, pour prix de ses bons offices, obtint du gou-

vernement chinois un nouveau traité, bientôt ratifié à Pétersbourg le 1<sup>er</sup> janvier 1861. Par ce traité, la Chine céda encore de vastes possessions sur l'Amour, et reconnaissait comme frontière en Mandchourie le cours de la petite rivière de Tumen. Le tsar devenait le maître d'un port ouvert à la navigation pendant tout l'hiver, et y fondait la ville de Vladi-Vostok, le *dominateur de l'Orient*. Voilà de quelle façon, et sans brûler une amorce, le gouvernement russe reculait en peu d'années jusqu'au 42<sup>e</sup> degré dans la mer du Japon sa frontière, située encore en 1855 dans la mer d'Okhotsk, au 62<sup>e</sup> degré de latitude nord. Il n'est rien de tel qu'une rectification de frontières quand on a l'Empire-Céleste pour voisin!

Devant de si prodigieux changemens territoriaux, un soupçon vient naturellement. On serait tenté de croire qu'en se dépouillant si facilement au profit de la Russie, la Chine ne faisait peut-être que payer des services secrets rendus ou tout du moins promis. Ce n'est pas cependant absolument exact, ou plutôt c'est là encore un côté curieux de ces étranges relations. Il est bien vrai que le gouvernement russe avait promis de mettre à la disposition du Céleste-Empire quarante mille carabines et cinquante canons; mais canons et carabines, expédiés trop tard ou arrêtés à dessein en route, n'arrivèrent qu'après la fin de la guerre, et ils furent refusés par les autorités chinoises elles-mêmes. La mission militaire russe, composée d'officiers de différentes armes, et qui devait organiser, instruire l'armée chinoise, ne servit à rien. Le chef de cette mission, le colonel Baluzek, ne put jamais s'entendre avec les autorités du pays, et s'il resta à Pékin, ce ne fut plus comme instructeur militaire, ce fut comme chargé d'affaires de Russie pendant l'absence du général Ignatief, tandis que les autres officiers attachés à la mission regagnaient leur patrie.

Il est bien vrai aussi qu'à plusieurs reprises, durant ces années, la Chine avait demandé au gouvernement moscovite son assistance contre les *barbares* de l'Occident; mais à ces appels naïfs la diplomatie russe avait invariablement répondu en substance qu'il fallait réserver le secours matériel de la Russie comme une dernière ressource pour des circonstances plus extrêmes, et que pour le moment son assistance diplomatique était infiniment plus utile, qu'en servant d'intermédiaire la Russie était à même de faire tourner au profit du céleste empereur l'influence qu'elle conservait sur ses ennemis, mais que pour obtenir ce résultat elle devait paraître favorable aux alliés et entretenir avec eux les meilleures relations. — « D'ailleurs, ajoutaient les envoyés du tsar, nous serons toujours votre dernier appui, comme nous sommes déjà vos seuls amis fidèles et désintéressés. Il suffit de comparer notre manière

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 701

(52) (X)

d'agir avec les procédés de tous ces marchands d'opium et autres empoisonneurs de votre brave peuple, pour arriver à la conviction que nous prenons à cœur vos intérêts comme les nôtres, que nous considérons votre sécurité comme faisant partie de la nôtre. Par conséquent, moins d'espace vous aurez à défendre contre l'ennemi commun, mieux vous réussirez à le garantir, tandis que, comme un mur inébranlable, nous vous protégerons du côté où la Providence nous a si visiblement placés pour vous protéger. » Bref, la Russie s'était servie de ses intelligences en Chine pour maintenir sa situation auprès des alliés, et elle s'était servie de son influence sur les alliés pour arracher à la Chine une série de concessions proportionnées aux circonstances. C'était là, somme toute, le secret de son action; on vient d'en voir les conséquences.

Les Chinois se laissaient-ils tromper jusqu'au bout? Il y a eu un moment où ils ont paru commencer à se tenir un peu mieux en garde. Cette méfiance un peu tardive se manifestait sensiblement en 1862, lorsque l'empereur de Chine déclina l'offre que lui faisait la Russie de lui venir en aide contre l'insurrection des Taïpings, de mettre une escadre et un corps de débarquement à sa disposition. Il s'en fallut cependant de peu que cette proposition ne fût acceptée, et les Russes attribuèrent cet échec de leur diplomatie à la confiance où vivaient alors les Chinois de voir arriver d'un moment à l'autre la flotte du capitaine américain Osborne. Il serait peut-être plus simple de croire que les conditions qui accompagnaient l'offre de l'intervention russe firent aussi réfléchir les Chinois, et entrèrent pour beaucoup dans ce refus. Ces conditions étaient en effet moins rassurantes encore que les démonstrations passées de Putiatine et de Mouraviev. La Russie proposait cette fois de déplacer de nouveau la frontière entre les deux empires dans la Mandchourie et de la transporter du cours de l'Oussouri à celui du Sangari, autre tributaire de l'Amour, afin d'annexer encore à ses possessions la magnifique vallée qui se déploie entre ces deux grands cours d'eau. Elle proposait ensuite de prolonger cette nouvelle ligne de démarcation jusqu'à la rivière de Leao, dont le cours vers le golfe de Leaoing formait, à ce qu'elle prétendait, la frontière naturelle des deux empires. — Toujours la rectification de frontières! — Cette combinaison hardie amenait la Russie dans la Mer-Jaune, en face du golfe de Petcheli, à quelques heures de l'embouchure du Peïho, et il n'y a rien d'étrange à supposer qu'une combinaison qui mettait la Russie à si peu de distance de Pékin ait pu ouvrir les yeux aux ministres du céleste empereur. Pour cette fois, le grand coup préparé par le cabinet de Saint-Petersbourg fut donc manqué. Il faut avouer cependant que si l'arrière-petit-fils de Ca-

therine II était le fils de Philippe de Macédoine, il n'aurait marché ni plus vite ni plus facilement.

Une chose très digne de remarque, c'est que dans tous ces plans d'agrandissemens territoriaux la Russie ne fait jamais allusion à la terre promise dont la possession, selon les prophètes hommes d'état moscovites, doit couronner l'œuvre des conquêtes russes sur ce point de l'extrême Orient : c'est de la Corée que nous voulons parler. Bien loin d'afficher ses prétentions sur cette terre, le cabinet de Saint-Pétersbourg au contraire craint presque de laisser supposer qu'il connaît son existence, et fait défense à tout navire russe d'y aborder avant que l'heure n'ait sonné. Si les derniers projets d'annexion avaient réussi, la Corée serait déjà séparée de la Chine, dont elle est tributaire, par un coin de territoire moscovite, et si cette séparation existait, il est infiniment probable que les vues du gouvernement de Pétersbourg ne tarderaient pas à se dévoiler et à se préciser. Cernée du côté de la terre ferme, la Corée, dont les habitans sont querelleurs par tempérament et mal disposés pour l'étranger, donnerait bientôt des occasions d'intervention, et les Russes sont trop habitués à ces procédés, trop intéressés d'ailleurs, pour ne pas saisir ces occasions, pour ne pas les créer au besoin. Si l'on se rappelle que les premières reconnaissances sur l'Amour se firent sous le prétexte de poursuivre des déserteurs qui n'existerent jamais, il n'est certes pas téméraire de prévoir que la Russie pourra bien un jour trouver quelque prétexte de ce genre pour préparer et justifier l'envahissement de la Corée.

Cette presqu'île, habitée par une population nombreuse, belliqueuse et très apte à la navigation, fournirait de précieuses recrues aux flottes russes de ces parages. Toutes les traditions de ces populations roulent sur des guerres continuelles avec le Japon et la Chine, et rien ne serait plus facile que de se servir de leurs passions, de leurs ressentimens contre des voisins qu'elles sont accoutumées à détester. Installé dans cette immense langue de terre, le tsar aurait d'un côté la main étendue sur la Mer-Jaune et de l'autre arriverait facilement à faire de la mer du Japon une mer fermée, où le Japonais de Yeddo ne tarderait pas à jouer le rôle du fameux *malade* de la Mer-Noire. On verrait alors le télégraphe de Vladi-Vostok transmettre des ordres de Saint-Pétersbourg à Hakodadé, Yeddo, Miako et Nangasaki, aussi bien qu'à Varsovie, Tiflis, Archangel et Tachkend. La Corée présente de plus la meilleure base d'opérations dans l'Océan-Pacifique, tout comme dans la mer de Chine, et assurerait à la Russie la prépondérance maritime dans cette partie du monde. C'est une sentinelle avancée à cheval sur la grande route du commerce universel, et à ce titre le point stratégique le plus impor-

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 703

tant de l'Asie centrale. Vienne le moment, et il n'est peut-être pas éloigné, où la Chine, tombant sous sa corruption séculaire et sous l'influence des idées étrangères importées par des milliers d'aventuriers agissant au nom de tel ou tel gouvernement, se laissera enlever pièce à pièce ses plus belles provinces par celui qui voudra s'en emparer, — ce jour-là ce ne sera certes pas la Russie qui s'abstiendra de prendre part à la curée. Il n'est même pas absolument impossible que, spectatrices de l'anarchie et de la chute de l'Empire-Céleste, les puissances européennes, la Grande-Bretagne la première, ne voient avec une résignation impuissante les empiétements de la Russie. En présence de toutes ces éventualités, ne serait-il pas de l'intérêt de l'Europe de fixer quelque peu ses regards sur la Corée, de réserver son indépendance, de la protéger contre une domination qui, une fois établie sur ce point, ne pourrait plus être facilement délogée? Mais ceci est du domaine de l'avenir, — d'un avenir qui peut cependant n'être pas fort éloigné.

Pour le moment, la base d'opérations pour la Russie reste dans ces magnifiques contrées de l'Amour que son habileté, sa persévérance et sa hardiesse ont su conquérir. Voyons un instant l'état actuel de ces possessions et ce que la politique moscovite y peut trouver de ressources. L'Asie, devenue russe depuis le 42<sup>e</sup> degré de latitude nord jusqu'au détroit de Behring, met dès ce moment à la disposition du tsar des baies et des ports dont un certain nombre, situés vers le sud, restent ouverts à la navigation pendant l'année entière, et grâce à des défenses naturelles peuvent devenir autant d'arsenaux imprenables. Sur toute cette étendue de côtes, les bois de construction abondent. Le charbon de terre, signalé dans beaucoup de localités en Mandchourie et vers le Haut-Amour, est déjà exploité avec succès dans l'île de Sakhaline depuis sept ans. Les métaux les plus variés se trouvent partout où on peut faire arriver assez de malheureux déportés pour fouiller la terre, et des usines fondées sur le Haut et le Bas-Amour sont déjà sortis des bateaux à vapeur qui sillonnent ce fleuve gigantesque. Navigable sur un espace de 4,800 milles géographiques, l'Amour arrose des plaines où se montrent le pin et le chêne aussi bien que la vigne et le noyer, et poursuit son cours à travers la Sibirie orientale, pays des plus riches, qui sous une autre administration serait pour le Pacifique ce qu'est devenu pour l'Atlantique le *Far-West* de l'Amérique du Nord. C'est la Sibirie qui aujourd'hui fournit du chanvre, des toiles et des approvisionnements de toute sorte aux arsenaux de Nicolaïefsk sur le Bas-Amour, d'Olga, de Vladi-Vostok, et c'est grâce à ces ressources sibériennes que l'escadre russe put être ravitaillée par le général Mouraviev en 1855 après l'évacuation de Petropav-

lovsk. Le seul commerce d'exportation qui existe est celui de la viande salée. Les flottes sont par conséquent assurées de trouver les articles de première nécessité, et le cabinet de Saint-Petersbourg a donc tous les moyens d'exécution ostensibles ou clandestins pour créer dans ces parages une base d'action maritime en compensation de celle qu'il a perdue dans la Mer-Noire.

On a essayé plus d'une fois d'expliquer et de justifier l'occupation des pays de l'Amour par la nécessité à laquelle se trouve réduit le gouvernement du tsar d'assurer à ses sujets des provinces sibériennes des débouchés vers la mer, la Chine, le Japon et la Californie. Le prétexte peut être spécieux et n'est pas sans analogie avec cette théorie du « droit à la mer, » invoquée récemment par des publicistes allemands à propos de l'invasion du Danemark. Par malheur il semblera difficilement admissible à quiconque connaît le système et les tendances du gouvernement de Pétersbourg, lequel ne se préoccupe certainement pas outre mesure de cette nécessité de stimuler le progrès de la colonisation, l'essor de l'industrie, le développement du commerce de la Sibérie, qui verrait plutôt des dangers dans cette transformation. Il faut être un peu neuf dans ces matières pour supposer que la politique des tsars ira de propos délibéré favoriser l'importation d'idées nouvelles et de l'esprit de liberté dans ces régions où elle envoie les condamnés, qu'elle ouvrira des ports et rendra plus accessibles à l'étranger ces pays séparés de la métropole par la chaîne de l'Oural, préparant ainsi l'émancipation plus ou moins lointaine de ces contrées. Les hommes d'état russes n'ont pas de ces naïvetés ou, si l'on veut, de ces préoccupations tout européennes. Ils savent bien, car les lumières ne leur manquent pas, que, fécondée par les cendres de milliers de proscrits, la Sibérie porte en elle-même le germe et les conditions de l'indépendance, et que, relevée de sa situation actuelle par le contact habituel d'hommes libres, elle ne tarderait peut-être pas à briser le lien qui l'attache de loin au palais d'Hiver de la Néva. Cette probabilité, cette possibilité tout au moins, de la séparation de la Sibérie est parfaitement comprise à Pétersbourg, et tout accroissement de la prospérité de ce pays qui ne tournerait pas au profit des ressources militaires de l'empire est envisagé par les hommes d'état moscovites comme une menace et un danger à prévenir. Au fond, la politique russe, en prenant pied dans l'extrême Orient, en y étendant ses possessions et en consolidant sa domination, n'a songé qu'à se créer des forces propres à lui permettre de peser un jour d'un poids plus décisif et plus efficace sur toutes les questions pendantes dans le monde. Pour se convaincre de ceci, il suffit de considérer le système de colonisation toute militaire pra-

44 (54)

tiqué dans ces contrées, les conditions auxquelles sont assujétis les déportés surtout depuis la dernière guerre de Pologne; on n'a qu'à constater enfin la répugnance du gouvernement à laisser pénétrer en Sibérie les colons de race européenne ou anglo-américaine. On peut voir comme une *illustration* des vraies tendances de la politique russe dans deux faits d'un ordre très différent.

Le gouvernement de Saint-Petersbourg, qui, depuis bien des années, a toujours entretenu une propagande panslaviste plus ou moins active dans l'empire d'Autriche, chargea en 1860 ses agents d'engager les Tchèques, qui émigrent continuellement vers les États-Unis, à aller s'établir dans les pays du Bas-Amour. On élabora même à Pétersbourg divers plans sur ce sujet; mais, cette propagande ayant éveillé les méfiances du cabinet de Vienne, il fut résolu qu'en attendant des circonstances plus propices on essaierait au moins d'attirer vers les possessions russes de l'Amour les Tchèques déjà établis en Amérique et peu satisfaits du sort qu'ils trouvaient dans leur nouvelle patrie; le premier pas fait, on espérait pouvoir ensuite plus facilement détourner vers l'Amour le courant d'émigration venant de cette partie de l'Allemagne. On expédia donc des émissaires russes à Chicago, dans l'Illinois, le Wisconsin et autres districts où vont habituellement se fixer les Tchèques à leur débarquement en Amérique. Ces émigrés, fortement attachés à leur nationalité comme tous les hommes d'origine slave, mal disposés d'ailleurs pour l'élément *yankee*, qui tendait à les absorber, pouvaient facilement se laisser décider à émigrer une seconde fois pour aller s'établir sur un territoire appartenant à la Russie, cette protectrice si empressée et si tendre des Slaves. Dans l'espoir que l'exemple des premiers volontaires entraînerait le reste de la population, qui paraissait fort indécise, les agents russes n'épargnèrent rien pour tenter les plus crédules. Des avantages de toute sorte furent promis, frais de route, établissement d'une ligne de communication régulière entre Vladivostok et la Californie. On capta les journaux tchèques publiés à Chicago et ailleurs; on réussit un instant à en faire des organes aussi dociles que *l'Invalide* ou la *Gazette de Moscou*, et au bout du compte on amena les Tchèques à envoyer des délégués pour choisir l'emplacement des colonies qu'on voulait établir, pour prendre tous les arrangements nécessaires avec les autorités locales.

Cette députation fut de la part des Russes l'objet des soins les plus empressés et parut satisfaite du climat aussi bien que du sol; mais elle n'avait pas eu de peine à s'apercevoir du peu de liberté dont jouissaient les autres colons, et alors elle exigea comme condition première pour ses compatriotes le droit de s'administrer eux-

mêmes, le droit d'élire leurs magistrats, la garantie formelle qu'ils seraient à toujours exempts du service militaire. Elle proposa, si on l'exigeait, de former une garde nationale plutôt que de courir la chance de fournir des recrues à l'armée russe. Dès que ces propositions furent formulées par les délégués tchèques et présentées comme une sorte d'ultimatum, les Russes, sans insister, les renvoyèrent immédiatement, rejetant de telles prétentions sur l'esprit républicain et anarchiste, qui, selon eux, avait infecté ces braves gens pendant leur séjour en Amérique. L'idée de renforcer la colonisation de l'Amour de milliers d'émigrants laborieux et agriculteurs par excellence fut donc abandonnée dès qu'on entrevit comme condition la nécessité de faire la part d'un certain esprit d'indépendance et de liberté qui aurait fini sans doute par gagner le reste d'une population accoutumée à obéir sans raisonner. De leur côté, les Tchèques ne s'y sont plus laissés tromper; non-seulement ils ont refusé d'émigrer en masse, mais ils ont profité de la leçon; leurs sentimens ont naturellement changé à l'égard du gouvernement russe, et bientôt après ils n'étaient pas les moins chauds, les moins prodigues de protestations dans les manifestations qui avaient lieu aux États-Unis en faveur de la Pologne à l'époque de la dernière insurrection.

Autre fait significatif. S'il est un personnage ayant rendu d'immenses services à la Russie, c'est certes le général Mouraviev, qui a reçu le nom de Mouraviev-Amourski, et qui n'a rien de commun avec le proconsul de Wilna, dont il n'est pas même parent. C'est le général Mouraviev qui est le véritable conquérant du pays de l'Amour. C'était d'ailleurs un homme assez supérieur, assez intelligent pour vouloir introduire dans la nouvelle colonie des institutions qui auraient eu sans doute des résultats bienfaisans. Porté d'un autre côté à poursuivre les malversations et les dilapidations continuellement pratiquées par les fonctionnaires russes au détriment même de l'état, il adressa un jour à Pétersbourg un rapport dans lequel, s'appuyant sur des faits et des chiffres, il démontrait l'absurdité du système adopté pour le transport des métaux précieux de la Sibérie à la métropole, et l'économie qui serait réalisée si on battait monnaie sur place. Il serait difficile de préciser des chiffres. On assure que, dans ce transport de métaux ayant à passer par les mains d'employés de toute sorte, il y a une déperdition de quelque chose comme 17 pour 100. Le général Mouraviev citait et examinait en détail les mesures adoptées dans une situation analogue par le gouvernement américain en Californie, par le gouvernement anglais dans la Nouvelle-Hollande. Ce rapport fit à Pétersbourg l'effet le plus étrange et provoqua contre l'auteur

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 707

une explosion de méfiance et d'animadversion ; peu s'en fallut que l'on ne vit en Mouraviev le premier, le principal séparatiste de la Sibérie, et par le fait on lui adressa une mercuriale sévère pour avoir osé se mêler d'une question qui ne le regardait pas. Cela ne suffit pas d'ailleurs aux rancunes que le gouverneur de la Sibérie avait soulevées. Suspect depuis ce moment jusque dans ses succès, contrarié dans toutes ses résolutions, exposé à des chicanes sans nombre, il finit par demander à être rappelé d'un poste qu'il ne pouvait plus occuper dignement, et à quitter une province que son habileté et son énergie avaient donnée à la Russie. Sa démission fut acceptée en 1860, et le général s'éloigna de ce pays de l'Amour dont le sort l'intéressait vivement, où il avait obtenu une popularité méritée. Disgracié peut-être pour toujours, le comte Mouraviev-Amourski s'est vu réduit à s'exiler complètement des affaires, et, si nous ne nous trompons, vit aujourd'hui tranquillement à Paris.

Bien évidemment ce système, — avec les préoccupations, les craintes, les habitudes qu'il entraîne, — ne peut que paralyser l'essor de la colonisation sibérienne, et l'effet qu'il produit sur les possessions européennes de la Russie, il doit le produire également sur l'Amour et vers l'Océan-Pacifique. Le fait est que ces contrées, si richement dotées par la nature, voisines immédiates des marchés de la Chine et placées de façon à prendre un développement aussi brillant que rapide, sont restées jusqu'ici complètement improductives. Le budget de la Russie pourvoit à toutes les dépenses de colonisation, d'armement, — sans que cet immense pays de l'Amour y contribue en rien. Le cabinet de Saint-Pétersbourg sait bien quelles lourdes charges lui impose une telle situation ; mais, plutôt que de renoncer à ses plans, à ses rêves de domination, il aime mieux encore recourir à tous les expédients financiers et multiplier les sacrifices. Ces sacrifices sont réellement énormes. Sans doute ils ont été forcément ralentis dans ces dernières années par les frais extraordinaires de la guerre de Pologne et aussi sous l'influence d'une crise financière qu'on essaie vainement de pallier. Ces circonstances ont, pour un instant, empêché le gouvernement russe de poursuivre aussi énergiquement qu'il l'aurait désiré l'exécution de ses projets favoris du côté du Pacifique. Le budget de la marine reste néanmoins sous le poids de dépenses considérables et croissantes, d'autant plus considérables que, pour la Russie, il ne s'agit de rien moins que d'avoir à Vladi-Vostok une flotte composée de deux divisions toujours prêtes à appareiller sur un signe du télégraphe, quand ce fameux télégraphe, auquel on travaille toujours, sera construit. L'une de ces divisions, dite défensive, formée de *monitors* et de canonnières cuirassées, serait des-

tinée à repousser les attaques des navires de bois dont se composent ordinairement dans ces régions reculées les escadres européennes. Elle pourrait encore, au besoin, jouer vis-à-vis de la Chine et du Japon le rôle que la flotte de Sébastopol a joué vis-à-vis de la Turquie à Sinope. La seconde division, destinée exclusivement à la course, serait composée de navires légers, bons marcheurs, et de sept ou huit frégates capables de tenter de ces coups de main dont s'est préoccupé plus d'une fois le commerce anglais. On a décidé à Pétersbourg qu'on consacrerait à la construction de la première division les sommes destinées d'abord à élever des fortifications sur différents points des possessions russes dans ces parages. On est arrivé de cette façon à pouvoir disposer de ressources considérables qu'on emploie à fonder de nouveaux ateliers et à préparer des armes défensives, sur lesquelles on fonde de grandes espérances. Quant à la division de corsaires, elle est toute construite, et sans la pénurie d'argent, jointe au manque d'équipages qui se faisait sentir à Cronstadt vers cette époque, il est probable que les trois frégates et les trois corvettes qui ont paru à New-York dans l'hiver de 1864 n'auraient pas été toute la force de l'escadre russe de l'Atlantique.

Depuis la guerre d'Orient, l'amirauté russe s'est occupée incessamment et presque exclusivement de la construction de cette marine multiple, et quoique les machines de ces navires n'égalent pas celles des navires anglais, français ou américains, il est certain toutefois qu'on a obtenu sous quelques rapports des résultats qui ne laissent pas d'être remarquables. Quant au nombre réel de ces bâtimens, il serait assez inutile de se fier aux chiffres que donnent les journaux officiels, par cette raison bien simple que ces chiffres sont faits pour tromper l'Europe et peut-être l'empereur lui-même. Toute défalcation faite des navires qui, pour cause de vétusté ou pour d'autres défauts, ne peuvent être pris au sérieux, on pourrait cependant admettre que cette escadre de Vladi-Vostok compte une trentaine d'assez beaux navires, frégates, corvettes, bâtimens légers, les uns de 400 à 600 chevaux de force nominale, les autres de 300 à 400, les derniers de 200 à 300. — Que peuvent faire ces corsaires russes, dira-t-on? Est-ce qu'ils sont en état de soutenir la lutte, et ne sont-ils pas assurés de périr dès qu'ils seront aux prises avec les forces d'une des grandes puissances maritimes? C'est une perspective que dans notre confiance naturelle d'Occidentaux nous devons admettre; nous irons plus loin: le gouvernement russe l'admet lui-même. Il ne prétend nullement avoir une escadre invincible, et il se fait au fond peu d'illusions sur le sort de cette poignée d'enfans perdus sacrifiés d'avance, comme ces soldats qu'on envoie enclouer une batterie ou enlever une position extrême. Le gouvernement russe ne compte ni sur des succès éclatans ni sur

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 709

une résistance indéfinie; il compte seulement qu'avant de succomber ou de se laisser bloquer dans les ports neutres, ses corsaires sont en état de faire essuyer au commerce, surtout au commerce anglais, de telles pertes que le gouvernement britannique y réfléchirait désormais avant de s'engager dans une voie d'hostilité contre la Russie. Ce calcul peut n'être pas si mal fondé. Il y a eu un jour, vers la fin de 1864, où le plus grand organe de l'Angleterre, le *Times*, mis en présence de cette éventualité que lui signalait un correspondant de Melbourne, prenait bravement son parti et faisait honneur à la sagesse britannique de tenir compte de ces menaces, de songer à éviter des aventures redoutables pour tant d'intérêts anglais engagés dans l'extrême Orient. Au lendemain de circonstances où une guerre nouvelle avait été tout au moins possible, il semblait dire : Nous l'avons échappé belle, et nous avons été bien inspirés de ne rien faire. Si ce sentiment prévalait, le cabinet de Pétersbourg, on le voit, n'aurait pas mal calculé.

D'ailleurs la Russie n'a pas dit son dernier mot en fait de marine. Si elle a rencontré jusqu'ici dans sa marche des obstacles de plus d'un genre, il est certes permis de prévoir que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Les difficultés découlant du délabrement des finances une fois vaincues, l'Europe désarmant d'un autre côté et l'introduction d'un nouveau système de recrutement militaire s'accomplissant en Russie, les cadres des équipages moscovites se rempliront aisément — avec la grande docilité des hommes du peuple, toujours prêts à obéir au tsar, — avec la facilité d'éducation du matelot russe, qui n'exige pas beaucoup de temps, surtout depuis que l'emploi de la vapeur simplifie la manœuvre. L'amirauté russe ne se sent point embarrassée à cet égard, et c'est à la formation d'un corps d'officiers, de canoniers, qu'elle travaille de longue main. Les états-majors de la marine moscovite comptent déjà bon nombre de commandans et d'officiers distingués ayant l'habitude de la mer, et c'est l'escadre de l'Océan-Pacifique qui sert d'école à ces jeunes marins, acteurs futurs du drame qui se prépare obscurément. Les navires de cette escadre changent tous les trois ou quatre ans, et des *midshipmen*, des jeunes officiers qui quittent périodiquement Cronstadt, pas un ne revient en Europe avant d'avoir gagné au moins un grade en mer, avant d'avoir visité dans ses campagnes maritimes tous les ports du vieux et du nouveau monde.

Les possessions russes du Pacifique, où le commerce moscovite compte à peine, sont le prétexte de l'entretien de cette escadre et de ses expéditions dans ces mers éloignées; le but réel de la croisière est tout simplement l'éducation des jeunes marins formés à la navigation dans les contrées mêmes où ils peuvent avoir à déployer leur action. Il y a tout le long de la côte d'Asie, dans les îles de

l'Océanie, sur les côtes de l'Australie, des Moluques, des Philippines et de l'Amérique occidentale, une multitude de passes, de baies, de criques, dont la parfaite connaissance peut être d'une utilité immense pour des capitaines lancés à la course et pour des amiraux qui peuvent avoir à conduire des escadres. Le ministre de la marine de Pétersbourg ne perd pas de vue cette circonstance. On peut en voir la preuve dans la présence si souvent signalée de navires moscovites dans toutes les mers, dans tous les ports où il y a d'utiles observations à faire, et comme il est à la connaissance de tous les marins qu'on peut faire le tour du monde sans rencontrer un seul bâtiment marchand russe, ce ne peut être la protection du commerce qui motive ce mouvement perpétuel, d'ailleurs fort coûteux pour l'état. Le seul et vrai motif est la préoccupation d'étudier d'avance tous les points vulnérables des intérêts européens.

Depuis la fin de la guerre d'Orient, les navires russes visitent tous les ans les deux Indes, l'Australie, tous les caps et toutes les îles. Ils vont sur tous les points déployer périodiquement le pavillon moscovite ; cependant s'il est un pays pour lequel ils montrent une prédilection toute particulière, c'est le Japon. Là ils se sentent comme chez eux, ils connaissent les baies et les passes de ce pays beaucoup mieux que leurs propres côtes et leurs ports de la Mandchourie. La station principale de l'amiral du tsar dans ces mers n'est même pas dans un port russe : elle est à l'île de Matsmaï, dans le port japonais de Hakodadé, situé dans le détroit de Sangar. De plus les navires russes n'apparaissent presque jamais à Yeddo, où depuis quelques années s'agite la diplomatie européenne, où se débattent les grands intérêts des puissances, et cette absence calculée a une cause qu'il n'est peut-être pas impossible de saisir. Après le traité signé à Tien-tsin avec la Chine en 1858, l'amiral Putiatine quitta le port de Petcheli pour se rendre au Japon. Il y fut reçu comme un hôte connu, mieux encore, comme un ami, et il put remarquer que son séjour forcé à Simoda, lors du naufrage de sa frégate en 1854, n'était point sans avoir porté d'heureux fruits. De tous côtés il rencontra des sympathies qui lui parurent encourageantes, et qui ont dû avoir leur influence sur la politique de la Russie vis-à-vis de l'empire japonais. Les Russes prévoyants, et ils ne sont pas rares, se sont dit que, puisque de longtemps encore on ne pouvait songer à étendre une domination directe sur le Japon, le mieux était de gagner l'amitié de ce pays, de se tenir bien avec lui, de l'enchaîner par une étroite alliance, par des rapports habilement multipliés. Dès lors le programme de la politique russe était à peu près trouvé et pouvait se résumer ainsi : employer tous les moyens pour s'insinuer dans l'intimité des Japonais, ne jamais les contrarier même dans leurs exigences les plus inadmissibles,

et se trouver toujours au moment propice pour donner un bon conseil, particulièrement à propos des relations et des démêlés avec les puissances européennes, — faire ressortir à leurs yeux la différence entre l'amitié désintéressée du tsar et les procédés des souverains des autres pays, les exciter indirectement à la résistance, les engager même dans des embarras et les pousser à des actes d'hostilité envers les nations occidentales, ce qui ne ferait que mettre en relief le caractère éminemment pacifique de leurs rapports avec le gouvernement de Pétersbourg, puis un jour se rendre indispensable et faire sentir alors aux Japonais qu'ils ne peuvent être sauvés que par la protection toute-puissante des tsars.

Le rôle d'un agent russe imbu et muni d'instructions de ce genre devenait assez embarrassant, s'il résidait dans la localité où se trouvaient les autres représentants européens, et il lui aurait été impossible de rester neutre en présence de leurs fréquentes protestations, faites habituellement sous la forme de notes collectives. L'amiral Putiatine prévint si bien toutes ces difficultés que pour les détourner il stipula dans le premier article du traité signé par lui avec le Japon que la légation russe pourrait s'établir non à Yeddo, mais à Hakodadé, l'un des ports les plus insignifiants parmi ceux qui furent ouverts aux étrangers, le plus éloigné du mouvement commercial européen, mais appelé par sa position vers le nord, dans le détroit de Sangar, à commander un jour de ce côté l'entrée de la mer japonaise. La position isolée de Hakodadé, visité à peine par quelques baleiniers américains, rend l'importance du représentant du tsar d'autant plus frappante, lui laisse une liberté qu'il ne trouverait pas dans la capitale du Japon, assure à la propagande russe des facilités qu'elle n'aurait pas ailleurs.

Tout se prête du reste à ce mirage. La résidence de l'envoyé moscovite, placée au sommet d'une montagne, domine la ville qui s'étend en amphithéâtre à ses pieds, et, comparée aux habitations fort simples des autres agens européens, elle ressemble à un palais de quelque gouverneur du pays. Entourée d'une haute muraille et d'une vaste esplanade, elle a l'aspect et les avantages d'un camp retranché. L'enceinte enfin contient les bureaux, les logements des employés, un hôpital de trente ou quarante lits pour les malades de l'escadre russe, une école pour les jeunes Japonais, et toutes les dépendances dont aiment à s'entourer les diplomates moscovites à l'étranger. Le pavillon russe flotte ainsi au-dessus de tous les autres, et semble être là parfaitement chez lui. De l'autre côté de la baie, il y a encore des bains pour les équipages, des boulangeries, des magasins et autres établissements indispensables à une station maritime solidement constituée. C'est dans les villages voisins et chez les marchands de Hakodadé que les états-majors et les équi-

pages vont dépenser leur argent; c'est à Hakodadé que vont se réparer les croisières, et tout cela, en fin de compte, profite aux habitans, qui ne peuvent que désirer la présence de tels hôtes et prendre une haute idée du tsar, d'autant plus qu'ils n'avaient vu jusqu'ici aucune puissance aussi grandement représentée. De toutes les langues étrangères qu'on entend à Hakodadé, c'est déjà la langue russe qui est la plus répandue. De jeunes Japonais, instruits au consulat, la parlent avec une extrême facilité, l'écrivent même, et deviennent en quelque sorte des missionnaires naturels au profit de la politique moscovite. Ce sont aussi les livres russes qu'on lit le plus, et, chose curieuse, le livre qu'on répand avec le plus de soin est une histoire de la campagne de 1812.

Le système pratiqué par la Russie, et principalement inauguré par l'amiral Putiatine, consiste, on le voit, à ne dédaigner aucun moyen, à marcher lentement, mais à marcher toujours, à s'infiltrer pour ainsi dire, et il n'est point impossible qu'au moment d'une crise, sur laquelle on compte, toute cette population ne se trouve déjà plus qu'à demi subjuguée. Ce moment peut n'être pas tout à fait prochain sans doute. Il faut considérer cependant que les embarras du Japon commencent. Il est aisé de prévoir que les idées, les influences étrangères auront pour effet de miner cette féodalité religieuse, sous la forme d'un double pouvoir, qui compose le gouvernement japonais. Il en résulterait alors une révolution sociale, religieuse et politique, qui amènerait inévitablement une guerre civile acharnée et dont on peut déjà distinguer les premiers symptômes. L'empire japonais se verrait d'un coup partagé en autant de camps et de factions qu'il y a d'îles dans cet archipel. Ce jour-là, qu'il soit éloigné ou prochain, le rôle de la Russie n'est-il pas tout tracé d'avance? Pourquoi n'étendrait-elle pas sa protection sur son voisin le plus rapproché, le prince de Matsmaï, le seigneur de cette île où elle se crée aujourd'hui des partisans et des moyens d'action? En fermant les détroits de La Pérouse et de Sangar, elle ferait de ce côté de la mer du Japon une mer close. Hakodadé deviendrait facilement un autre Sébastopol dans ces parages, et les petits princes japonais pourraient se préparer dès lors à aller faire leur éducation dans les écoles militaires et dans les régimens de la garde impériale à Saint-Pétersbourg. Le système réalisé au Caucase pourrait être appliqué sur une grande échelle au Japon, et il faut bien l'avouer, c'est un système pratique, peu moral, mais efficace, consistant à corrompre les grands par les honneurs, à acheter les petits, pour arriver à dominer la masse par la solidarité des uns et des autres dans la trahison. C'est ainsi, on peut s'en souvenir, que longtemps avant la fin de la guerre de Circassie les princes de Gouriel, de Mingrelie, et bien d'autres combattaient déjà dans les rangs de

l'armée du tsar contre ceux de leurs compatriotes qui défendaient encore l'indépendance de leur pays.

Au sud du Japon, c'est à Nangasaki que la politique russe avait essayé d'abord son action. Là aussi les escadres allaient stationner, mettant au besoin leurs équipages à terre\* et les cantonnant dans les villages de la côte opposée à la ville; là aussi il y avait quelques essais d'établissements, — un hôpital, des écoles, des bains. — Une courte expérience fit bientôt reconnaître que Nangasaki était un mauvais choix, qu'on était sans cesse en présence d'une multitude d'étrangers qui vont de préférence se fixer dans cette ville et qui pouvaient devenir des rivaux ou des surveillans incommodes. L'attention des marins russes parut alors se porter sur les îles Tsousima, dont la possession aurait une bien autre importance. Ces deux îles, en effet, sont situées dans le détroit de Corée, en face de la presqu'île de ce nom, objet principal des ambitions de la politique moscovite. Séparées par un petit bras de mer profond, échancrées de baies spacieuses, elles réalisent tout ce que l'amirauté russe peut désirer pour un établissement maritime de premier ordre. Les flottes les plus nombreuses pourraient s'abriter dans leurs bassins naturels, tandis que la double entrée du détroit qui les sépare pourrait facilement être rendue inabordable. C'est sans nul doute sous l'influence de ces idées que les îles Tsousima devinrent, il y a quelques années, le théâtre d'une tentative assez maladroitement exécutée, mais qui ne reste pas moins un des épisodes curieux de cette singulière histoire : essai manqué qui peut toutefois se renouveler.

On était en 1860, lorsqu'un jour une corvette de guerre russe, la *Posadnik*, parut dans le détroit de Tsousima toute désemparée et faisant des signes de détresse. L'entrée des îles étant interdite aux étrangers, cette apparition inattendue mit en grand émoi les autorités locales, qui voulaient d'abord empêcher le navire de pénétrer dans le port; mais le commandant fit si bien jouer tous les ressorts, il parla si hautement des conséquences que pouvait avoir cette violation des plus simples lois de l'hospitalité et de l'humanité, cette absence d'égards envers le souverain le plus puissant du globe, que non-seulement on le laissa jeter l'ancre, mais encore que le gouverneur finit par accepter les présens qui lui étaient offerts, et permit au capitaine Birulof de débarquer son artillerie, tous ses bagages, de former enfin un véritable camp retranché, une vraie colonie militaire. Une fois à terre, les Russes se hâtèrent de mettre leurs canons en batterie comme s'ils avaient à redouter quelque attaque du côté de la mer; ils élevèrent des redoutes, construisirent des magasins, faisant flotter le pavillon russe au-dessus de ces établissements improvisés, et surtout on se mit à lever des cartes dé-

taillées des baies, des plans de terrains, — tout cela en paraissant s'occuper de radouber un navire qui, pour le dire en passant, n'avait pas le moindre besoin de réparation. Cela dura des mois, les autorités ne disaient rien, soit qu'elles fussent gagnées, soit qu'elles se sentissent sans appui. Les choses étaient vraiment dans la meilleure voie lorsque le jeune capitaine russe compromit tout par quelques brusqueries ou de trop libres allures. La population finit par s'ameuter et pesa sur le gouverneur, qui à son tour ne put faire autrement que de rendre compte de tout ce qui se passait au gouverneur de Nangasaki.

Or ici l'affaire tombait entre les mains de l'amiral anglais, sir Charles Hope, et du chef de la station française, qui témoignaient une extrême surprise qu'un tel événement eût pu s'accomplir à une distance de dix-huit ou vingt heures de Nangasaki, presque en face des deux stations, sans qu'on eût rien su. Sir Charles Hope se rendit sur les lieux avec deux de ses navires, et après avoir tout vu par lui-même il adressa une protestation en règle à l'amiral Likhatchef, commandant en chef de la station russe, avec sommation à cet officier-général de faire évacuer immédiatement les îles Tsousima. L'amiral Likhatchef, qui pendant tout ce temps s'était tenu à dessein dans le nord et qui avait laissé courir le bruit que le *Posadnik* s'était perdu corps et biens dans un ouragan, affecta d'être très étonné de cette aventureuse équipée; il déplora beaucoup l'imprudence du capitaine conquérant, désapprouva sa conduite et fit évacuer la place immédiatement. Le *Posadnik* partit en effet trois jours après avoir reçu cet ordre. Birulof fut disgracié pour quelque temps; l'amiral Likhatchef fut aussi rappelé: c'était juste, puisqu'ils n'avaient pas réussi. Le gouvernement de Pétersbourg désavoua complètement toute cette entreprise manquée et envoya l'amiral Popof pour remplacer Likhatchef; mais voici où commence le plus curieux de l'histoire et ce qui en fait la moralité secrète. Le ministre de la marine de Pétersbourg fit remettre à tous les navires de l'escadre de l'amiral Popof les cartes détaillées des îles Tsousima levées par les soins du capitaine Birulof, et sur une de ces cartes se trouvait même approuvé le plan des fortifications, usines, établissemens à élever, si on se trouvait ramené à pareille aventure. Là où Birulof et Likhatchef ont échoué, d'autres peuvent être un jour plus heureux. Il n'est pas impossible assurément que l'occasion ne se reproduise, et la Russie est trop habile pour la laisser échapper, pour ne pas profiter de tous les avantages. Il faut avouer du reste que, malgré tout ce qui peut la rendre suspecte, les événemens ont tourné dans ces derniers temps de façon à favoriser singulièrement la politique moscovite dans ses rapports avec le Japon, et les autres puissances elles-mêmes, faute de se rendre un

49 59

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 715

compte suffisamment exact de ce terrain nouveau où elles sont appelées à se montrer, ont aidé à faire de l'influence russe l'influence la plus écoutée des Japonais, quoique la plus menaçante pour eux.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Russie joue son rôle dans cette partie de l'Orient. Elle y a précédé l'Europe, elle y reste plus forte qu'elle par le voisinage, par la pratique des choses et des hommes, par un système de ruse rehaussé au besoin d'audace et fondé sur la connaissance de tous les ressorts du caractère japonais. Tout son art consiste à faire son chemin sans éclat et sans bruit autant que possible, à se distinguer en tout des autres états, à envelopper les Japonais, à leur passer au besoin beaucoup de méfaits, sans laisser pourtant s'affaiblir dans leur esprit l'idée d'une puissance exceptionnelle, en leur inculquant soigneusement au contraire cette pensée, — que ses condescendances ne sont que la modération d'une force amie, bienveillante et naturellement protectrice. Il y a plus de dix ans déjà que la Russie s'était mise à négocier pour obtenir la cession de la partie japonaise de l'île de Sakhaline, et, n'ayant pas réussi alors, elle a su attendre en ne négligeant pas de s'assurer pendant ce temps la possession de la partie de cette île qui appartenait à la Chine. Les autres états tourmentent le Japon pour des meurtres ou des violences dont leurs nationaux sont les victimes; la Russie jette un voile sur ces faits, elle les représente comme des incidents malheureusement trop ordinaires de la vie des peuples, qui n'ont rien de politique, qui ne peuvent surtout devenir une occasion d'hostilités, et tandis que l'Angleterre, la France, les États-Unis usent de la force, elle se contente de satisfactions qui seraient bien médiocres, si elle ne poursuivait pas un plus grand but. C'est ainsi que, lorsqu'en 1854 un officier et des matelots de l'escadre russe furent à Yokohama victimes d'une des premières tentatives de meurtre dirigées contre les Européens, l'envoyé du tsar, au lieu de se montrer irrité et de faire un exemple éclatant, se borna à recevoir des excuses assez bénignes en ajoutant, il est vrai : « C'est dans ces occasions que vous apprendrez à connaître la différence entre l'amitié chevaleresque de mon souverain et celle de ces gouvernements de l'Occident, qui vous poursuivraient de leurs protestations et de leurs exigences. »

Cette tactique, si on y regarde bien, a été singulièrement trompeuse pour les Japonais. D'un côté, elle a fait apparaître à leurs yeux la politique russe comme un modèle de désintéressement, de l'autre elle les a poussés dans la voie de la résistance aux autres états avec qui ils avaient affaire. Ils se sont dit tout naturellement que, puisque le tsar, un souverain si puissant, s'abstenait d'employer les armes, ils ne devaient pas se laisser intimider par des

démonstrations européennes, qui seraient probablement d'ailleurs sans effet. De là attaques sur attaques, violations de traité suivies de représailles qui ont mis d'autant plus en relief la modération du gouvernement de Pétersbourg, seul capable de considérer avec une indulgente amitié des faits qui attireraient des coups de canon de la part de la France et de l'Angleterre. Voilà comment la Russie est aujourd'hui plus que jamais en situation d'arriver à ses fins. Elle ne rétrograde pas, elle avance.

Le jour où la politique russe sera parvenue à prendre la position qu'elle ambitionne dans les mers de l'extrême Orient, la seule force qui pourrait facilement et sérieusement contrecarrer ses desseins est cette autre puissance riveraine de l'Océan-Pacifique qui, elle aussi, tend à dominer sur le continent où elle joue un si grand rôle : nous voulons parler des États-Unis d'Amérique; mais entre ces deux puissances qui ont des ambitions égales, qui sembleraient destinées à se rencontrer, à se heurter sur ce vaste théâtre des mers lointaines, il y a encore plus d'affinités que de raisons d'antagonisme et d'incompatibilité. Elles sont séparées par l'esprit, par les mœurs, par les institutions; elles se rejoignent, il ne faut pas se le dissimuler, dans un sentiment plus ou moins latent, plus ou moins ostensible d'hostilité à l'égard de l'Europe, et c'est surtout par les intérêts dans la paix et même dans la guerre, c'est par une certaine solidarité qu'elles se rapprochent, qu'elles sont conduites à multiplier, à resserrer leurs relations. Cette alliance, à peine ébauchée sans doute, mais dont on a pu voir, depuis quelques années, plus d'un symptôme dans des circonstances significatives, cette alliance se fortifiera de tous les rapports de commerce qui ne tarderont pas à s'établir entre la Californie et l'Amour dès que sera ouverte la grande communication qui doit relier New-York, Boston et les principales villes industrielles du littoral de l'Atlantique avec San-Francisco, ce futur entrepôt du mouvement commercial américain avec la Chine et le Japon. Les Américains pourront alors remonter l'Amour, se répandre par la Sibérie jusque dans l'intérieur de la Russie d'Europe, et ils défieront facilement toute concurrence anglaise, française ou allemande, par la raison assez simple que les marchandises qui seront livrées sur l'Amour après trente ou quarante jours de navigation pourront être vendues meilleur marché que celles qui, embarquées à Hambourg, à Londres ou à Marseille, auront à doubler le cap de Bonne-Espérance, et mettront au moins cent trente ou cent quarante jours pour arriver au même point.

Pour le moment, il est vrai, la Russie n'en est pas à favoriser ce mouvement d'expansion des Américains vers ses possessions orientales. Elle redoute les émigrations, on l'a vu, plus qu'elle ne les appelle; elle craint le génie entreprenant des *Yankees*, la propa-

LA DIPLOMATIE RUSSE DANS L'EXTRÊME ORIENT. 717

gande de leurs idées et de leurs mœurs, l'esprit de liberté marchant à la suite du commerce et des capitaux. Le jour cependant où le trésor russe, qui est assez gravement malade déjà, ne pourra plus suffire aux dépenses ruineuses d'une colonisation purement militaire, d'un système qui coûte tant à l'état sans lui rapporter rien, il faudra bien se relâcher un peu et accepter le secours de ceux qui ne demandent pas mieux que de porter le mouvement dans ces immenses contrées. Tout ce que pourra faire la Russie sera de cantonner pour ainsi dire les Américains, de leur livrer l'exploitation de ses mines, de ses fleuves, de ses pêcheries, de ses marchés, sans les laisser pénétrer trop avant dans l'intérieur. On peut se faire une idée des avantages matériels que les Américains du nord peuvent trouver dans cet ordre de rapports avec la Russie par ce qu'ils y gagnent déjà. Il suffit de rappeler un fait qu'on peut lire d'ailleurs dans les statistiques officielles, c'est que depuis 1847 jusqu'en 1861 les navires baleiniers américains allant pêcher dans les mers d'Okhotsk et du Kamtchatka ont jeté entre les mains des armateurs un bénéfice de 700 millions. Quels seront donc les profits que les Américains pourront retirer des riches possessions russes, quand on leur abandonnera sans concurrence les lignes de bateaux à vapeur entre l'Amour, la Chine, le Japon, la Californie et l'intérieur de la Sibérie, l'exploitation des houilles, les travaux de chemins de fer, la construction des télégraphes, comme on le fait déjà aujourd'hui pour la grande ligne télégraphique de l'Océan-Pacifique!

Les Américains, qui sont des hommes pratiques, ne manqueront pas assurément de sentir le prix de telles relations et d'une bonne amitié avec l'empire russe. Il se trouvera parmi eux, il s'est même déjà trouvé des esprits pour propager cette idée bizarre d'une grande mission civilisatrice dévolue en commun à la Russie et aux États-Unis. Est-il même impossible que dans des circonstances données le gouvernement de Saint-Petersbourg ne trouve dans les *Yankees* un concours plus ou moins actif et dans tous les cas efficace? L'Angleterre est ici peut-être la puissance la plus intéressée. Supposez en effet une guerre éclatant à un certain moment de l'avenir entre la Russie et l'Angleterre : ne serait-ce pas une merveilleuse chance pour les armateurs américains, qui auraient à embarquer sur leurs navires neutres les cargaisons précieuses que le commerce de la Chine craindrait de confier au pavillon belligérant de la Grande-Bretagne dans des parages infestés de corsaires moscovites? Un amiral russe qui par un télégramme de Pétersbourg recevrait l'ordre de sortir de Vladivostok pour se jeter sur le commerce ennemi pourrait être sûr, après avoir lancé ses navires dans toutes les directions, de trouver un refuge et un secours dans les ports, les arsenaux, les magasins américains; il trouverait des na-

vires américains qui lui apporteraient de San-Francisco des vivres, de la houille, des munitions, qui se chargeraient des prises qu'on aurait faites sur le commerce ennemi. N'entrons pas plus avant dans cet ordre de faits. Qui sait pourtant si ces éventualités n'ont pas pesé sur les résolutions de l'Angleterre depuis quelques années? Qui pourrait dire que ces perspectives n'ont pas contribué à inspirer à la France elle-même une prévoyante et énigmatique retenue dans les affaires de l'Europe, que le Mexique par exemple n'a point été entrevu comme pouvant contribuer à créer une alliance plus étroite, plus décidée, entre la Russie et les États-Unis?

Il suffit de poser ces questions pour se trouver en face des problèmes de toute sorte que soulève la marche de la politique moscovite dans l'extrême Orient. Le plus clair indubitablement, c'est que cette alliance de la Russie et des États-Unis n'est point précisément une vision chimérique, que non-seulement la politique orientale du gouvernement de Pétersbourg ne l'empêche point, qu'elle la sert au contraire, — que non-seulement elle est possible, mais qu'elle est même indiquée dans certaines circonstances, et qu'elle ne paraît nullement extraordinaire aux Américains eux-mêmes. C'est en un mot, comme on dit, un des élémens de la politique aujourd'hui. Il y a seulement une compensation, fille de la force des choses et de la marche nécessaire des événemens : de cette situation qui n'est pas sans trouble et sans péril le remède peut sortir de lui-même. Si la Russie se décide à ouvrir les vastes solitudes de ses possessions orientales au génie aventureux et entreprenant des Américains, il est impossible que l'activité de ces hommes nés libres, accoutumés à l'indépendance, ne provoque pas ce mouvement d'idées contre lequel jusqu'ici le gouvernement de Pétersbourg est resté si inflexiblement armé, qu'il craint et qu'il combat. L'alliance avec les États-Unis, et elle n'est possible qu'à ces conditions, c'est la fin de ce système, c'est pour la Russie la nécessité d'une transformation dont on ne peut calculer les suites. Pour les habitans de ces régions orientales arrosées par les larmes de tant de condamnés, c'est un jour ou l'autre toute une situation nouvelle qui finira par rendre à l'humanité ces territoires peuplés jusqu'à présent de soldats et de déportés, et par une mystérieuse combinaison ce qui était une menace, sans cesser d'être quelque chose d'obscur et d'étrange, peut devenir un acheminement vers un ordre moins décourageant pour la liberté des peuples, moins fait aussi pour exciter la surprise et les soupçons de l'Europe.

V. DE MARS.

MS. Eur. F126/21  
(61)

The ~~forming~~ influence of Europe in Asia

The two great powers of Europe, which, down to within the past few years, have been considered as principally ~~or almost solely~~ interested in the affairs of Asia have been Russia and England. Both of these states were originally aggressive; ~~but gradually~~ <sup>it has been assumed</sup> that England <sup>was</sup> ~~was~~ on the defensive while Russia <sup>advanced</sup> ~~advanced~~. Statesmen have spoken, Authors have written, vast sums have been expended, and Wars have been undertaken in view to maintaining <sup>what is called</sup> the status quo of Russia and England in ~~the East~~. But the net result is that, whereas only a few generations ago, Russia possessed comparatively little, and England no territory whatever in Asia, <sup>the</sup> ~~their~~ frontiers <sup>of these Powers</sup> are now within a few hundred miles of one another in the heart of that continent. ~~For~~ <sup>For</sup> ~~either~~ <sup>either</sup> ~~case~~ <sup>case</sup> almost every successive aggression has been based on the plea <sup>either</sup> of self-preservation, or of a safe consolidation of frontier, and every successive annexation has brought each power into neighbourhood with some state or tribe as little settled and as little to be relied on as its predecessor. The circular issued by Russia only a few months ago, declaratory of her desire

PP  
 directly to compare them before the Sunman.

desire to find in the Native States of the East  
a settled and permanent cordons, has al-  
ready been infracted, and if the general  
experience of civilized Nations in relation with  
adjacent uncivilized communities may be  
accepted as our guide toward the future  
there is, I fear little real hope that the po-  
sition of Russia in Asia will long continue  
to be ~~that which~~ <sup>what</sup> it now is and ~~which~~ <sup>what</sup> perhaps  
the Government of the Czar may honestly  
wish that it should remain.

~~It is not, however, my intention~~ <sup>The object of this Memoir is not</sup>  
to analyze the proceedings of Russia in <sup>lower</sup> Asia. This has already been done from <sup>the object</sup>  
almost every point of view. And some re-  
cent articles in our <sup>own</sup> Quarterly, <sup>Review</sup> in the Revue  
de deux Mondes and in a Pamphlet <sup>of this Memoir</sup>  
named "Russia, Central Asia & North India" seem to  
give an almost exhaustive resumé of the  
subject. But the questions arise

1<sup>st</sup> # As to whether the interests of Russia  
and England in Asia are necessarily  
adverse the one to the other?

2<sup>nd</sup> # As to whether the recent national  
movements in Europe, the condition of  
Turkey, and the increase of the United  
States do not point to a time when it  
will be no longer possible to <sup>consider</sup>  
<sup>Asiatic</sup> this question <sup>as one relating only to the</sup> ~~to that of the~~ <sup>dominancy</sup>  
of Russia and England. <sup>in Asia and</sup>  
~~when this question will not have to~~  
be

be viewed as one of European and American <sup>(62)</sup>  
~~influence~~. And

3<sup>rdly</sup> As to whether it may not be both  
politic and safe for us to accept  
the question in its totality, and ac-  
- ~~cept~~ <sup>Knowledge</sup> our position as one of many  
civilized Nations, co-operating to-  
wards the civilization of the East  
rather than adhere to a policy which  
in its commercial action we are  
~~very much the complection of a ma-~~  
~~nopoly and which in its political~~  
~~insolently jealousy~~ ~~aspects~~ ~~is~~ in isolation, in-  
certainty <sup>the continual risk</sup> and large military outlay.

Yearly it becomes  
It is more and more plain to all Statesmen  
of whatsoever Nations that Turkey cannot  
much longer stand by itself, or be sus-  
tained with honor and good results by  
Foreign Power. - It is equally plain that  
many States in Europe which until lately  
were wholly uninterested in the East, have  
now started, as it were, into fresh politi-  
cal life, will expand in Commercial and  
Military Enterprise, and ~~that they~~ will na-  
turally, before long, in a greater or less  
degree, directly concern themselves in Asiatic  
affairs. - Already we see France occupy-  
ing a portion of Cochin China, and we see  
both France and America directly ~~con-~~  
<sup>interesting</sup> ~~cerning~~ themselves in the opening up of China  
and Japan. - American and French  
Men

It is not  
however  
the object  
of this  
Memorandum



63  
 the subject would probably be first to ad-  
 mit <sup>military</sup> the possibility of Russia appearing  
 almost "suddenly" at Tabreez, Resht and  
 Asterabad and her occupying the Capital  
 of Persia within a few weeks from the  
 date of her first movement. Once in Teh-  
 ran she is astride of Asia. The Persian  
 territories stretch across this narrowest  
 part of Asia from the Caspian to the  
 Persian Gulf and all intermediate Provi-  
 ncial authorities are accustomed to obey  
 a central Power at Tehran. From Tehran  
 through Isfahan and Shiraz to the Gulf  
 there is a road <sup>wholly</sup> ~~constantly~~ traversed by  
 troops and possessing comparatively large  
 supplies. And a glance at the Map will  
 show that Russia once in occupation of  
 Persia would hold the position in relation  
 to our Indian possessions which viewed  
 whether from a political, commercial or  
 military point of view would be of a  
 threatening character. The Gulf might form  
 for her an almost impregnable naval  
 position, would give her command of <sup>our</sup> ~~the~~  
 geographic communication and destroy all  
 hope of our Euphrates Railway Line.  
 Persia herself would supply <sup>Russia</sup> ~~her~~ with a large  
 warlike personnel which though under its  
 present leaders of little value would when  
 led by Russian officers prove quite equal to  
 coping with our Indian troops. Again  
 Russia in Persia would press along the  
 entire

entire Western frontier of Affghanistan and  
Beloochistan equally as we now press along  
their Eastern frontier. From her Oxus fron-  
tier Russia would ~~take~~ <sup>push</sup> these territories to  
the Northward and thus her presence would  
be more felt and her power perhaps be  
more dreaded in Central Asia, than our own.

If the above sketch of affairs be  
faithful it would appear that our hitherto  
policy has not resulted in stopping the  
progress of Russia in Asia; On the con-  
trary ~~that~~ every year has brought us  
into nearer neighbourhood, and ~~that~~ even had  
we been successful in our Affghan ope-  
rations, our indirect occupation of that  
Country would simply have precipitated  
that meeting with Russia which we strive  
to stave off. As it is that meeting may be  
a question of years, or a crisis of the East-  
ern question may render it a question of  
months - But it is inevitable if we continue  
to hold India, and perhaps all that lies within  
our power is to pre-arrange the spi-  
rit in which that meeting shall take place. (C)

~~It~~ <sup>But</sup> ~~is~~ <sup>is it</sup> not possible to change  
our Indian foreign policy, to welcome  
instead of repelling, to co-operate instead  
of ~~competing~~ <sup>endeavour to monopolize</sup> whether by War, politics or  
commerce. There is room in Asia for  
the beneficial influence of many civilized  
nations, and their endeavours honestly, humanely,  
and

Think (64)

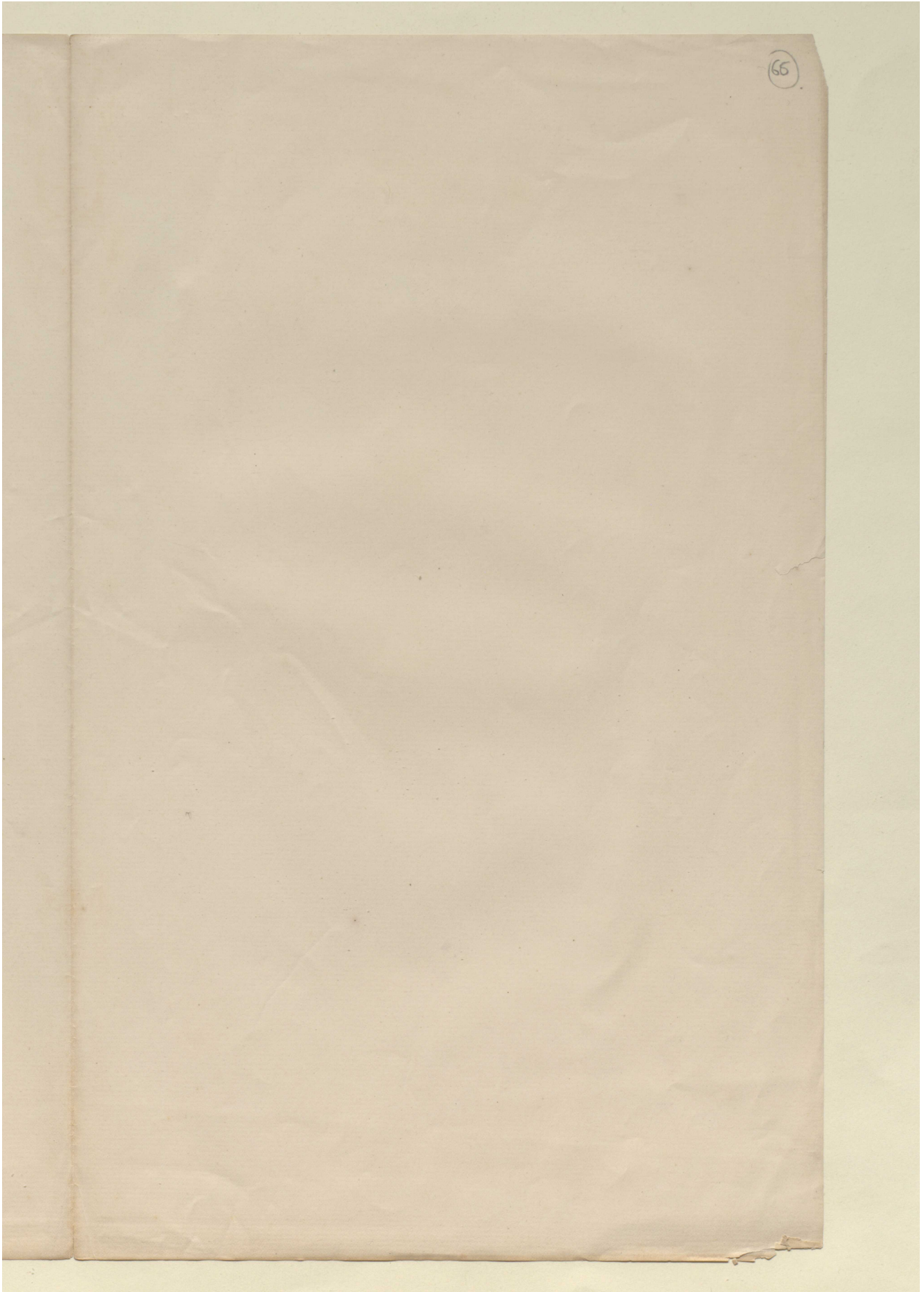
and perseveringly exercised might, develop  
the resources, civilize the governments  
and liberalize the religions of Asia to a  
degree which can never be expected  
from our present course, and in a manner  
which might be supposed to be conso-  
nant with the designs of Providence, in  
relation to the progress of the human  
race. At present we think too much  
of the native governments and too little  
of the native people - How different  
might have been the condition of Turkey,  
of Persia and of Affghanistan if instead  
of fighting over them, Russia, France  
and England had coalesced to civilize them.  
If instead of jealously excluding one  
another, we had united to bring our le-  
gitimate influence to bear towards open-  
ing up their roads, their minds and other  
physical resources and towards the de-  
velopment of Commerce as well by them-  
selves as by our own subjects, settled  
and securely in those countries. How dif-  
ferent again would be the effect on a  
native mind if <sup>they</sup> saw the power of  
civilized Nations showing itself in mutual  
good will and always in the direction of  
progress instead of in small jealousies  
and in retrogressive and injurious dodges.  
And how differently would history judge of us  
if with whatever eventual result to ourselves.  
we



(65)  
~~a civilizing influence on Asia without~~  
~~war or jealousy amongst themselves~~  
~~something at least in the right direc~~  
~~tion would be gained. But this change~~  
~~in policy goes no farther than good~~  
~~will, it does not <sup>would not</sup> contemplate aggression~~  
~~on our part, it looks simply ~~to~~ <sup>be</sup> a change~~  
~~in the spirit of our Asiatic policy, to~~  
~~the abandonment of policy of isolation~~  
~~retrogression and hostile attitude and~~  
~~to the acceptance of a policy which~~  
~~would lead us to welcome the influence~~  
~~of Russia and it may be of other~~  
~~Powers in Asia in a spirit of good~~  
~~will and with every endeavour, short~~  
~~of aggression, toward the civilizing~~  
~~of Asia —~~



'The influence of Europe in Asia' [66r] (11/12)



'The influence of Europe in Asia' [66v] (12/12)

